

TL6284

Rup
6195

TIMOR-EST

DE LA RÉSISTANCE A L'INDÉPENDANCE



Oxfam

Solidarité - Solidariteit

SOMMAIRE

De colonie portugaise à "province" indonésienne <i>Un génocide oublié sur une île paradisiaque</i>	5
"Un énorme cendrier plein de mégots écrasés" <i>La journaliste néerlandaise Minka Nijhuis a été témoin de la terreur provoquée par les milices pro-indonésiennes en 1999</i>	11
'Fin 2001 le Timor oriental sera indépendant' <i>José Ramos-Horta, prix Nobel et 'ministre des affaires étrangères' de la résistance est-timoraise</i>	18
Du pays dévasté à l'eldorado <i>Le milieu des affaires australiens profite de la reconstruction</i>	22
L'expérience unique d'une institution controversée <i>La Banque Mondiale au Timor oriental</i>	26
Les travailleurs est-timorais s'organisent <i>La mise en place d'un mouvement syndical indépendant</i>	32
Le mouvement des femmes <i>Un long combat contre les traditions patriarcales</i>	35
La nécessité d'un système judiciaire propre <i>La population est-timoraise veut que les criminels de guerre soient traduits en justice. Pour cela, le pays a besoin de son propre système judiciaire</i>	39
Oxfam au Timor oriental <i>Les diverses organisations, liées à Oxfam International, soutiennent des initiatives qui mènent à une réelle souveraineté</i>	44

ONT COLLABORÉ À CETTE BROCHURE :

George Aditjondro, Daniel de Beer, Wim de Neuter, Joëlle Dubois, Cornelia Feuerbach, Matthew Jardine, LAIFET (Labour Advocacy Institute of East Timor), Adalijza Magno, Nicole Moreau.

Rédaction finale :
Fabrice Kada

Mise en page : José Mangano

Photos : Tineke D'haese

Oxfam-Solidarité :
60 rue des Quatre Vents,
1080 Bruxelles
Téléphone : 00-32-(0)2-501 67 00
Fax : 00-32-(0)2-511 89 19
E-mail : oxfamsol@oxfamsol.be
Site internet :
<http://www.oxfamsol.be>

Août 2001

LE TIMOR ORIENTAL SUR LA TOILE

Quelques sites Internet intéressants sur le Timor oriental :

- **Links to East Timorese Resources on the Internet** : de nombreux liens vers des sites sur le Timor oriental : <http://www.freedom.tp/etlinks.htm>
- **East Timor Internet Resources** : un aperçu des sources Internet sur le Timor oriental : <http://www.uc.pt/Timor/netret.htm>
- **Action in Solidarity with Indonesia and East Timor** : site de l'organisation australienne de solidarité ASIET : <http://www.asiet.org.au/>
- **Banque mondiale** : <http://www.worldbank.org/eap>
- **Community Aid Abroad** : site d'Oxfam-Australie : <http://www.caa.org.au/world/asia/easttimor/>
- **East Timor Action Network** : site de l'organisation de solidarité avec le peuple est-timorais aux Etats-Unis : <http://www.etan.org>
- **East Timor Alert Network Canada** : site de l'organisation de solidarité canadienne : <http://www.etan.can>
- **East Timor Press** : site de l'East Timorese Independent Print News Media : <http://www.easttimorpress.qut.edu.au/>
- **Nations Unies - Conseil de Sécurité** : <http://www.globalpolicy.org/security/issues/etimindx.htm>
- **Solidarity without Border** : site indonésien contenant d'excellentes pages sur le Timor oriental : <http://solidamor.org/english/news>
- **Tapol** : site de la 'Indonesia Human Right Campaign' très bien informé sur la situation actuelle au Timor oriental : <http://www.gn.apc.org/tapol>
- **Timor Today** : site de l'East Timor International Support Centre : <http://www.easttimor.com/>
- **UNDP East Timor** : site de l'organisation de développement onusienne PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) : <http://www.undp.east-timor.org/>
- **Université de Coimbra (Portugal)** : Service d'information sur le Timor oriental : <http://www.uc.pt/Timor/TimorNet.html>
- **UNTAET** : site du gouvernement provisoire onusien (United Nations Transitional Administration in East Timor) : <http://www.un.org/peace/etimor/etimor.htm> et <http://www.gov.east-timor.org/>

De la résistance à l'indépendance

AVANT PROPOS

Au moment où ces lignes apparaissent sur mon écran d'ordinateur, les Est-Timorais se préparent pour un deuxième scrutin électoral historique en l'espace de deux ans. Le 30 août 2001 – deux ans jour pour jour après le vote pour l'indépendance – 16 partis politiques est-timorais briguent les suffrages des électeurs. L'enjeu : l'élection d'un parlement comptant 88 sièges, qui devra rédiger une nouvelle Constitution et mener le Timor oriental à l'indépendance officielle en 2002.

La 'consultation populaire sur l'autonomie' du 30 août 1999 a mené à une explosion de violence hallucinante. Pourtant, la communauté internationale et les Nations Unies savaient que l'occupant colonial indonésien ne rendrait pas la province du Timor oriental sans résistance. Durant la campagne de préparation du référendum organisé par l'ONU, les milices payées et armées par Jakarta ont tué des dizaines de partisans de l'indépendance. La population des villes et des campagnes a été intimidée et prise en otage par ces miliciens. Occupant le Timor oriental depuis 1975, les Indonésiens au pouvoir avaient une arrogance telle qu'ils étaient persuadés que la population aurait trop peur de voter en faveur de l'indépendance du pays. Il s'est alors avéré que près de 80% des Est-Timorais s'étaient clairement prononcés pour le départ immédiat des troupes d'occupation indonésiennes, donc pour l'autodétermination et l'indépendance nationale.

En moins de deux semaines, les milices pro-indonésiennes ont mis pratiquement tout le pays à feu et à sang. Des milliers de partisans de l'indépendance furent tués. 200.000 Est-Timorais (un quart de la population) furent déportés au Timor occidental (territoire indonésien) et enfermés dans des camps de concentration. Plus de 60.000 de ces 'réfugiés' attendent encore toujours aujourd'hui de pouvoir rentrer chez eux en sécurité.

Après deux semaines de combats extrêmement violents, la communauté internationale a finalement décidé d'envoyer des forces militaires afin de protéger la population est-timoraise et de veiller à ce que les militaires indonésiens quittent réellement le

pays. Depuis septembre 1999, le Timor oriental est passé sous la tutelle de l'ONU.

La situation était très particulière : après leurs échecs dans des pays comme la Somalie, le Rwanda et le Congo, les Nations Unies voulaient finalement remporter un succès dans une mission de paix. C'est pourquoi elles ont voulu agir vite et, bien souvent, sans aucune considération pour ce que les Est-Timorais voulaient eux-mêmes. Les membres de la résistance est-timoraise se sont tout à coup retrouvés devant une tâche colossale : négocier avec les fonctionnaires onusiens les termes de la période de transition qui devrait finalement mener à l'indépendance officielle. Ils ont dû se mettre autour de la table avec les institutions internationales comme la Banque Mondiale ou les pays occidentaux donateurs afin de négocier l'aide à la reconstruction. De plus, ils ont dû veiller à ne pas devenir dépendants de ces donateurs. Ils ont dû empêcher que la tutelle de l'ONU ne mènent à un fait accompli, qu'ils ne pourraient par la suite que difficilement modifier. De nouveaux accords, plus équilibrés, ont également dû être fermement négociés avec les multinationales du pétrole (principalement australiennes), qui avaient encore conclu de juteux contrats, du temps de l'occupation indonésienne, pour l'exploitation de gisements pétroliers et gaziers dans la Mer est-timoraise.

A côté de cela, de nombreux problèmes particulièrement complexes s'annoncent à l'agenda : la construction d'une administration propre, l'élaboration d'une Constitution et d'une législation (droits civils, droits du travail, droits de propriété et de sol), la construction d'un système d'enseignement, de services sociaux, d'institutions économiques et financières... En même temps, l'ensemble des infrastructures détruites doit être réparé le plus rapidement possible. Les Indonésiens ont laissé derrière eux un pays entièrement dévasté. Du temps de l'occupation indonésienne, toutes les fonctions-clés étaient occupées par des Indonésiens, qui ont tous quitté le pays en l'espace de quelques jours. Il y avait (il y a) un manque flagrant d'experts est-timorais, de cadres et de techniciens, à tous les niveaux.

Il est aussi apparu capital pour la résistance de maintenir de bonnes relations avec la population, comme elle en avait toujours eu. Après 25 ans d'occupation, les Est-Timorais se sont massivement retrouvés au chômage, les paysans avaient des difficultés pour survivre. En bref, la population voulait pouvoir constater le plus rapidement possible que la future indépendance améliore aussi sensiblement leur vie quotidienne. Et à ce propos, peu de progrès ont été réalisés ces deux dernières années. De même, le bilan édulcoré que Sergio Vieira de Mello, à la tête de l'UNTAET (l'autorité provisoire de l'ONU au Timor oriental), a fait ces dernières semaines et ces derniers mois sur les deux ans de présence et d'administration onusienne dans le pays est loin de satisfaire tout le monde au Timor oriental. La présence des Nations Unies a résolu une série de problèmes (dont la sécurité de la population), mais en a créé d'autres. La présence massive des services de l'ONU et d'organisations d'aide étrangères a encore accentué les inégalités sociales dans le pays. Le Timor oriental menace de devenir un pays qui sera encore longtemps dépendant de l'aide internationale.

Les chefs de la résistance au Timor oriental ont vécu des moments particulièrement difficiles ces deux dernières années. Ils ont assurément commis une série de fautes évitables. Mais ils sont, en tout cas, parvenu à démontrer aux yeux du monde que le Timor oriental n'est pas un état mendiant, qu'ils tiennent fermement à reconstruire leur pays et qu'ils veulent, à ce sujet, pouvoir décider par eux-mêmes les moyens et la manière d'aborder cette reconstruction.

Cela, les négociateurs du gouvernement australien et des multinationales pétrolières l'ont déjà appris. Les Est-Timorais semblent être des clients particulièrement tenaces à la table des négociations. Cela a donné lieu, le 5 juillet 2001, à un accord sur la future exploitation des gisements de gaz et de pétrole de la Mer est-timoraise. Le Timor oriental empochera 90% des royalties (d'une estimation de 7 milliards de dollars) sur les gains du pétrole et du gaz durant les vingt prochaines années. Pour un pays sans know-how propre, sans spécialistes du pétrole ou même sans propre compagnie pétrolière, personne n'a à rougir du résultat de ces négociations. Et cet argent sera particulièrement apprécié pour la reconstruction d'un Timor oriental indépendant.

Le parlement que les Est-Timorais éliront le 30 août 2001 sera une étape importante pour l'avenir du pays et de ses habitants.

Les 88 nouveaux membres du parlement ne devront pas seulement proclamer une nouvelle Constitution et appeler à l'indépendance. Les élections du 30 août détermineront quel gouvernement

prendra en premier lieu le pouvoir au Timor oriental, quelle politique ce gouvernement adoptera et quel projet il élaborera pour fournir au pays des chances de développement durable, de devenir réellement indépendant ou de s'assujettir, au contraire, au nouvel ordre mondial ultralibéral dominant.

Les Est-Timorais recevront-ils un appareil d'Etat et un gouvernement qui se préoccupent de tous ses citoyens et qui répondent aux besoins de qualité de la santé, de l'enseignement, des services sociaux ? Le nouveau gouvernement est-timorais réussira-t-il à développer la campagne, à donner des terres et les moyens de production nécessaires aux paysans, à procurer un emploi à la population des villes et des campagnes, à distribuer équitablement les revenus ?

Le Timor oriental indépendant réussira-t-il à préserver son indépendance, également sur un plan économique, une fois qu'il s'agira de cueillir les fruits de ses propres richesses naturelles et gisements de matières premières ? Le Timor oriental indépendant construira-t-il sa propre économie au service de la majorité des Est-Timorais ?

Le futur gouvernement est-timorais réussira-t-il à conserver l'unité du pays et à veiller à la stabilité sociale et politique qui sera nécessaire pour la reconstruction ?

Les nouveaux dirigeants est-timorais seront-ils capables de veiller à la justice et d'empêcher que le pays et ses habitants ne deviennent les victimes de l'impunité ? De terribles crimes contre l'humanité ont été perpétrés au Timor oriental. Les responsables de ceux-ci ne doivent pas pouvoir échapper à leur jugement et à leur peine.

La nouvelle politique est-timoraise aura-t-elle la force de construire un Etat de droit démocratique, garantissant l'égalité des droits pour tous ses citoyens – hommes et femmes ?

Après vingt cinq ans d'occupation militaire sanglante et de répression, les Est-Timorais veulent une réponse claire à ces questions – et à beaucoup d'autres. Quoi qu'il en soit, ce peuple et ses nouveaux dirigeants politiques devront compter, les prochaines années, sur la solidarité internationale et l'aide inconditionnelle à la reconstruction.

Ils peuvent, d'ores et déjà, continuer à compter sur notre solidarité concrète et sur notre soutien.

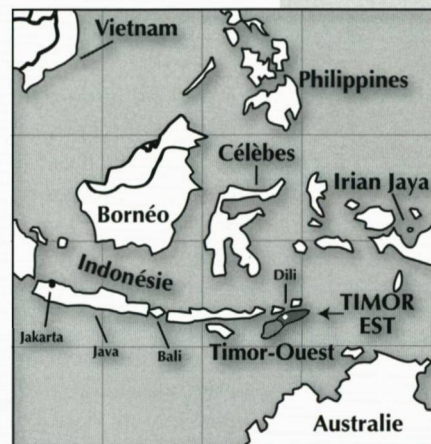
Stefaan Declercq,
Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité

DE COLONIE PORTUGAISE À "PROVINCE" INDONESIENNE

Un génocide oublié sur une île paradisiaque

"Comme vous le savez, depuis le 7 décembre les forces armées indonésiennes tiennent entièrement Timor. Néanmoins, n'ayez pas peur de l'armée indonésienne parce qu'elle veut vous aider et vous donner la liberté!"

Ce message radiophonique est passé sur les ondes de Radio Dili, dans la capitale du Timor oriental, le 8 décembre 1975. Le studio, comme toute la ville, se trouve sous contrôle indonésien. Le 7 décembre 1975, à 4h30, l'invasion indonésienne avait commencé. Un millier de parachutistes, six mille soldats et six navires de guerre dans le port de la capitale – très vite, les routes et les bâtiments les plus importants sont occupés et les brutalités de l'armée indonésienne terrorisent la population civile. Conséquence : massacres, tortures et la fuite en masse de la population vers les régions montagneuses à l'intérieur de l'île.



L'Indonésie, la plus grande force de l'Asie du Sud-Est, a annexé le Timor oriental juste au moment où celui-ci concevait un avenir de liberté et d'autodétermination, car depuis 1974, avec la chute de la dictature à Lisbonne, la domination coloniale portugaise semblait vouloir se terminer.

Une colonie portugaise

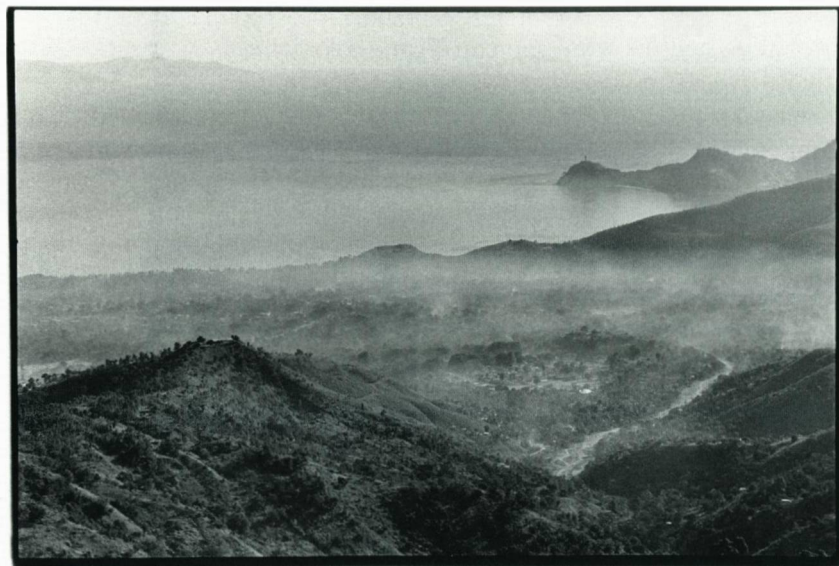
C'est vers le début du 16^e siècle que les premiers Européens, des Portugais, se sont intéressés aux îles de l'archipel sud-est asiatique. En cherchant des épices pour les marchés européens comme le clou de girofle ou la muscade ainsi que le chanvre, ils avaient déjà envahi et pris possession – sans base juridique – de la presqu'île de Malacca.

Timor qui se trouve à 500 km au nord-ouest de l'Australie, leur offrait également le précieux bois de santal. Des missionnaires, Frères Dominicains, se sont alors installés au Timor habité à cette époque, (entre autre) par des peuples mélanésien et malais.

Au début du XVII^e siècle, des colonisateurs néerlandais s'y sont installés et dès lors, ce fut le début d'une longue lutte de

concurrence pour la saisie du commerce de santal entre Néerlandais et Portugais.

Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, les Portugais ne se sont pas vraiment implantés au Timor oriental. Ils s'étaient contentés de contrôler les côtes, tandis qu'à l'intérieur du pays régnaient des rois in-



Espoirs trompés, aspirations de la majorité du peuple ignorées, douleur et souffrance – l'histoire de la partie orientale de l'île de Timor en est marquée.

digènes, qui avaient le monopole des armes, du fer et des vêtements.

Au cours du XIX^{ème} siècle, les Portugais ont renforcé leur colonisation en introduisant les cultures du café et du coton, avec, bien sûr, l'occupation du territoire.

Petit à petit, ils se sont emparés totalement de la partie orientale de Timor et en 1896 la colonie devenait indépendante des administrations coloniales de Goa et Macao.

Depuis cette date, le royaume portugais était officiellement responsable de sa "possession d'outre-mer". En 1868 déjà et en 1895 ensuite, des rébellions anti-coloniales avaient éclaté.

En 1904, avec le partage définitif de l'île en deux parties, néerlandaise à l'ouest et portugaise à l'est, y compris l'enclave d'Oecusse, le destin des Est-Timorais était décidé: le peuple de l'ouest sortait de l'hégémonie néerlandaise au moment de la fin de la deuxième Guerre Mondiale et était immédiatement intégré dans l'empire indonésien.

Les Timorais du côté oriental restaient attachés au Portugal, subissaient à partir de 1926 la dictature fasciste de Salazar, et en 1941, l'invasion et l'occupation japonaise. En 1945, l'autorité portugaise était restaurée.

L'occupation japonaise

Bien que le Portugal, pendant la deuxième Guerre Mondiale, soit resté neutre, le Timor oriental fut impliqué dans les luttes acharnées entre les Japonais d'un côté et les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Australie de l'autre.

Espérant élargir leur influence dans l'Asie du Sud-Est, les Japonais ont occupé l'île de Timor. Le peuple soutenait les armées occidentales, et en premier lieu l'armée australienne, dont environ 500 soldats stationnaient au Timor oriental. L'aide s'est manifestée par une lutte de guérilla qui permit aux Australiens de résister à 20.000 Japonais.

Ceux-ci se sont vengés sur la population civile: 40.000 Est-Timorais ont été tués par les Japonais. Mais bien plus ont alors perdu la vie suite à la grande famine occasionnée par cette guerre.

Naissance du mouvement indépendantiste

La complexité du conflit est-timorais se fonde sur le fait que la colonisation portugaise avait un caractère indirect. Les Portugais se servaient de collaborateurs indigènes pour maintenir leur autorité et pour éviter des conflits avec les peuples autochtones.

L'enseignement se fait en portugais, les cours reprennent les normes de la métropole et avec l'expansion de la religion catholique, les Portugais imposèrent leur culture aux Est-Timorais.

Ceux-ci se sont de plus en plus éloignés de leurs voisins du Timor occidental et se sont rapprochés de leurs oppresseurs coloniaux.

C'est ce qui explique le manque de protestation au moment de la restauration du régime colonial en 1945 et la forte résistance à l'influence musulmane suite à l'occupation indonésienne, 30 ans plus tard. En 1945, le gouvernement portugais affaibli, n'a pas fait de grands efforts pour reconstruire tout ce qui avait été détruit par la guerre.

Depuis toujours, pour Lisbonne, le Timor oriental représentait plutôt un fardeau économique qu'une source de bénéfices. Le commerce, dominé par les Chinois, ne rapportait pas de profits et la maintenance de l'administration et de l'armée coûtaient cher. Les investissements de la métropole sont restés limités, quoique les Portugais aient toujours justifié leur colonisation en arguant vouloir apporter et encourager le développement dans leurs colonies.

En 1951, le statut de la colonie change: le Timor oriental devient une "province d'outre-mer". Désormais, les Est-Timorais sont des citoyens portugais. Vingt ans plus tard, la plupart des autres pays européens avaient finalement mis un terme à leurs "aventures coloniales", le gouvernement de Lisbonne décide alors de déclarer le Timor oriental "territoire autonome intégré à la république portugaise." Mais au fond, rien ne change, le peuple est-timorais reste sous la tutelle salazarienne.

Lorsque la lutte pour l'indépendance se déclenche dans les colonies portugaises en Afrique australe, le Timor oriental reste calme jusqu'en 1952, année de la première rébellion anti-coloniale depuis la restauration du régime colonial.

Bien que, au cours des 500 années de colonisation portugaise, le peuple se soit adapté à la culture de sa métropole, il y a de petits groupes informels, composés de fonctionnaires, étudiants et intellectuels qui s'engagent à propager l'idée d'un démantèlement du régime colonial. Ces groupes d'indépendantistes font un travail clandestin.

Coup d'Etat à Lisbonne

Le 25 avril 1974, les forces armées renversent la dictature de Salazar et de son successeur Caetano. Le nouveau régime élabore un programme de décolonisation pour le Timor oriental. Le jeune mouvement d'indépendance passe de la clandestinité à l'action ouverte. Une conscience d'identité nationale se développe rapidement et trois partis politiques importants sont formés: l'ASDT (l'Association social-démocratique du Timor) qui revendique le droit à l'indépendance et à l'autodétermination pour le peuple du Timor oriental, dont un des lea-

ders est José Ramos Horta, l'UDT (l'Union démocratique du Timor), parti créé par des fonctionnaires qui sont partisans de liens fédéraux avec le Portugal., mais après un changement de gouvernement à Lisbonne, l'UDT change de cap et demande également l'indépendance. L'APODETI (Association Démocratique du Peuple Timorais), est le parti qui défend l'attachement à l'Indonésie. Ce parti a été fondé par Osario Soares et n'a que peu d'adhérents..

La lutte pour l'indépendance

Quelques mois plus tard, l'ASDT change de nom et devient le FRETILIN (Front Révolutionnaire pour l'Indépendance du Timor); il propose au gouvernement portugais une période de transition de cinq ans jusqu'à l'indépendance. Dans son programme, le parti annonce la lutte contre la corruption, et lance une campagne contre l'analphabétisme et pour la santé publique. A son initiative, s'est également créé le premier comité de défense des travailleurs et l'Union nationale des étudiants est-timorais.

Grâce à son engagement et aux bons liens de ses leaders avec la population locale, le FRETILIN devient très rapidement le parti politique le plus populaire.

C'est en juin 1974, que Ramos Horta, dirigeant de l'ASDT, se rendit à Jakarta pour obtenir du gouvernement indonésien la reconnaissance du droit à l'indépendance pour le Timor oriental. Le ministre indonésien des Affaires étrangères, Adam Malik, lui répondit par une lettre dans laquelle il l'assure de l'opinion favorable de l'Indonésie. Mais cette lettre a peu de valeur car, simultanément, Jakarta dévoile ses vraies intentions. Avec le soutien de l'Australie et des Etats-Unis, l'Indonésie commence à préparer l'invasion et la radio d'état renforce la propagande pour l'APODETI. Les journalistes étrangers n'ont plus d'accès à la zone frontalière.

Face à cette menace indonésienne, l'UDT et le FRETILIN font alliance en janvier 1975 pour préparer la transition à l'indépendance et la formation d'un gouvernement stable et démocratique. Mais après cinq mois, cette coalition éclate pour plusieurs raisons (dont, par exemple, l'ingérence active du service secret indonésien, le Bakin). En juillet 1975, les Portugais organisent des élections. Les trois grands partis participent au scrutin. Le FRETILIN le remporte avec une faible majorité, suivi par l'UDT. Un mois plus tard, l'UDT essaie de s'emparer du pouvoir par un coup de force.

La guerre civile éclate mais les forces militaires du Portugal n'interviennent pas. Le gouverneur portugais s'enfuit avec ses soldats vers l'île d'Atauro.

Après trois semaines de lutte, le FRETILIN réussit à contrôler la situation, grâce au soutien de la population et des soldats est-timorais de l'armée portugaise.

Le Timor oriental se retrouve sous gouvernement du FRETILIN qui entame une série de réformes et qui organise une répartition juste de l'aide alimentaire internationale. Petit à petit, la vie quotidienne se normalise.

Mais la propagande indonésienne ne cesse de peindre une autre image des conditions de vie au Timor oriental : c'est le "chaos communiste". A la frontière incidents et provocations se succèdent. En octobre 1975, après l'assassinat de cinq journalistes australiens qui avaient été témoins des préparatifs de l'invasion de l'armée indonésienne à Balibo, la panique et la certitude d'une invasion provoquent la fuite massive de la population. Les organisations d'aide internationales quittent également le pays.

Comme l'Australie ne réagit pas aux demandes d'aide de la part du FRETILIN, celui-ci s'adresse à l'ONU. Le 28 novembre 1975, le FRETILIN, en proclamant en toute hâte la "République Démocratique du Timor oriental", espère avoir plus de poids devant l'ONU. Celle-ci vote des résolutions réclamant le départ des troupes indonésiennes du territoire du Timor oriental mais ne s'engage pas plus. Toutefois, par ces Résolutions 384 et 389, adoptées par l'ONU en 1975 et en 1976, le droit à l'autodétermination du peuple est-timorais est reconnu.

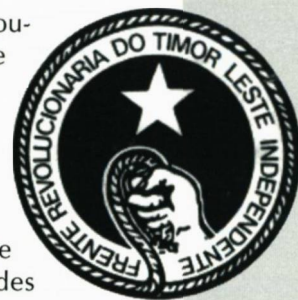
L'invasion et l'occupation indonésienne

Début 1976, dans les premières semaines de l'invasion indonésienne, plus de 60.000 personnes sont massacrées, plus de 80 % des bâtiments et des maisons sont détruits.

L'agression de l'armée indonésienne, la TNT (Tentera Nasional Indonesia), se dirige surtout contre les plus faibles et contre la minorité chinoise (bien que celle-ci se montre accommodante et prête à s'arranger avec une domination indonésienne.) Le principal adversaire des troupes indonésiennes est la Falintil, l'armée du FRETILIN. Les combattants du Falintil s'installent dans les montagnes, afin d'empêcher l'occupation totale du territoire et de forcer Jakarta à retirer ses troupes.

Se rappelant ses responsabilités, le Portugal essaie, en vain, de négocier avec l'Indonésie. Le 17 juillet 1976, le Timor oriental est annexé comme la 27ème province de l'Indonésie. Jakarta y déploie massivement ses forces armées et poursuit sa stratégie cruelle : la population autochtone est décimée. L'armée commence à détruire systématiquement les champs des paysans. Les villages sont vidés et repeuplés par des immigrants indonésiens.

Une grande partie de la population prend la fuite.



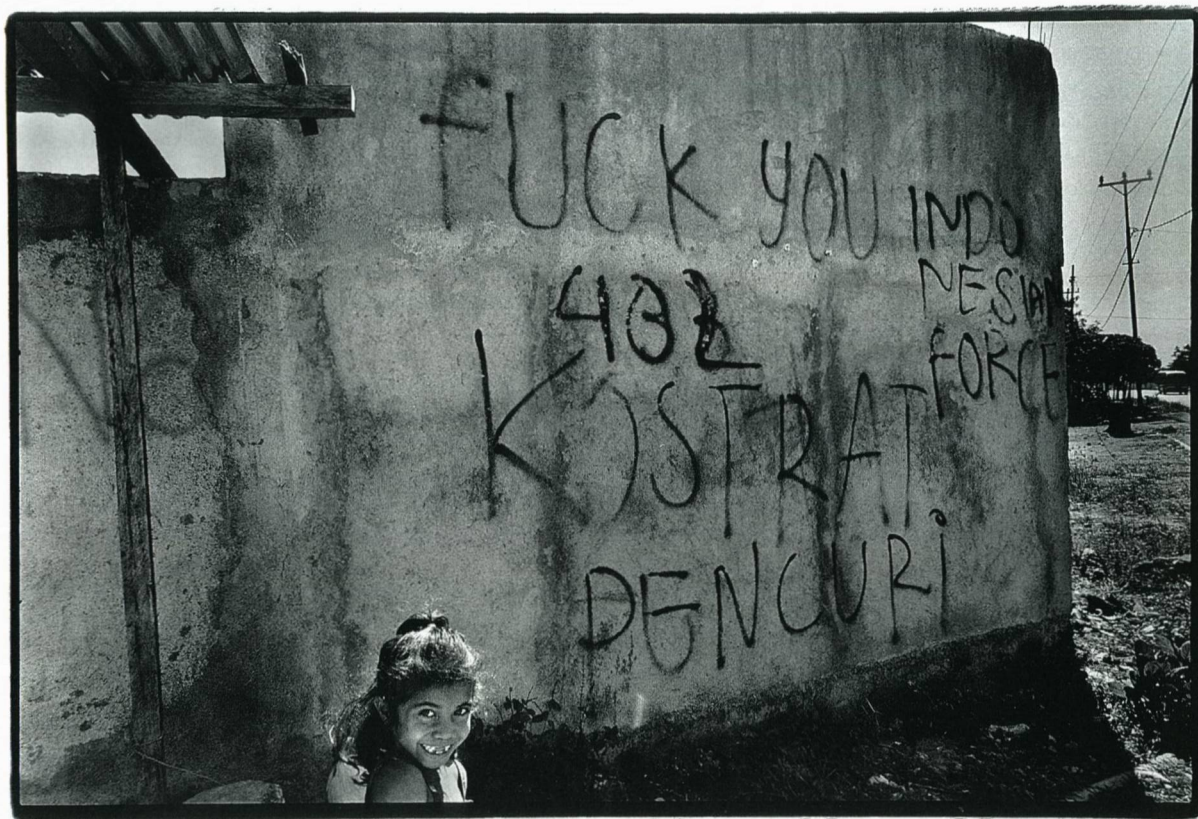
Les familles est-timoraises sont soumises à un contrôle des naissances rigoureux par l'administration indonésienne. Jakarta commence à mettre sur pied des milices civiles, forçant certains Est-Timorais à s'entretuer et à torturer des compatriotes.

Le Timor oriental dans l'arène internationale

Depuis l'annexion par Jakarta, un tiers de la population a été décimée (plus de 200.000 personnes). Selon un rapport du diplomate australien, James Dunn, pendant les deux premières années de l'occupation, 100.000 Est-Timorais ont été les victimes

Kissinger, bien renseignés sur l'affaire par le CIA, soutiennent la position indonésienne. Pour ce faire, ils ont de multiples raisons : leur industrie d'armes fournit la plus grande partie de l'équipement utilisé par les Indonésiens. Le successeur de Gerald Ford, le président démocrate, Jimmy Carter poursuit ces livraisons d'armes. Les Etats-Unis redoutent un basculement du Timor oriental vers le bloc communiste, un "Cuba asiatique". Pour la propagande officielle de l'Indonésie cette "menace communiste" était devenue un thème quotidien.

La position de l'Australie est moins claire. D'un côté le président Gough Whitlam entretient d'excellentes relations avec son homologue indonésien



de la famine et d'épidémies. Les trois quarts de la population, forcés de s'enfuir vers le centre du pays au moment de l'invasion, perdent toutes leurs propriétés. Le tissu social au Timor oriental est définitivement détruit.

Vu les dimensions du conflit, l'indifférence internationale devant l'affreuse situation au moment de l'invasion du Timor oriental, paraît incompréhensible.

Et, évidemment, des questions se posent sur l'engagement direct et la complicité des grandes puissances. Les Etats-Unis et l'Australie qui sont – plus que d'autres pays membres de l'ONU – au courant de l'invasion imminente, auraient pu réagir immédiatement.

Le président américain de l'époque, Gerald Ford, et son ministre des Affaires étrangères Henry

Suharto, de l'autre, l'opposition au sein du gouvernement soutient les aspirations à l'indépendance du Timor oriental.

De toutes façons, des compagnies pétrolières australiennes se montrent fort intéressées par les richesses naturelles du Timor oriental : pétrole, gaz, cuivre... Stratégiquement, le bloc soviétique soutient la position de l'Indonésie car, l'Indonésie représente un contrepoids avec la Chine. Les Soviétiques n'acceptent en aucun cas l'indépendance du Timor oriental.

Les membres de l'ASEAN (l'alliance des pays de l'Asie du Sud-Est) respectent leur consentement mutuel de ne pas s'ingérer dans les "affaires intérieures" des autres membres.

Quant à l'Europe, plusieurs Etats disposent de moyens de pression redoutables face à Jakarta, mais ils ne veulent pas mettre en danger leurs bonnes relations avec les Etats de l'ASEAN et, avant tout avec l'Indonésie, qui est bonne cliente de leurs fabricants d'armes. Aujourd'hui encore, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Grande-Bretagne continuent d'exporter des armes en Indonésie.

L'Union Européenne aurait pu profiter de ses liens multiples (économiques, militaires, politiques) pour trouver une solution par la négociation.

A part l'engagement de quelques politiciens ou ONG, l'intervention politique et diplomatique de l'Europe manque de crédibilité et de cohérence. La plupart des pays européens ont toujours accepté le statu quo au Timor oriental, se défendant d'attendre une "solution juste mais globalement soutenable". Par purs intérêts, économiques ou stratégiques, ils ont tout toléré de Jakarta, y compris le génocide

"Résister c'est gagner"

(Xanana Gusmao)

La lutte armée pour l'indépendance a été menée principalement par le FRETILIN et son bras armé, la Falintil, qui ont toujours été soutenus par le peuple, et l'église catholique.

Les représentants de l'Eglise sont, pendant très longtemps, les seuls à pouvoir critiquer ouvertement la situation au Timor oriental sous l'occupation. Ce rôle de porte-parole consolide leur position dans la société est-timoraise. En quelques années, elle se transformera d'Eglise coloniale en Eglise nationale. En 1975, 30 % de la population était catholique, dix ans plus tard, il y en a 80 %. Monseigneur da Costa Lopez, évêque de Dili de 1977 à 1983, se prononce ouvertement contre le régime de Jakarta. Son successeur, monseigneur Ximenes Belo suit son exemple en condamnant la nouvelle offensive indonésienne en août 1983. Malgré les risques, il revendique en 1989, un référendum sur l'indépendance.

En 1996, monseigneur Belo et José-Ramos Horta, représentant international du CNRM (Conseil national de la résistance maubere), reçoivent le Prix Nobel de la Paix.

Une autre forme de résistance s'installe en exil, avant tout au Portugal et en Australie, où des réfugiés est-timorais fondent des associations. Ainsi, monseigneur da Costa Lopez continue sa lutte au Portugal. En 1986, il fonde le "Parti de l'Unité Nationale", dont le but est, avant tout, de soutenir les démarches diplomatiques du gouvernement portugais.

Le plus éminent leader de la lutte clandestine du Falintil s'appelle José Xanana Gusmao. Chef du CNRM depuis 1987, qui a présenté deux ans plus tard, un "plan pour la paix", exprimant le désir des Est-Timorais de se doter d'un système politique pluraliste selon le modèle occidental.

Capturé en novembre 1992 et condamné par la justice indonésienne à perpétuité, il devient un mythe, le "Che est-timorais". Lorsqu'en avril 1998 le CNRT (Conseil national de la résistance timoraise) est formé, regroupant tous les groupes d'indépendantistes est-timorais du monde, il en devient le président. Avec le changement de gouvernement à Jakarta, en mai 1998, sa peine est commuée en 20 ans de prison. Lors du référendum, en août 1999, il est finalement libéré.

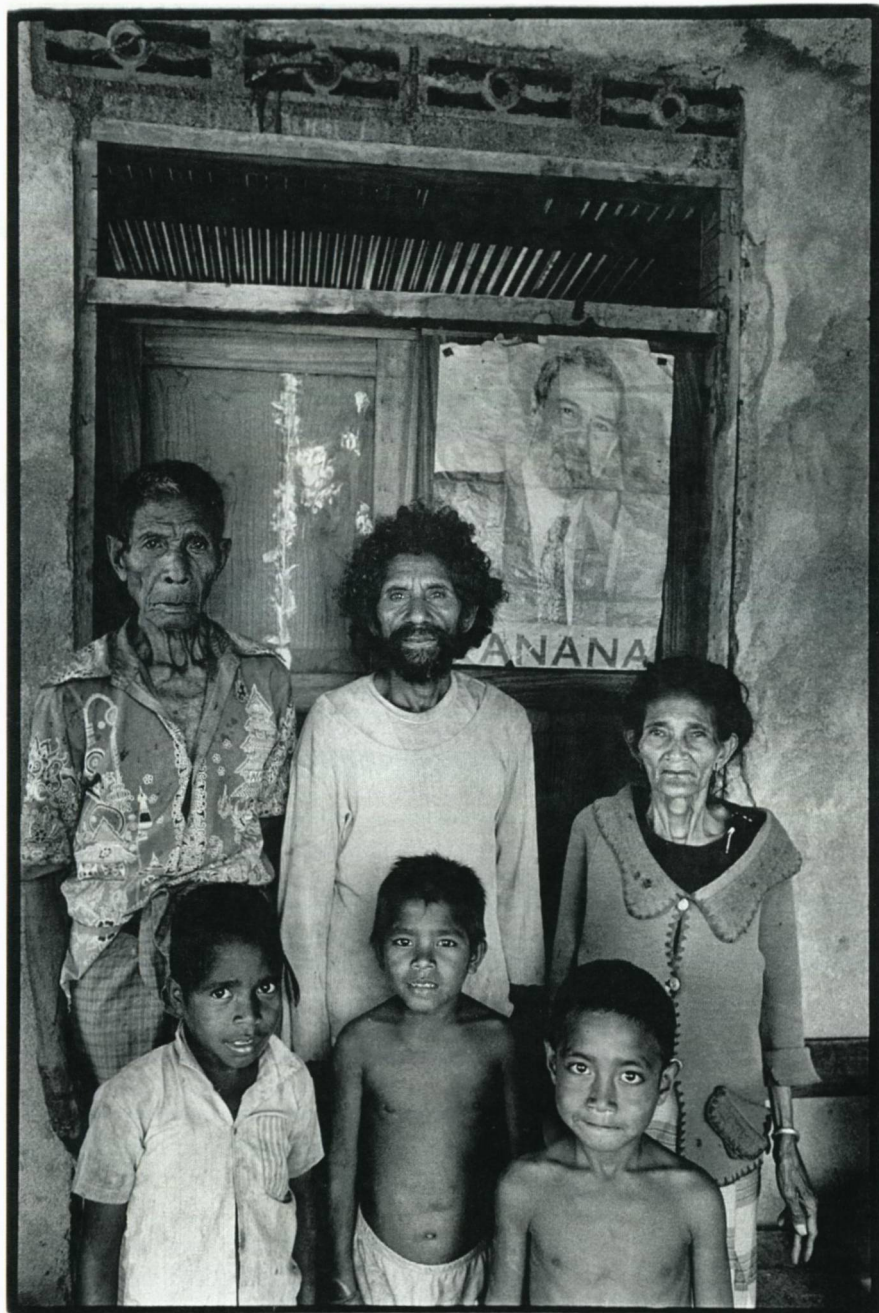
Pour les jeunes, Gusmao et Horta représentent des modèles à suivre. Le mouvement de résistance estudiantine, le RENETIL, est membre du CNRT et, joue un rôle très important dans la mobilisation des Est-Timorais contre l'occupation. La jeune génération d'indépendantistes refuse les positions modérées et se mobilise pour l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination.

Aujourd'hui, ces jeunes sont à la pointe du combat contre les injustices qu'ils doivent affronter et contre le taux de chômage élevé. A l'égal des jeunes, il y a aussi un mouvement de résistance des femmes, qui naquit à l'époque de l'invasion. L'OPMT (Organisation populaire des femmes du Timor oriental) a toujours été associée au FRETILIN en s'occupant surtout des orphelins de guerre et du programme d'alphabétisation. Ce mouvement se bat également pour l'abolition de toutes les formes de discrimination et d'oppression traditionnelles ou datant de l'époque de la colonisation.

Parallèlement à la fondation du CNRM en 1989, un groupe de femmes s'est constitué, l'OMT, qui est aujourd'hui associé au CNRT. Pour changer le statut d'infériorité et de dépendance de la femme au Timor oriental, ces militantes réclament le droit de participer aux décisions politiques.

Elles envisagent également une modification du système judiciaire et réclament des compensations pour les victimes féminines de la violence indonésienne, exercée pendant les 25 dernières années d'occupation.

En juin 1998, le nouveau gouvernement de Habibie annonce sa volonté de vouloir régler, enfin, "l'affaire est-timoraise", en proposant un "statut d'autonomie élargie". Les indépendantistes est-timorais rejettent cette proposition. Du côté pro-indonésien, le refus est total également. Ces éléments pro-indonésiens commencent à mettre sur pied des milices civiles pour souligner leur opposition par la terreur. La pression sur le nouveau régime de Jakarta monte, et, en janvier 1999, le président



Habibie déclare que les Est-Timorais peuvent accéder à l'indépendance.

La voie semble ouverte à de vraies négociations sur les conditions de transition à l'indépendance. L'ONU lance des pourparlers entre l'Indonésie et le Portugal. Les Est-Timorais sont exclus des négociations, leur participation se limite à des consultations avec les officiels de l'ONU. Seul Xanana Gusmao, bien qu'officiellement encore placé en résidence surveillée, a des entretiens avec des diplomates internationaux.

Le président du CNRT apprécie la présence de l'ONU et s'engage à l'organisation immédiate d'un référendum, puisqu'il a foi en la stabilité du régime de Jakarta et surtout à la crédibilité de ses concessions.

En avril 1999, le Portugal et l'Indonésie signent un pacte de paix pour terminer la spirale de la violence. Le 5 mai 1999, l'Indonésie et le Portugal, encouragés par l'ONU, arrivent à un accord permettant l'organisation du référendum, le 30 août 1999. Le résultat de ce scrutin montre qu'une écrasante majorité des Est-Timorais (78%) veut l'indépendance. Ce que l'Indonésie a toujours nié.

Cornelia Feuerbach

SOURCES ET LITTÉRATURE:

- Klemens Ludwig, Korinna Horta: "Osttimor. Das vergessene Sterben", Pogrom Verlag, Goettingen, 1985.
- Matthew Jardine: "East Timor. Genocide in Paradise", Common Courage Press, Chicago, 1995.
- Sonny Inbaraj: "East Timor. Blood and Tears in Asean", Silkworm Books, Chang Mai, 1995.
- "International Law and the Question of East Timor", Catholic Institute for International relations (CIIR), International Platform of Jurists for East Timor (IPJET), Leiden, 1995.
- Pedro Pinte Leite (éditeur): "The East Timor Problem and the Role of Europe", IPJET, Leiden, 1996.
- Marcel Roger: "Timor Oriental – Hier la colonisation portugaise, aujourd'hui la résistance à l'agression indonésienne", L'Harmattan, Paris, 1977.

UN ENTRETIEN AVEC MINKA NIJHUIS

"Un énorme cendrier plein de mégots écrasés"

Leur vandalisme dépasse l'imagination. Ils sont passés à l'action en profondeur et avec rage. En seulement dix jours, les militaires indonésiens et leurs milices ont pris leur vengeance. 78,5% des Est-Timorais ont voté en faveur de l'indépendance lors du référendum du 30 août 1999. Après vingt cinq ans d'occupation, les troupes indonésiennes ont bientôt dû quitter le pays. Ce qu'elles firent. Mais elles ont d'abord exprimé leur colère. Tout le pays s'est retrouvé en cendres. Les trois quarts de la capitale Dili ont été réduits en poussière. A la campagne, pratiquement tous les villages partirent en fumée. La Néerlandaise Minka Nijhuis se trouvait ces jours-là devant un choix difficile. Elle était un des seuls correspondants étrangers à ne pas s'être enfui. Elle a alors du prendre une décision : s'enfuir avec la population locale dans les montagnes ou rester le plus longtemps possible en poste à Dili pour faire des comptes-rendus pour la radio néerlandaise ? Dans son livre "De erfenis van Matebian" (L'héritage de Matebian), elle raconte l'histoire du Timor oriental dans ces mois dramatiques.



"En écrivant, j'ai dû prendre congé du livre que j'aurais réellement voulu écrire", dit Minka Nijhuis. "J'aurais voulu m'approcher plus près de ces gens, mais ils devaient s'enfuir et je me suis de plus en plus engouffré dans l'information au jour le jour. Si j'avais voulu écrire toute l'histoire est-timoraise, j'aurais dû accom-

pagner ces gens dans les collines. Mais comme tant de journalistes quittaient les lieux, il devenait de plus en plus important de continuer à faire des comptes-rendus. Cela a beaucoup influencé le livre."

Pourtant, "L'héritage de Matebian" est une histoire est-timoraise. Pendant vingt cinq ans, l'armée indonésienne avait façonné cette société. Les observateurs extérieurs n'y étaient pas admis. Minka Nijhuis a déchiré le voile et décrit, de manière fascinante, comment ce peuple a survécu à tout cela.

Comment êtes-vous arrivée au Timor oriental, pays complètement méconnu ?

Minka Nijhuis : "Je suis fascinée par les régions situées au bout des continents et oubliées du monde

entier. J'éprouvais le même sentiment pour la Birmanie. Le Timor oriental était également le coin perdu d'un archipel. Depuis des années je me posais des questions : que se passe-t-il au Timor oriental et pourquoi n'en parle-t-on pas ? Ma curiosité fut à nouveau éveillée lorsque j'étais à Jakarta, en mai 1998, quelques jours après la démission forcée du dictateur Suharto. Partout dans la capitale indonésienne, des manifestants descendaient dans les rues pour revendiquer la libération des prisonniers politiques. Un jour devant une des prisons, je me suis soudain retrouvée parmi une bande de jeunes Est-Timorais qui exigeaient la libération de leur dirigeant, Xanana Gusmao. Ils me disaient : "Tu dois partir et aller sur notre île, des événements très importants vont s'y passer". Ce qui, à nouveau, éveilla ma curiosité".

"Au mois de septembre 1998, mon quotidien me demanda de faire un reportage en Indonésie, quelques mois après la prise du pouvoir du nouveau président Habibie. Avec ma logique, c'était une occasion de partir aussi pour le Timor oriental. Les étudiants est-timorais venaient d'organiser d'énormes rassemblements, avec la population locale, dans les villages. Moment historique. Pour la première fois depuis tant d'années, ils rencontraient les villageois, qui se prononçaient publiquement sur leur droit de disposer de leur propre avenir. J'ai accompagné ces étudiants. Ce furent des journées fascinantes, j'ai alors décidé de rester et d'essayer à suivre ce processus parmi les autochtones".

MINKA NIJHUIS

INTERVIEW

Dans quel état cette société se trouvait-elle après vingt-cinq ans d'occupation? Comment avez-vous vécu le quotidien de cette population?

Minka Nijhuis : "Cette société était vraiment un désert. J'ai parcouru la capitale Dili et je n'ai trouvé nulle part un endroit où les jeunes pouvaient se rencontrer pour discuter. Il n'y avait aucune librairie, rien sur le plan intellectuel. La majorité des habitants ne s'occupaient que de leur survie. Tout était polarisé : pour ou contre l'Indonésie. Les gens ne parlaient que de cette occupation et de la façon dont ils pouvaient s'en débarrasser. C'était le seul thème de toutes leurs conversations. La plupart des gens n'avaient pas d'idées politiques claires. Ce qu'il voulaient avant tout, c'était la paix, le calme. Ils voulaient que cette armée, qui bouleversait leurs vies depuis si longtemps et qui était la cause principale de tant de misère, s'en aille. Après ce départ, ils trouveraient ce qu'ils devaient faire. Les seuls qui avaient une vue plus cohérente, étaient peu nombreux et la majorité d'entre-eux avait des liens très étroits avec l'ancienne élite politique de 1975".

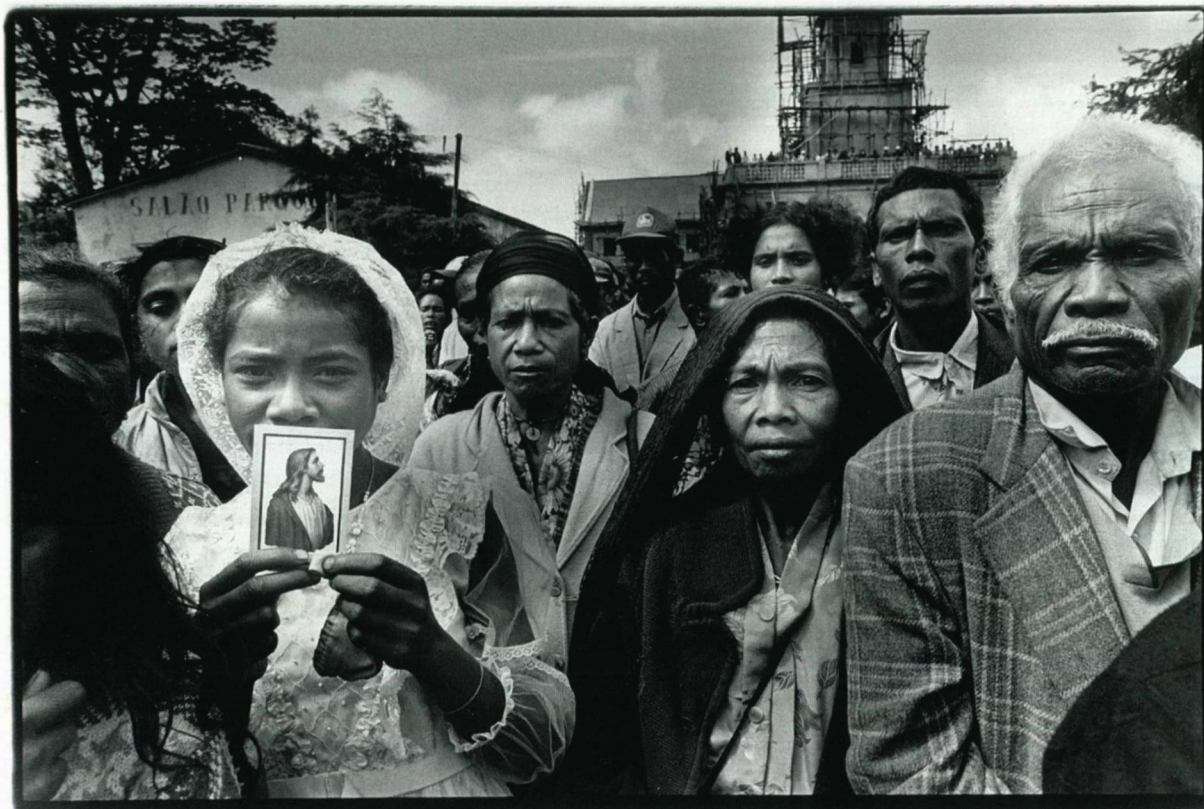
Faites-vous allusion aux vieux féodaux, qui du temps des colonialistes portugais, avaient beaucoup de pouvoir?

Timorais se sentaient relativement en sécurité, où ils pouvaient se rassembler, c'était l'église. Les Est-Timorais ne sont pas tous des catholiques convaincus, mais l'église était la seule organisation qui fonctionnait encore et qui rendait des services à la population. Si je fais la comparaison avec un autre pays horriblement opprimé, la Birmanie, les différences sont évidentes : les Birmans disposaient au moins de leurs salons de thé où ils pouvaient se rencontrer. Ils avaient aussi leurs clubs de lecture. Les Birmans aiment vraiment leur culture, leur histoire. Le Timor oriental, par contre, est une société terriblement bouleversée. Personne n'habite plus son lieu d'origine. Pendant l'occupation, les villages ont été vidés et les habitants déplacés vers des camps stratégiques, contrôlés par l'armée. C'était extrêmement déprimant. J'ai admiré la formidable force de ce peuple à qui il restait très peu car dans ce pays, les efforts faits pour développer la culture et l'histoire furent minimes".

Cette société était-elle typiquement coloniale, avec l'apartheid entre les colonisateurs et les 'autochtones'?

Minka Nijhuis : "Personnellement, je l'ai ressentie avant tout, comme une société sous occupation mi-

MINKA NIJHUIS



L'église était le seul endroit où les gens se sentaient un peu en sécurité, et où ils pouvaient se rencontrer...

Minka Nijhuis : "Ces vieilles structures sont encore très visibles : ces familles élitaires et féodales, avaient des relations extrêmement tendues avec le FRETILIN, qui était progressiste et partisan d'une réforme agraire profonde. Le seul endroit où les Est-

litaires. Evidemment, l'Indonésie se comportait comme une puissance coloniale. Les Indonésiens ont toujours prétendu qu'ils avaient investi d'énormes moyens au Timor oriental. En réalité, ils y ont construit des hôpitaux et des routes, mais

celles-ci avaient surtout un but stratégique. Ils ont construit des écoles, mais y envoyaient des enseignants indonésiens n'ayant aucun amour pour ce pays et ses habitants. Ils endoctrinaient leurs élèves, à qui ils n'apprenaient que l'histoire indonésienne. Très souvent, le Timor oriental était un vrai bain pour ces enseignants.

A la campagne, la plupart des cliniques indonésiennes étaient vides, la population n'ayant – à tort ou à raison – aucune confiance en leurs médecins. Il y avait des rumeurs horribles sur ces hôpitaux : stérilisations forcées, amputations inutiles... Même certains médecins étrangers en parlaient. Ils m'ont raconté que même s'il y eut des erreurs médicales involontaires, il y avait une indifférence totale de la part de ces patriciens.

Le Timor oriental avait en effet beaucoup de caractéristiques d'une société coloniale : notamment pas la moindre participation de la population locale. Les Indonésiens présents l'étaient pour leur propre bénéfice. Pendant toutes les années d'occupation aucun effort de développement structurel n'a été entrepris. Plus de 70% de la population était illettrée.

Comme dans toute société colonisée, il y eut des Est-Timorais qui collaborèrent avec le pouvoir indonésien. Étaient-ils vraiment nombreux?

Minka Nijhuis : "L'appareil administratif était surtout composé d'immigrants indonésiens et aujourd'hui, c'est très visible : un nombre impressionnant de postes sont inoccupés et il faudra former rapidement des Est-Timorais pour les occuper. Par exemple, il y avait environ 200 médecins dans le pays, mais à peine 20 d'entre-eux étaient d'origine est-timoraise. Au milieu des années 80, des jeunes Est-Timorais sont partis étudier en Indonésie. A Jakarta, ils avaient créé leur propre organisation".

Vous avez accompagné les étudiants dans les villages. Cela ne paraît pas évident pour des jeunes qui viennent de quitter l'université d'aller à la campagne discuter avec une population illettrée de problèmes assez complexes, tel que le droit à l'autodétermination, le droit à l'indépendance, ou l'organisation d'un référendum.

Minka Nijhuis : "A notre départ, j'ai demandé à ces jeunes si ces villageois s'intéressaient à la politique. Mais, une fois sur place, j'ai vite constaté que ces gens avaient très bien compris que leurs problèmes quotidiens étaient liés à l'occupation indonésienne. Ils étaient conscients que leur sort ne pourrait pas être amélioré, tant que cette armée ne se serait pas retirée. Leur question était très simple : nous voulons le départ de l'armée d'occupation, que pouvons-nous faire pour atteindre cet objectif? De plus, les étudiants expliquaient que, dans le

contexte international du moment, le Timor oriental disposait de bons arguments pour revendiquer l'indépendance et l'organisation d'un référendum, les Nations Unies n'ayant jamais reconnu l'annexion du Timor oriental. Les gens n'avaient cependant aucune idée de l'avenir, après le référendum. On le voit aujourd'hui, ils sont très contents de la fin de l'occupation mais la complexité de la reconstruction du pays ou réaliser combien de temps ils devront attendre pour bénéficier d'une amélioration concrète de leur vie quotidienne leur tombent comme une douche froide. Ils comprennent ainsi que leurs premières aspirations étaient assez simplistes : après le départ de l'armée indonésienne tout irait mieux, mais ce n'est pas vrai, et ce, à beaucoup d'égards".

Néanmoins, tous les observateurs furent surpris de la majorité écrasante d'Est-Timorais qui ont participé au référendum et qui, de surcroît, ont voté pour l'indépendance.

Minka Nijhuis : "Les réseaux de résistance est-timorais étaient très forts. Le mouvement clandestin, lié au Falintil, avait des relais dans tous les villages. J'ai pu constater, à plusieurs reprises, la rapidité avec laquelle l'information se répandait. Les Est-Timorais sont des gens simples, sans formation, mais les drames qu'ils ont vécus leur ont donné une expérience certaine. Les réseaux clandestins mobilisaient les gens pour les manifestations dans la capitale Dili. L'organisation et l'information étaient remarquables. Après un quart de siècle d'occupation, les Est-Timorais étaient devenus de vrais experts du travail clandestin. Ils étaient bien informés, probablement pas de toute la complexité politique, mais ils voulaient disposer de leur propre avenir et ils se rendaient très bien compte qu'après la chute de Suharto, le moment était venu".

Lorsque vous êtes arrivée au Timor oriental, avez-vous pressenti la catastrophe imminente, cette explosion de violence jamais vue?

Minka Nijhuis : "Je suis arrivée au mois de septembre 1998, période d'espoir fragile. Les Est-Timorais sentaient le vacuité du pouvoir à Jakarta. Ils avaient le sentiment qu'ils devaient occuper l'espace qui leur était offert, car les portes se renfermeraient certainement très rapidement. Ils se disaient : faisons le pas, revendiquons ce référendum. Ensuite, nous verrons. Cela explique ces semaines de calme. Au début, tout était autorisé aux étudiants. Lorsque je suis revenue au mois de novembre, le climat avait déjà changé. Les gens me racontaient que de nouvelles troupes d'élite venaient d'arriver. De nouvelles milices étaient formées. L'armée indonésienne a toujours utilisé des milices, c'était un vieux système. Mais, cet ancien appareil de terreur recevait de nouveaux stimu-

MINKA NIJHUIS

INTERVIEW

lants. A ce moment, il devint clair que le référendum n'aurait lieu qu'avec une énorme vague de violences. Au printemps suivant, j'ai pu voir comment des villages entiers furent pris en otage par les milices.

Et la rapidité avec laquelle tout ce dispositif avait été mis en place m'a vraiment effarée. Partout, il y avait les mêmes rumeurs : les Indonésiens transmettaient de l'armement et de l'argent aux milices. Plus tard, il s'est avéré que tous les plans avaient déjà été élaborés au mois de juillet 1998, quelques mois après la démission de Suharto. A Jakarta, des réunions au sommet avaient eu lieu pour concrétiser ces plans. Et soudain en janvier 1999, le président Habibie a annoncé l'organisation d'un référendum au Timor oriental. A partir de ce moment, les membres du vieux clan de Suharto ont commencé à accélérer les préparatifs des plans existants. A mon retour à Dili en février 1999, ils venaient de franchir un nouveau pas".

Comment dois-je m'imaginer une telle milice? De la racaille recrutée dans la rue?

Minka Nijhuis : "Le noyau de cette milice était composé d'hommes ayant reçu une formation militaire. Les ordres étaient donnés par un noyau dur composé de militaires indonésiens, avec autour d'eux, la masse de miliciens. Certains d'entre-eux avaient adhéré aux milices, parce que c'était le seul moyen de pouvoir rester dans leur région d'origine car, ceux qui ne voulaient pas s'y enrôler, devaient partir. D'autres ont certainement songé aux petits bénéfices qu'ils pouvaient réaliser. D'autres encore, adhéraient parce qu'ils avaient de vieux comptes à régler. Dans mon livre, je cite le cas d'une région où vivaient de vieux barons du café, beaucoup d'Est-Timorais s'étaient éreintés dans leurs plantations; en servant dans les milices, ils espéraient régler leurs comptes personnels avec ces vieux potentats.

La majorité de ces miliciens étaient des pauvres, des illettrés sans avenir, mais ces milices n'étaient pas cet appareil sans faille que désiraient les militaires indonésiens. Et, beaucoup de civils ont pu s'échapper grâce au soutien de certains de leurs membres".

Ce qui n'empêche pas qu'ils ont fait leur sale besogne de façon systématique?

Minka Nijhuis : "Oui, évidemment. A un certain moment, 10.000 miliciens passaient à l'action. Le noyau dur était extrêmement motivé et bien entraîné. Ces éléments disposaient d'armes modernes. Leurs hommes, pourtant, devaient se contenter de javelots, de couteaux et de quelques fusils vétustes. C'est le noyau dur qui a fait la sale besogne.

Souvent, ces hommes avaient été recrutés dans d'autres régions de l'Indonésie. Evidemment, il y avait aussi un groupe de truands est-timorais, qui voulaient tenter leur chance et acquérir pouvoir et richesse".

Est-il possible de faire une comparaison entre la violence brutale utilisée en 1975, pendant et après l'invasion indonésienne, et l'explosion que vous avez vécue avant, et surtout après le référendum du 30 août 1999? En 1975, les Indonésiens se sont rendus coupables d'un véritable génocide à huit-clos, avec plus de 200.000 morts. Au mois de septembre 1999, avant leur retraite du Timor oriental, ils ont appliqué la tactique de la terre brûlée, en laissant le pays en cendres.

Minka Nijhuis : "Je crois que les militaires avaient préparé un scénario identique à celui de 1975. Mais, ce fut un échec. Selon leur plan, ils voulaient à tout prix impliquer la Falintil dans le conflit, afin de pouvoir démontrer que la guerre civile avait éclaté au Timor oriental. De cette façon, les militaires pouvaient dire : "il est impossible pour nous de nous retirer, car les Est-Timorais sont en train de s'entretuer. Pour moi, ce fut là, un des éléments les plus fascinants de toute l'histoire : la Falintil n'a jamais pris les armes – à une exception près. Jour après jour, il devint clair que l'armée indonésienne était la principale responsable de la violence.

La Falintil s'était retirée dans ses enclaves et les militaires indonésiens ne pouvaient rien reprocher aux guérilleros. Les Indonésiens ont encore fait un autre mauvais calcul : tous les journalistes étrangers n'étaient pas repartis et si, en 1975, les atrocités avaient été commises dans l'obscurité totale, maintenant, ce n'était plus le cas : le monde entier regardait. Les Indonésiens avaient l'intention d'éliminer l'ensemble de l'intelligentsia et tous les leaders indépendantistes. Tout était prêt dans les moindres détails. Mais, tous ces hommes et ces femmes s'étaient enfuis dans les montagnes. Et, finalement, il y eut moins de morts que ce que l'on avait craint. La plupart des victimes eurent la malchance d'être au mauvais endroit, au mauvais moment. Un nombre restreint d'assassinats politiques a été commis, et la majorité des dirigeants et des défenseurs des droits de l'homme ont survécu. De plus, Jakarta s'est également trompé quant à la réaction de la communauté internationale. Les Indonésiens espéraient que le chaos mènerait à un conflit local au Timor oriental et que la communauté internationale refuserait d'intervenir dans cette 'guerre civile'. Mais grâce à la Falintil, qui est restée dans ses enclaves, la communauté internationale a envoyé une force armée".

Vous estimez que les dirigeants politiques de la résistance est-timoraise ont évalué correctement la situation?

Minka Nijhuis : "Absolument."

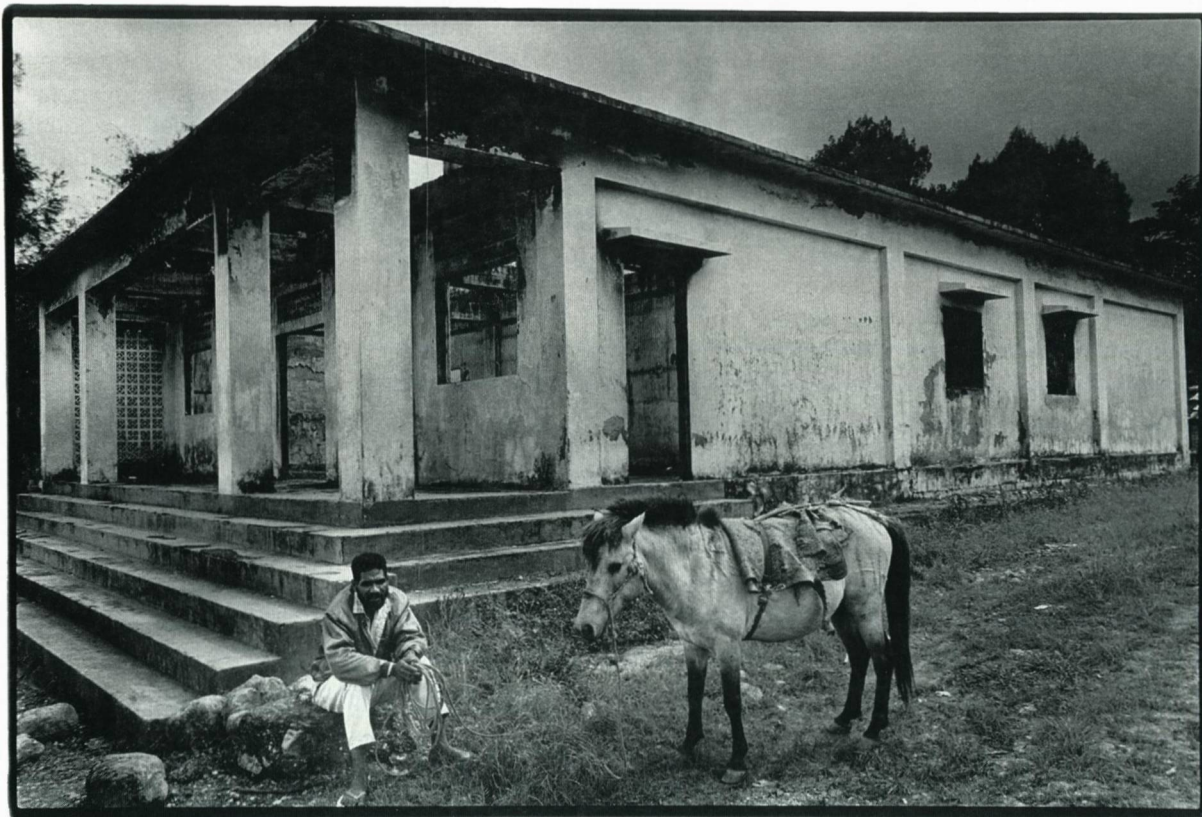
Pour les combattants qui ont vécu pendant 25 ans dans le maquis, cette inactivité militaire, à un moment aussi crucial, était certainement très frustrante.

Minka Nijhuis : C'était horrible pour les guérilleros. Au quartier général de la Falintil, les combattants regardaient la télévision portugaise par satellite. Ils y voyaient ce qui se passait dans les villes. Certains étaient si furieux qu'ils voulaient ouvrir le feu sur l'écran de télévision. Ils avaient reçu des ordres stricts de ne rien faire. Mais, ils voyaient les membres de leurs familles déportés vers le Timor occidental et leurs villages incendiés. Pour eux, ce fut un énorme effort et, plus d'une fois, la situation a failli déraiser. Au moment où les Nations Unies se sont retirées de Dili, la capitale, y laissant de nombreux réfugiés sans protection, le commandant lo-

armée internationale sera définitivement perdue." Ainsi le grand dérapage fut évité de justesse. Mais, la Falintil se trouvait néanmoins dans une situation très difficile. Beaucoup d'Est-Timorais étaient furieux, car ils ne comprenaient pas le jeu international.. Leur raisonnement était simple : nous avons donné nos fils à la Falintil, nous avons nourri les guérilleros, nous avons fait passer leurs courriers au péril de notre vie. Toute notre existence est mise à sac et la Falintil ne fait rien pour nous. Il fut également très difficile d'expliquer cela aux combattants, à qui il était interdit de sortir de leurs enclaves."

Le pouvoir indonésien s'attendait-il à cette majorité écrasante de votants pour l'indépendance?

Minka Nijhuis : "L'armée indonésienne a longtemps cru que les gens étaient trop intimidés et qu'ils voteraient pour le projet d'autonomie. Arrogance du pouvoir. Ceux qui ont l'habitude d'intimider la population par la violence, ont une inébranlable foi en leur pouvoir. Les Indonésiens



cal de la Falintil, Taur Matan Ruak, a menacé : "Je m'occuperai de cette besogne, j'arrive avec mes hommes. Nous n'acceptons pas cette décision de l'ONU." A ce moment, il eut une conversation téléphonique très bouleversante entre Xanana Gusmao et ce commandant local de la Falintil. Xanana Gusmao a du le supplier : "Ne fais pas cela! Sinon les militaires indonésiens auront ce qu'ils cherchent. Pour nous, l'opportunité d'avoir une force

ne se doutaient pas des vrais sentiments de la population. Ils avaient leurs services de renseignements, mais ils ne disposaient pas de réelles antennes dans cette société. Jusqu'au dernier moment, chaque Est-Timorais a caché sa façon de voter. Dans une telle société, il va de soi qu'on n'en parle pas. Pour les Est-Timorais, il s'agissait d'une sorte de conspiration. Les gens disaient : "C'est mon secret et je ne le raconte à personne".

MINKA NIJHUIS

INTERVIEW

D'où la rage avec laquelle le Timor oriental a été mis à sac, juste après le référendum?

Minka Nijhuis : "Imaginez-vous combien cela a dû coûter... Prenez uniquement les quantités énormes de combustibles nécessaires pour incendier tout de façon systématique. En parcourant le pays, on voit de temps en temps une communauté qui a été épargnée. La raison n'en est pas claire. En prenant les routes désertées, on voit partout ces villages et hameaux dévastés. Tout s'est passé en dix, quinze jours. J'ai parlé avec un fonctionnaire des Nations Unies qui venait d'arriver du Kosovo. Il était stupéfait. 70 à 80% du pays était en ruïnes. Les Indonésiens ont véritablement tout pillé. Les collaborateurs des Nations Unies ont même dû amener leurs chaises et leurs tables. L'opération de déportation d'un si grand nombre d'Est-Timorais a été préparée dans les moindres détails. Imaginez seulement le nombre de camions nécessaires pour les évacuer. Et, aussi pour transporter ce gigantesque butin. Un photographe indonésien m'a raconté comment les militaires et les milices ont même emmené les bacs en plastic que les habitants utilisaient pour aller chercher l'eau. Mais, les militaires indonésiens l'avaient annoncé avant le référendum : "Nous reprendrons tout ce que nous avons investi ici. Que vous le sachiez!..."

MINKA NIJHUIS

Tout a été systématiquement détruit. Seul Bacau, la deuxième ville du Timor oriental a été plus ou moins épargnée. Cela s'explique partiellement grâce au rôle de l'archevêque local et par le fait que finalement, une vieille milice contrôlait cette ville, et que celle-ci, moins pro-indonésienne, a évité les exactions les plus graves. Quelqu'un me disait : "Lorqu'on survole le Timor oriental c'est comme si on regardait un énorme cendrier, rempli de mégots écrasés. Aujourd'hui, la situation s'est beaucoup améliorée, car les Est-Timorais ont déblayé beaucoup de ruines. Au début de mon séjour, je toussais constamment, partout il y avaient des cendres. Le pays ressemblait à une immense décharge publique".

Aujourd'hui, le Timor oriental vit sous la tutelle des Nations Unies. Comment considérez-vous cette évolution? Il me semble que l'ONU veut, coûte que coûte, couronner cette opération de succès, après ses échecs précédents au Somalie, au Rwanda, au Congo... Pour les responsables onusiens, le Timor oriental doit se présenter comme une tâche relativement facile : un petit pays, une petite population...

Minka Nijhuis : "Pas un échec de plus," voilà ce que pense l'ONU. Et c'est partiellement vrai : il y a des régions qui sont infiniment plus difficiles. Mais reconstruire le Timor oriental pour que ce pays puisse être réellement indépendant, c'est une autre

histoire. Dans quelques années, les Nations Unies auront certainement construit un Etat avec toutes les lois et organisations administratives que cela implique. Mais la discussion sur la participation et l'autodétermination des Est-Timorais n'est pas menée sur un pied d'égalité. D'ailleurs, le Timor oriental dépendra encore des années de l'aide financière de la communauté internationale. Et entre temps, toutes sortes d'hommes d'affaires tentent leurs chances: les magouilleurs australiens, par exemple, qui construisent de nouveaux hôtels avec la conviction de regagner l'argent investi sur deux ou trois ans, parce qu'ils ne croient pas que le Timor oriental connaîtra la stabilité. Puis, il y a les Nations Unies qui essayent d'obtenir des succès rapidement dans cette mission, sans prendre le temps de faire pleinement participer la population à la reconstruction du pays. Heureusement, le Timor oriental n'est pas le Cambodge. J'ai perdu tout espoir pour ce dernier : les Cambodgiens sont tellement épuisés, détruits, traumatisés, que leur résistance est brisée et qu'ils sont devenus complètement dépendants de l'aide internationale. Les Est-Timorais ont plus de résistance. Ils disent ouvertement aux fonctionnaires onusiens ce qui ne leur plait pas, ce qu'ils n'acceptent pas. Depuis l'arrivée de l'ONU, il y a eu beaucoup de grèves au Timor oriental. Au mois de mars de l'année dernière, Jarat Chopra, le responsable de l'ONU pour les administrations locales a démissionné, car la mentalité coloniale de l'ONU le rendait malade. Au Timor oriental, cette résistance populaire reste un élément très positif. Mais, il faut qu'elle soit canalisée."

Beaucoup d'Est-Timorais qui ont joué un rôle crucial avant le référendum, se sentent aujourd'hui abandonnés, mis de côté.

Minka Nijhuis : "En effet, ils disent : "Nous avons gagné le référendum, mais pas l'indépendance. Ce pays n'est plus le nôtre". Ils regardent ce processus d'un oeil méfiant. Certains jeunes, qui ont visité le Cambodge, se sont posés beaucoup de questions avant le début même de l'opération de l'ONU : "Sous quelles conditions pourrions-nous collaborer avec toutes ces organisations internationales?" Ils se trouvent aujourd'hui dans une position très difficile. Leurs dirigeants leur disent très souvent qu'ils sont trop radicaux, qu'ils n'ont pas de patience et qu'ils veulent trop en même temps. Leurs dirigeants peuvent se permettre de critiquer l'ONU, mais simultanément, ils sont obligés de collaborer avec elle. Ils doivent récolter des fonds internationaux. Ils doivent faire de la politique, entrer sur la scène internationale. Ils doivent se montrer beaucoup plus pragmatiques et diplomates que ces jeunes indépendants. Ces dirigeants ne sont pas toujours ouverts à la critique. Ils ont même partiellement raison. Les jeunes critiquent beaucoup de choses et arrivent très souvent à des conclusions méfiantes et

négatives. Parfois ces jeunes ont raison, souvent ils ont tort. Tout devient encore plus compliqué lorsque la communication entre ces deux groupes n'est pas bonne. Les dirigeants est-timorais ne communiquent pas assez avec leur population. L'ONU non plus. On peut reprocher aux Nations Unies qu'elles veuillent rapidement terminer leur travail et, qu'elles le fassent de manière coloniale.

Mais, les dirigeants est-timorais commettent de temps en temps les mêmes erreurs. Evidemment, il y a de considérables problèmes de communication. Les Est-Timorais ont presque tous perdu leurs appareils de radio et leurs télévisions, mais il y a d'autres moyens d'information. Pourquoi ne pas redescendre vers les villages pour tout expliquer aux habitants? Tous les dirigeants est-timorais sont débordés. Toute la journée, ils courent d'une réunion à l'autre. Ils doivent prendre la parole dans des rencontres internationales. Je plains énormément Xanana Gusmao et ses proches collaborateurs. Mais, il y a des priorités. Il me paraît très important d'informer la population et d'écouter ce qu'elle veut dire. Lorsque les gens ont le sentiment qu'ils sont pris au sérieux, qu'ils sont écoutés, ils auront plus de patience et comprendront plus facilement que la situation ne peut pas changer d'un jour à l'autre. Aujourd'hui, ils ne sont pas informés, mais ils constatent qu'ils ne mangent pas à leur faim et qu'ils n'ont pas de travail.

Les Est-Timorais se sont habitués à la résistance. Après vingt-cinq ans d'occupation, la révolte fait partie de leurs gènes. Mais cela ne veut pas dire qu'ils sont bien équipés pour affronter cette situation infiniment plus complexe, exigeant des compromis et beaucoup de pragmatisme. Avant, les Est-Timorais vivaient une réalité en noir et blanc. Ils savaient parfaitement à qui et à quoi s'opposer. Aujourd'hui, ils ont perdu prise sur les événements qui se passent dans leur pays. Cela doit être extrêmement embarrassant".

A l'avenir, les Est-Timorais se feront certainement des soucis pour leur sécurité?

Minka Nijhuis : "A partir du territoire du Timor occidental, les milices, avec l'appui de l'armée indonésienne, continuent à semer le trouble dans la région frontalière. Ironiquement, le Timor oriental dépend toujours de ce qui se passe à Jakarta. L'armée indonésienne doit être mise sous contrôle car en son sein, il y a encore des noyaux qui veulent reconquérir le Timor oriental et qui revendiquent ce territoire. Une partie des Est-Timorais, séjournant au Timor occidental sont utilisés par ces noyaux. Ces Est-Timorais leur servent comme base politique, car ils sont partisans de l'autonomie au sein de l'Etat indonésien et ils revendiquent leur place au sein de la société est-timoraise".

Un des points délicats dans la construction d'un Etat indépendant au Timor oriental sera probablement le déploiement de leur force de sécurité. De combien de temps aura-t-on besoin pour construire une armée conventionnelle et, quel sera le rôle de la Falintil au sein de cette future armée?

Minka Nijhuis : "Ce processus a été entamé. Mais, les casques bleus des Nations Unies ne partiront certainement pas avant deux ou trois ans. C'est chose prévue depuis le début et Xanana Gusmao a toujours dit que le Timor oriental serait un Etat sans armée. Mais, aujourd'hui, cette idée est abandonnée, et on va même plus loin, en préconisant que la transformation de la Falintil en armée conventionnelle ne suffira pas. La présence des troupes onusiennes sera nécessaire, pendant encore longtemps, vu la situation d'insécurité dans la région frontalière, une jungle où certains s'infiltreront et peuvent facilement semer des troubles. Le Timor oriental devra aussi régler d'autres questions pénibles. Cela dépendra beaucoup de la stabilité politique, maintenant que les vieux conflits de 1975 risquent de refaire surface, puisque l'ennemi commun vient de disparaître. Les vieux dirigeants seront-ils capables de maintenir l'unité? Or, celle-ci est nécessaire pour reconstruire leur pays.

Là est l'ironie de l'histoire : la plupart des dirigeants est-timorais n'ont jamais voulu une indépendance immédiate. Ils ont toujours dit : "Nous aurons besoin d'une période de transition d'au moins cinq ans". Et soudain, il y a eu cette décision du président Habibie en janvier 1999 : "Vous pouvez aller voter dans quelques mois, c'est alors ou jamais". Voilà le choix, mais il n'a jamais été voulu par les dirigeants est-timorais. Ils étaient très conscients des difficultés de la reconstruction – même si leur pays n'avait pas été complètement ruiné. Toutes les hautes fonctions dans l'administration, l'enseignement, la santé publique étaient entre les mains des Indonésiens. Mais la tâche gigantesque, c'est l'indépendance économique. Même sans les dévastations, celle-ci aurait aussi nécessité énormément de temps".

Propos recueillis par Wim de Neuter

(*) Minka Nijhuis, *"De erfenis van Matebian"*, Editions Contact, Amsterdam, 224 p., 800 francs (20 euro).

MINKA NIJHUIS

INTERVIEW

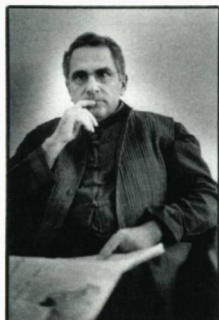
JOSE RAMOS-HORTA, PRIX NOBEL DE LA PAIX

'Fin 2001, le Timor oriental sera enfin indépendant'

Fin 2001, les Est-Timorais veulent être prêts à proclamer l'indépendance de leur pays. Après le départ des militaires indonésiens et de leurs milices, fin septembre 1999, le Timor oriental a été placé sous le gouvernement provisoire des Nations Unies. L'année passée, un cabinet transitoire a été créé (l'ETTA, la East Timorese Transitional Authority ou l'Autorité transitoire du Timor oriental), composé de quatre haut fonctionnaires internationaux et de cinq personnalités est-timoraises. L'ETTA est présidée par M. Sergio de Mello, envoyé spécial de M. Kofi Annan, le secrétaire général des Nations Unies. Un des membres de ce cabinet est José Ramos-Horta, l'homme qui, pendant 25 ans, fut le représentant de la résistance est-timoraise à l'étranger et auprès de l'ONU. En 1996, José Ramos-Horta et l'archevêque du Timor oriental, monseigneur Ximenes Belo, ont reçu le prix Nobel de la Paix.

Nous avons rencontré M. Ramos-Horta, fin décembre 2000 à Bruxelles, où il a participé à la conférence internationale des pays et des institutions donatrices.

RAMOS HORTA



Pour les Est-Timorais et les dirigeants de la résistance, est-il difficile d'être gouvernés par les Nations Unies et de devoir négocier constamment avec les institutions internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international?

José Ramos-Horta : Après 25 ans d'occupation militaire indonésienne, les négociations avec l'ONU, la Banque mondiale et le FMI ressemblent plutôt à une conversation avec des évêques, des prêtres ou des nonnes. Nous ne négocions pas avec des occupants. Ces contacts se déroulent dans des circonstances qui sont anormales pour nous : nous disposons d'une liberté totale, notre sécurité est garantie, et surtout nous avons un atout très important : nous pouvons compter sur l'énorme sympathie de la communauté internationale et de l'opinion publique mondiale. Si nous nous retrouvons aujourd'hui, à la table des négociations, nous le faisons avec une position de force. Et nos négociateurs sont des gens qui, tous, connaissent très bien le système et ce, depuis très longtemps. Jusqu'à présent, nous n'avons pas emprunté d'argent auprès de la Banque mondiale et du FMI. Aucun emprunt nulle part. Probablement que le Timor oriental est le seul pays au monde qui n'a pas un seul dollar de dettes (privées ou pu-

bliques) à l'étranger. Même si nous décidons d'emprunter, car notre situation politique et économique reste des plus précaires, nous resterons très prudents face aux institutions financières.

Le Timor oriental se trouve dans une période transitoire. Quels sont les étapes prévues pour arriver à un Etat indépendant, doté de sa propre administration efficace?

José Ramos-Horta : Nous nous trouvons devant une série de défis très difficiles. Nous, les Est-Timorais, restons très faibles et vulnérables car, nous manquons de cadres qualifiés, compétents et expérimentés. Cela vaut pour tous les secteurs, particulièrement le secteur bancaire et financier, mais aussi pour la planification économique, le commerce extérieur, les relations avec les grandes institutions internationales du commerce, etc. Nous disposons d'excellents cadres au niveau inférieur et local, parfaitement capables de gérer un district ou une commune. Ce sont des gens très dévoués, qui ont donné 25 ans de leur vie pour la lutte de libération nationale. Ils ont fait d'énormes sacrifices et ne disposent d'aucun confort matériel. Ces gens n'ont pas l'intention d'abandonner la lutte, ils continueront à se sacrifier. En même temps, nous collaborons avec la Banque mondiale, le FMI, la Banque de Développement asiatique et avec différents pays donateurs. Pour ce faire, nous avons élaboré une stratégie qui vise à former rapidement nos cadres et

INTERVIEW

à disposer, dans les plus brefs délais de fonctionnaires compétents afin que ceux, venant du monde entier, qui sont actuellement omniprésents au Timor oriental, puissent partir le plus vite possible.

Le plus vite possible ? Cela veut dire dans un an, dans deux, trois ans, ou plus encore ?

José Ramos-Horta : Nous espérons que ce personnel étranger pourra partir dans un an. Cinq ans est pour nous, le maximum. En ce qui concerne notre indépendance politique, nous la réaliserons au plus tard vers la fin de l'an 2001. Voilà pour notre calendrier. Si nous sommes obligés de postposer certains plans, parce qu'ils ne seront pas complètement réalisés en temps voulu, cela ne posera pas vraiment un problème. Nous avons vécu 500 ans sous le joug colonial portugais, nous avons connu 5 ans d'occupation japonaise et 25 ans d'occupation indonésienne. Si nous avons besoin de six mois ou d'un an de plus, ce n'est pas si grave.

Qu'advient-il des combattants de la guérilla du front de libération nationale, le Fretilin ? Le Timor oriental aura-t-il ses forces armées nationales ?

José Ramos-Horta : Après les événements sanglants de septembre 1999, il y a un fort consensus dans notre pays sur la nécessité d'une force de défense nationale. Personnellement, j'ai toujours été d'avis que le Timor oriental, comme tous les autres petits pays d'ailleurs, ne doit en aucun cas gaspiller ses ressources afin se payer des armes et une armée. Nous devons utiliser nos moyens pour notre enseignement, pour la santé publique, pour la sécurité alimentaire de notre population et pour lutter contre la pauvreté. Après l'expérience dramatique de septembre 1999, nous avons abandonné cette idée de ne pas avoir besoin d'une armée conventionnelle. Si nos relations avec l'Indonésie s'améliorent et se consolident, si la stabilité et la démocratie reprennent dans ce pays (comme dans toute la région), j'ose rêver de bannir toutes les armes et les troupes conventionnelles de notre île (de la partie occidentale appartenant à l'Indonésie, comme du Timor oriental) – disons, dans quelques années, dix ans par exemple. Mon rêve, ou mon utopie, est de partager, avec les Indonésiens, une île démilitarisée et libérée d'armes et d'armées.

Le Timor oriental se trouve toujours sous la tutelle de l'ONU. Certains ont exprimé leur crainte que l'administration onusienne puissent créer des situations devant lesquelles les dirigeants seront impuissants. Par exemple : l'ONU pourrait signer des contrats irréversibles avec les grandes entreprises internationales pour l'exploitation des ressources naturelles (dont le pétrole). Trouvez-vous cette crainte justifiée ?

José Ramos-Horta : Non, pas du tout. Les Nations Unies ne concluent pas des contrats d'acquisition de terres ou de licences d'exploitation. Cela irait à l'encontre de leur mandat. Elles peuvent signer de pareils contrats pour une période d'un an au maximum et, de plus, elles ne peuvent le faire qu'avec notre accord explicite. Il est vrai que nous négocions avec l'Australie d'un système de partage des bénéfices de l'exploitation pétrolière et gazière dans la Mer est-timoraise. Les Nations Unies et nous-mêmes, y sommes impliqués sur un pied d'égalité. Ces entreprises pétrolières australiennes étaient déjà présentes dans la région avant la libération du Timor oriental. Nous avons le choix : ou nous disons aux Australiens de partir immédiatement, car ils ont signé ces contrats avec les autorités d'occupation indonésiennes ; ou nous nous montrons pragmatiques. Mais, nous avons besoin de ces revenus afin d'avoir un budget national suffisamment important et équilibré pour pouvoir investir dans l'enseignement et la santé publique. Donc, nous disons aux Australiens : restez et négocions un nouvel accord de partage des bénéfices, qui devra être beaucoup plus avantageux pour nous qu'aujourd'hui.

Avez-vous l'intention de créer des entreprises mixtes (joint-ventures) avec ces sociétés étrangères ?

José Ramos-Horta : Ce n'est pas notre scénario, car nous ne disposons pas d'une société pétrolière est-timoraise, ni du capital nécessaire pour entrer dans une telle société mixte. Nous désirons tout d'abord, mettre sur pied un meilleur système de partage des bénéfices avec les Australiens. A plus long terme, nous avons le projet de créer une Autorité pour la Mer est-timoraise qui aura mandat de négocier avec les gouvernements et les entreprises d'extraction, du problème de l'exploitation des ressources naturelles de ladite mer. En tout cas, nous voulons conclure un nouvel accord avec le gouvernement australien et ses sociétés, qui opèrent dans la Mer est-timoraise, avant la date officielle de notre déclaration d'indépendance.

Au mois d'août 2000, le Conseil national de la Résistance (CNRT) a tenu son congrès. Ce congrès a-t-il défini les priorités du premier gouvernement du Timor oriental indépendant ? Les plans sont-ils prêts ?

José Ramos-Horta : Les plans pour le développement de notre pays existent. Mais, je ne peux vous dire si nous avons une ou des priorités. Nous nous trouvons dans une situation peu commune : notre gouvernement ne prendra pas la relève d'un autre légalement élu et disposant de tous les services publics et institutions nationales nécessaires. Nous n'avons rien. Dans notre cas, tout est prioritaire : la

RAMOS HORTA

INTERVIEW

construction d'un appareil d'Etat compétent, efficace et crédible, disposant de services publics; la mise sur pied d'un appareil de justice fort et indépendant, la création de notre système bancaire et financier, le développement de tous les niveaux de notre système éducatif (enseignement de base, secondaire et supérieur).

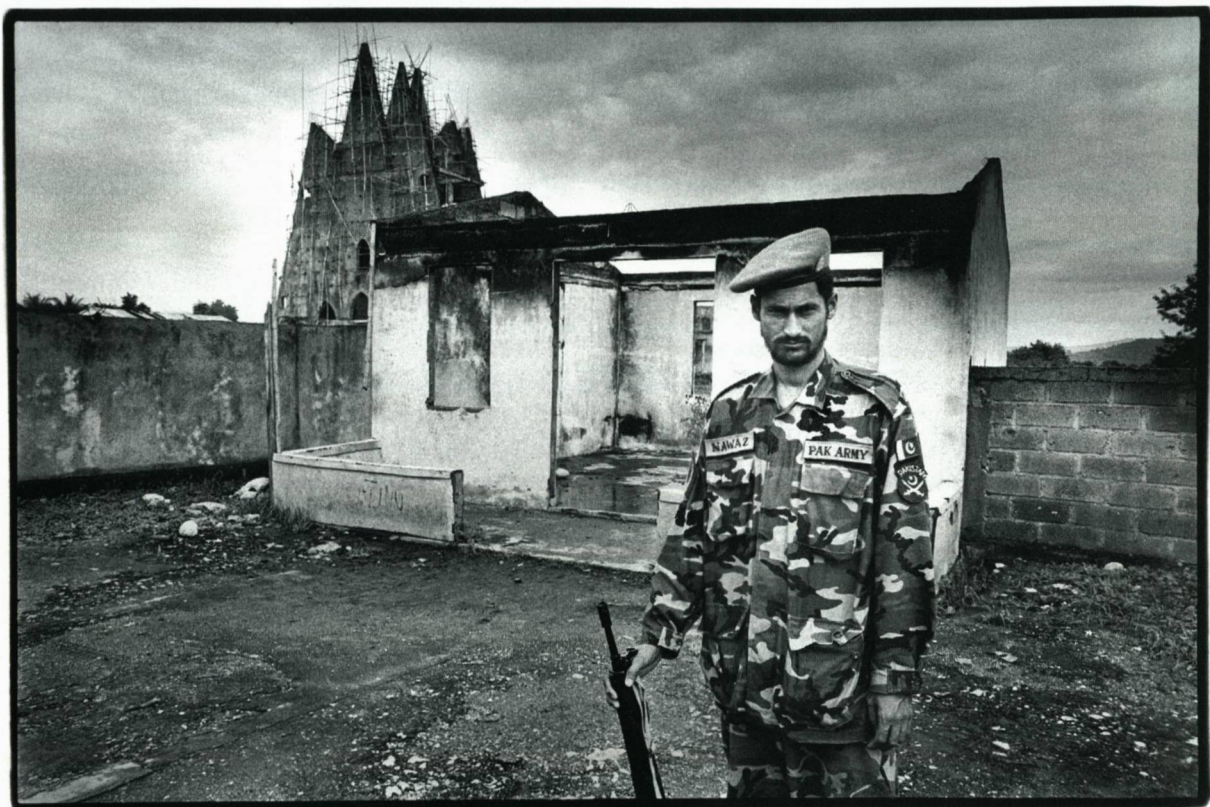
La rentrée scolaire a déjà eu lieu chez nous, mais nous sommes confrontés à une montagne de difficultés : problèmes linguistiques, manque de manuels, de programmes éducatifs, d'enseignants. Et, en même temps, nous serons obligés d'élaborer des lois sur la propriété et sur les investissements. Nous devons veiller à générer des revenus suffisant pour financer notre budget d'Etat, tout en garantissant les équilibres budgétaires. Nous devons trouver les

Les massacres de septembre 1999 ont eu deux conséquences tragiques : il y a toujours des milliers de réfugiés et de déportés dans des camps au Timor occidental, sous contrôle indonésien. De plus, les responsables des massacres risquent d'échapper à la justice. Que comptez-vous faire sur ce plan?

José Ramos-Horta : Soyons très clairs, les criminels de guerre n'échapperont pas à la justice. Les dix dernières années, cinquante, presque soixante ans après l'holocauste et les crimes des nazis pendant la deuxième guerre mondiale, la France, l'Italie, les Etats-Unis, le Canada et tant d'autres continuent à juger les responsables de ces crimes contre l'humanité? Chez nous également les criminels de guerre auront leur procès. Même si c'est dans cinq ou cin-

RAMOS HORTA

INTERVIEW



Un soldat pakistanais de l'ONU pose devant un de nombreux bâtiments détruits de la capitale Dili.

moyens pour mettre sur pied notre force défensive. Nous devons trouver et payer le personnel qui façonnera notre politique étrangère, qui nous permettra d'ouvrir des ambassades à l'étranger, qui nous représentera auprès de l'ASEAN (l'Association des Pays de l'Asie du Sud-Est), auprès des pays signataires des accords de Lomé-Cotonou, et qui mènera les négociations avec les autorités américaines et européennes pour garantir notre accès à leurs marchés. Voilà une partie du programme du premier gouvernement du Timor oriental indépendant. Nous travaillons avec beaucoup d'enthousiasme et nous tirons profit de la «très bonne volonté» à l'égard du Timor oriental, que nous avons pu constater en décembre 2000, lors de la conférence des donateurs, à Bruxelles.

quante ans..., ceux qui ont commis des crimes de guerre contre notre peuple seront poursuivis. L'unité des Nations Unies contre les crimes de guerre, n'a pas chômé au Timor oriental. Elle a établi un nombre de dossiers et de plaintes contre ces criminels. En Indonésie également, le ministère de la Justice s'est penché sur un certain nombre de ces dossiers. Nous collaborons avec les deux instances afin que les officiers indonésiens et les dirigeants des milices n'échappent pas à la justice. Mais, comparés aux moyens mis à disposition au Rwanda et au Kosovo, nous restons confrontés à un manque important de possibilités. Les Nations Unies doivent mettre en place un système d'enquêtes et de recherches des crimes de guerre au Timor oriental. Mais, il y a du progrès.

J'insiste sur le fait que la communauté internationale endosse une responsabilité énorme sur ce plan : elle ne peut accepter l'impunité, nulle part dans le monde.

Juste avant le référendum du 30 août 1999, le dirigeant de la résistance est-timoraise Xanana Gusmao, a déclaré être en faveur d'une amnistie. Il a fait cette déclaration à l'égard des Est-Timorais qui avaient collaboré (dans une moindre mesure) avec le régime des occupants. Son appel a-t-il encore une valeur aujourd'hui ?

José Ramos-Horta : Je ne le crois pas. Xanana Gusmao est un leader politique et il a évidemment le droit de développer des idées sur l'amnistie et la réconciliation nationale. Mais ni lui, ni moi, ni d'autres dirigeants politiques n'avons le droit de nous ingérer dans les affaires de la justice. Celle-ci doit pouvoir assumer entièrement ses responsabilités. D'ailleurs, Xanana Gusmao a fait ces déclarations bien avant le référendum. Si le plébiscite avait eu lieu dans des circonstances normales et pacifiques, notre pays serait, sans aucun doute, arrivé à un consensus pour mener un débat sur l'amnistie pour un certain nombre de crimes du passé.

Mais, après le drame de septembre 1999, nous nous sommes confrontés soudainement à une toute autre situation. Les leaders de la résistance n'ont pas le droit – et j'insiste – de s'ingérer dans le cours du système judiciaire. Nous sommes des dirigeants politiques, qui ne sommes pas vraiment bien placés pour parler en toute sérénité et neutralité de ces crimes de guerre. Je suis d'ailleurs d'avis que l'ONU et la communauté internationale doivent se pencher sur ce problème extrêmement complexe.

Etes-vous partisan d'un tribunal des Nations Unies pour le jugement des crimes de guerre au Timor oriental ?

José Ramos-Horta : Si l'Indonésie échoue et se montre incapable de poursuivre les responsables des crimes contre l'humanité, le Conseil de Sécurité de l'ONU doit se charger de ce dossier, car la crédibilité des Nations Unies est en jeu.

Et le retour des réfugiés et des déportés, enfermés dans les camps au Timor occidental ? Combien en restent-ils, en ce moment ?

José Ramos-Horta : Les Indonésiens prétendent qu'ils sont à 120.000. Selon moi, il s'agit d'un chiffre fantaisiste. Il y a, au maximum, encore 60.000 réfugiés. Nous sommes convaincus que ceux qui voulaient vraiment rentrer, sont déjà de retour. Après 25 ans d'occupation indonésienne, il est normal qu'un certain nombre de personnes pré-

fèrent vivre sous le pouvoir indonésien. Je considère ces gens comme des immigrés, qui ont fait le choix de s'installer en Indonésie. Si Djakarta veut intégrer ces immigrés, tant mieux. En tout cas, ils auront la liberté de rendre visite à leur pays natal, quand ils le désireront.

Est-ce que vous serez le ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement indépendant du Timor oriental ? En fait vous avez rempli cette fonction pendant 25 ans pour la résistance est-timoraise...

José Ramos-Horta : J'espère remplir cette fonction uniquement pendant la période transitoire. Comme vous le savez, je suis membre du cabinet transitoire.

Mais, vous venez de dire que le Timor oriental est confronté à un manque considérable de cadres compétents ?

José Ramos-Horta : Je n'ai pas l'intention de m'en aller ou de quitter le pays. Je reste, mais si je le peux, j'enseignerai, je donnerai des conférences, je commencerai à écrire. Tout le monde a le droit de solliciter une fonction officielle et de poser sa candidature lors des élections. Seulement, je n'ai aucune envie de me lancer dans une campagne électorale. Si les Est-Timorais me veulent comme ministre, ils devront venir me chercher à la maison.

Pour servir le pays, on ne doit pas être élu. Ce qui ne veut absolument pas dire que je serai opposé à l'idée d'élections libres. Elles seront organisées avant la date officielle de notre déclaration d'indépendance.

Est-ce que je me trompe, lorsque je constate que les Est-Timorais veulent avant tout un gouvernement d'unité nationale, indépendamment des résultats électoraux ?

José Ramos-Horta : Oui, le consensus sur cette question est quasi unanime, indépendamment des résultats du suffrage, nous voulons un gouvernement d'unité nationale, car il s'agit de la meilleure garantie de rassembler les personnes les plus compétentes pour gérer le pays.

Propos recueillis par Wim de Neuter

RAMOS HORTA

INTERVIEW

Du pays dévasté à l'Eldorado

La destruction du Timor oriental, lors du départ de l'armée indonésienne et des milices, a rapidement, et assez ironiquement, créé un eldorado pour les hommes d'affaires australiens ainsi que pour bon nombre de leurs partenaires est-timorais. Pour les deux prochaines années, les diverses estimations de reconstruction directe du pays – chiffres de la Banque Mondiale et de diverses organisations des Nations Unies – donnent la somme astronomique de plus de 30 milliards de francs belges (734,6 millions d'euro). En Australie surtout, le milieu des affaires s'organise.

Les autorités australiennes ont, manifestement, effectué un retournement de 180 degrés dans la perspective d'un eldorado sur leur propre terrain d'opération. L'Australie était le seul pays d'Occident à approuver l'annexion du Timor oriental par l'armée indonésienne. Dans l'état fédéré Northern Territory surtout, la sympathie envers la dictature de Suharto était particulièrement importante.

Le gouvernement de Darwin, la capitale du Northern Territory, dominé par le parti libéral, a été le premier à signer un "accord de principe" avec l'Indonésie, par lequel les hommes d'affaires indonésiens peuvent investir à souhait au Northern Territory et, par lequel, le milieu des affaires australiens peut entrer librement sur le marché indonésien. En septembre 1999, quelques semaines après le retrait définitif des troupes indonésiennes du Timor oriental, le gouvernement du Northern Territory déroulait déjà le tapis rouge pour le leader est-timorais Xanana Gusmao.

Paternalisme colonialiste

Denis Burke, ministre-président du Northern Territory, a envoyé lui-même un représentant au Timor oriental pour faire une première évaluation des besoins concernant la reconstruction des maisons, des installations portuaires, de l'infrastructure en électricité et en eau. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Denis Burke a organisé lui-même un "petit déjeuner d'affaires" où plus de 350 personnes du monde des entreprises du Northern Territory étaient présentes. Toutes voulaient toucher rapidement leur part du gâteau au Timor oriental. La logistique des 8000 soldats onusiens vient presque intégralement du Northern Territory. 46% des contrats pour la reconstruction dans les régions les plus gravement touchées ont été empochés par des entreprises du Northern Territory. Le gouvernement de

Darwin a également donné des conseils aux entrepreneurs pour leur enregistrement officiel auprès de l'autorité onusienne au Timor oriental. Dans une brochure d'information, l'attention est attirée, entre autres, sur les salaires extrêmement bas payés au Timor oriental. Le contenu paternaliste de cette brochure fait penser au colonialisme du dix-neuvième siècle. Quelques exemples :

- "Le salaire usuel est de 5A\$ (dollar australien) par jour ou 25A\$ pour une semaine de travail (1). Au Timor oriental, le système de prime n'existe pas. Les syndicats sont inexistantes. Mais il est bon de se rappeler que les règles du bon "management" sont valables pour tous les pays du monde".
- "Veillez à ce que l'eau potable soit toujours disponible en suffisance. Pendant la journée, il fait très chaud, et votre personnel effectuant un travail manuel doit pouvoir disposer d'eau. Il doit aussi manger, prévoyez donc une pause au milieu de la journée. Certaines entreprises étrangères conduisent leurs ouvriers à domicile sur le temps de midi et leurs demandent d'être de retour au travail vers 2 heures (ils doivent revenir par leurs propres moyens). Vous pouvez naturellement décider vous-même de l'organisation d'une journée de travail, mais sans oublier la pause "repas". Il est aussi utile d'insérer quelques pauses de 10 minutes. Une journée de travail de neuf heures semble acceptable pour tout le monde".
- "Le transport gratuit à la maison est seulement une technique de bon "management", du fait qu'il n'existe pas de transport en commun au Timor oriental et que peu de personnes disposent de leur propre moyen de locomotion".
- "Vous pouvez payer vos travailleurs à la journée et leur demander de travailler sept jours par semaine (la plupart seront heureux de pouvoir le faire). Pensez seulement qu'une majorité de travailleurs veut aller à l'église le dimanche. Il est sage d'en tenir compte".

« Qui aide qui ? »

Les ouvriers travaillant pour des entrepreneurs étrangers ne sont pas les seuls à toucher un salaire quotidien de 5A\$, c'est également la norme salariale appliquée par les Nations Unies. A Dili, plusieurs sources m'ont affirmé que le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (UNOCHA), qui coordonne les activités de dizaines d'organisations non-gouvernementales (ONG) locales et étrangères, avait conseillé à celles-ci de maintenir la norme salariale de 5A\$.

Mais l'UNTAET, par exemple, paye le personnel est-timorais de sa cafétéria entre 2A\$ et 3A\$ par jour, alors qu'un plat du jour y coûte 6A\$.

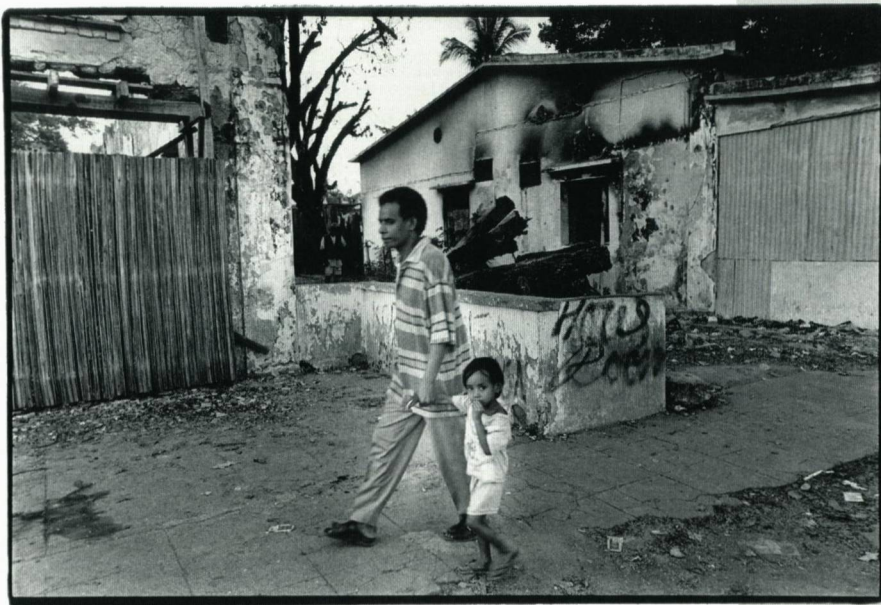
En comparaison : dans l'industrie hôtelière du Northern Territory, le salaire minimum est de 15A\$ de l'heure et le personnel peut travailler maximum 38 heures par semaine. Le travailleur horeca australien gagne donc minimum 105A\$ par jour. En général, ces employés gagnent même plus, puisque, dans les hôtels, des conventions collectives plus avantageuses sont généralement conclues. Globalement, en Australie, un ouvrier horeca gagne au moins trois fois plus que son collègue est-timorais. En d'autres termes, les ouvriers est-timorais subventionnent, dans leur pays, le secteur touristique australien ainsi que toute la communauté du personnel onusien et des ONG étrangères. La question se pose donc : qui aide qui ?

Formation d'un monopole

Une poignée d'hommes d'affaires – principalement australiens – ont, dans les circonstances actuelles, la possibilité concrète d'obtenir au Timor oriental une véritable position de monopole dans un certain nombre de secteurs et services. Quelles sont les entreprises australiennes profitant, actuellement, de la reconstruction au Timor oriental ? Tentons d'en dresser une liste (non exhaustive) :

Télécommunication – Directement après le départ du dernier soldat indonésien, le gouvernement de Jakarta a rompu toutes les connections de télécommunication avec ses 27 anciennes provinces. Le téléphone par satellite est subitement devenu le seul moyen de communication. Pendant des semaines, les télécommunications au Timor oriental ont été défectueuses, jusqu'à ce que l'entreprise australienne Telstra fasse son entrée. Le personnel de Telstra est arrivé en même temps que les premiers soldats australiens de l'ONU au Timor oriental. Les spécialistes de Telstra ont parcouru le pays avec les militaires en plaidant pour le remplacement des

vieux systèmes de communication par la toute nouvelle technologie CDMA (2). Quelques jours après l'atterrissage des troupes de l'ONU, Telstra signait un contrat exclusif avec les forces armées de l'ONU Interfet (International Forces for East Timor) pour une période de six ans (sans possibilité d'annulation de contrat avant terme). Avec ce contrat en poche, Telstra peut équiper tout le pays en téléphonie mobile. Dans les régions qui ne peuvent pas être desservies, Telstra a livré des téléphones satel-



lites. L'entreprise va ensuite installer tout le système de téléphone payant. Au sommet australien de l'armée, la société a clairement fait savoir qu'il était question ici, d'un investissement important de l'ordre de 300 à 350 millions A\$. Telstra s'est montrée prête à avancer ce budget, à condition de recevoir un contrat d'exclusivité pour les six prochaines années. Et qui donna le feu vert à ce contrat ? Interfet, qui doit quitter le Timor oriental dans quelques mois... (l'Untaet, l'administration provisoire de l'ONU, restera, tout au plus, trois ans dans le pays). Personne d'autre n'a été consulté : pas un seul autre "provider", pas un seul Est-Timorais. Or, ce sont justement ces derniers qui sont les plus concernés dans cette affaire, eux qui devront exécuter ce contrat à la lettre – tout comme les autres contrats conclus par l'Interfet d'ailleurs.

Banques – Westpac, une des plus grandes banques d'Australie est la seule à avoir ouvert une filiale au Timor oriental. Cette banque n'a pourtant pas une bonne réputation : elle a été impliquée dans des projets miniers aux conséquences catastrophiques pour l'environnement, au Nord de l'Australie et en Papouasie occidentale. Westpac est ainsi dénoncé par les activistes défendant l'environnement, pour ses investissements dans 'Energy Resources of Australia' et 'North Ltd', les deux sociétés étant à la tête du plan controversé pour exploiter de l'ura-

nium dans le Parc National de Kakadu au Northern Territory, propriété du peuple indigène Mirrar. Westpac est aussi un des plus gros investisseurs de 'Rio Tinto', la société minière qui avait autrefois été mondialement condamnée pour son manque de politique sociale et ses activités néfastes pour l'environnement. Westpac possède 11,8% des actions de 'PT Freeport Indonesia', qui contrôle les sinistres exploitations de cuivre, d'argent et d'or dans le territoire du peuple Amung en Papouasie occidentale.

Westpac est un actionnaire important et fournit de nombreux directeurs à des sociétés minières et pétrolières. J.A. Uhrig, le président de la banque est également président de 'Santos Ltd' et vice-président de 'Rio Tinto Ltd'. Westpac est actionnaire de 'BHP Ltd', la société qui a joué un rôle essentiel, jusqu'à la mi-1999, dans le consortium des sociétés pétrolières qui exploite la réserve de pétrole des côtes est-timoraises. 'Santos Ltd' est encore la plus importante entreprise des champs de pétrole Elang, Kakatua et Nord-Kakatua, qui produisent, depuis juillet 1998, 32.500 barils par jour. Santos est aussi impliqué dans le champ de gaz de Bayu-Undan, site encore plus lucratif, qui rentrera bientôt en exploitation sous la direction de 'Phillips Petroleum'.

Hôtels et tourisme – C'est dans ce secteur que les investisseurs étrangers, tout comme leurs partenaires est-timorais, sont les plus actifs. L'industrie du tourisme est d'ailleurs une priorité pour la Banque Mondiale. Dili Lodge en est un exemple type. Cet hôtel comprend un jardin et une entreprise de location de voitures et motos dans la capitale de Dili. Initialement, l'hôtel s'appelait Timor Lodge Hotel Pty Ltd, une entreprise qui a débuté à Darwin le 1 octobre 1999. Wayne Leighton Thomas et sa femme Margaret Ann, tous deux originaires de Birmanie, en sont les directeurs et principaux actionnaires. Wayne Thomas est également président du Thomas Group of Companies, très important dans l'industrie hôtelière et l'horeca de toute l'Australie (et plus particulièrement dans les états fédérés Northern Territory et Western Australia). Thomas était un des premiers à vouloir profiter de 'l'accord de principe' signé en 1992 entre l'Indonésie et l'état fédéré Northern Territory.

Cela lui a notamment rapporté un contrat de 4 millions de A\$ pour la livraison de 30 bulldozers et grues, neufs et d'occasion, à l'île indonésienne de Lombok. Wayne Thomas m'a dévoilé le nom d'un des actionnaires de son 'Timor Lodge Hotel' : Shane Stone, l'ancien ministre-président du Northern Territory. L'entreprise de Stone possède 2,5% des actions et a investi 70.000 A\$ dans le Dili Lodge Hotel. Selon Wayne Thomas, Dili Lodge a vu le jour après une concertation intensive avec des fonctionnaires onusiens au Timor oriental. Le groupe Thomas loue la propriété où le Dili Lodge est établi

pour une période de cinq ans, avec ensuite une option pour cinq nouvelles années. Le groupe a investi 2 millions de A\$ au total. En ce moment, l'hôtel emploie 98 Est-Timorais et 11 Australiens.

Des négociations ont eu lieu à propos des salaires qui varient de 130 A\$ à 300 A\$ par mois. Tous les travailleurs reçoivent des repas de l'entreprise. L'hôtel est situé sur un domaine de 179 hectares. Le terrain était autrefois la base du bataillon 744 de l'armée indonésienne. Ce domaine est aussi, par hasard, un des plus grands terrains d'extraction d'eau de la capitale Dili.

Construction – Le contrat, peut-être le plus lucratif au Timor oriental a été remporté par le géant australien de la construction Multiplex Constructions Pty Ltd. Le directeur de cette entreprise est John Charles Roberts. La question est de savoir si Multiplex est vraiment le partenaire le plus apte pour reconstruire les bâtiments officiels dévastés et d'autres infrastructures. Cette entreprise familiale a été fondée en 1962 par John Charles Roberts à Perth et son histoire nous apprend surtout qu'elle n'est pas directement intéressée par les projets de construction à petite échelle ou d'inspiration sociale. Depuis 1983, Multiplex est surtout réputé pour ses grands projets de construction d'outre-mer : Singapour, Malaisie et Indonésie.

En 1997, Multiplex employait plus de 3000 personnes dans ses différents chantiers de construction et consacrait plus de 2 milliards de A\$ à des travaux de construction. A Sydney, Multiplex a construit le 'Chifley Square', un des plus prestigieux bâtiments officiels dans l'histoire de l'Australie. En vue des jeux olympiques de 2000 à Sydney, Multiplex a décroché un contrat de 450 millions de A\$ dans la perspective de la construction du 'Stadium Australia'. A Dili, l'entreprise a établi de bons contacts avec les instances de l'ONU, mais aussi avec un certain nombre d'éminences du CNRT (Conseil National de la Résistance est-timoraise). Multiplex a remporté un contrat pour la reconstruction du bâtiment de l'ancienne Chambre de Commerce portugaise de Dili. Avec l'attribution de ce contrat de 0,5 million de A\$, il n'était pas question de libre concurrence ou de sous-traitance publique. Lors de l'évaluation du projet de construction, plusieurs irrégularités ont été signalées. Les coûts ont ainsi été évalués sur base d'un salaire minimum de 25A\$ pour les spécialistes de la construction, tandis que les ouvriers est-timorais ne peuvent habituellement compter que sur un salaire quotidien de 5A\$. Entre-temps, Multiplex a aussi reçu un contrat de 2 millions A\$ pour la reconstruction de l'ancien Parlement provincial indonésien, où les services publics étaient établis du temps de l'occupation indonésienne et de la colonisation portugaise.

Réforme agraire

En analysant les divers plans et efforts pour la reconstruction du Timor oriental, on peut se poser la question suivante : comment va-t-on redistribuer les propriétés terriennes des anciens colonisateurs (Portugal et Indonésie) ? L'agriculture – et plus particulièrement les plantations de café – est une partie importante du programme de reconstruction de la Banque Mondiale. Une réforme agraire est donc d'une importance capitale dans ce secteur. 60% des plantations de café sont encore la propriété de petits exploitants, 10% est aux mains de grands propriétaires terriens ou *facenderos* et 30% est la propriété de l'entreprise d'Etat portugaise SAPT (Sociedade Agricola Patria e Trabalho), attribuée durant l'occupation indonésienne à la société P.T. Salazar Plantations, contrôlée par les militaires. Pendant cette occupation, Antonio Brito, un des *facenderos* portugais, a réussi à conserver ses sept plantations. Antonio Brito partageait simplement ses gains avec les militaires indonésiens. Après le départ de l'armée, les problèmes sur le droit de propriété des plantations comme celles de Brito et P.T. Salazar ont surgi.

Le futur gouvernement permettra-t-il, dans un Timor oriental indépendant, que des étrangers (absents) et des entreprises (d'Etat) étrangères possèdent de la terre dans le pays ? Si c'est le cas, la porte se trouve grande ouverte pour la possession massive de terre par les entreprises étrangères et les gouvernements étrangers. Si un gouvernement, élu démocratiquement au Timor oriental, décide réellement que les étrangers ne peuvent pas posséder de terre, des mesures seront rapidement exigées pour la redistribution de plus de 16.000 hectares de plantations de café et de noix de coco. Le futur gouvernement devra d'ailleurs aussi décider si le système *Facenda* peut continuer à exister. Au sein du CNRT, il y a des partisans de l'abolition de ce système. Ils sont convaincus que les *facendas* doivent être prises en charge par le gouvernement – après le paiement d'une indemnisation. Le pas suivant sera alors la redistribution de ces terres entre les paysans, ce qui pourra avoir un effet très positif sur l'embauche dans les campagnes.

Beaucoup de grandes propriétés terriennes appartiennent à des familles, qui ont été expropriées pendant l'occupation indonésienne. Si ces anciennes terres sont redistribuées par le futur gouvernement, et rendues à leurs anciens propriétaires, l'Eglise catholique du Timor oriental sera, de loin, le plus grand propriétaire terrien. Et cela pose la question de savoir comment ces domaines de l'Eglise seront redistribués. Contrairement à ce que ses adversaires affirment toujours, la réforme agraire n'est pas une politique typique des régimes marxistes,

comme en Corée du Nord. Sous l'influence du Général américain MacArthur, de grandes réformes agraires ont été réalisées par le passé dans trois pays capitalistes d'Asie de l'Est : le Japon, la Corée du Sud et Taiwan.

La véritable question est de savoir si l'Untaet et le CNRT ont intérêt à engager ce processus. Quelles sont les restrictions qui doivent être mises en oeuvre pour la propriété terrienne à la campagne ? Et ces restrictions sont-elles également valables dans les villes ? Qui peut posséder de la terre au Timor oriental ? Tous ceux qui sont nés au Timor oriental avant l'invasion indonésienne ? Ou ceux qui sont nés après aussi ? Une autre question fondamentale : le futur gouvernement ne doit-il pas baser sa politique agricole sur les droits coutumiers du Timor oriental, qui interdit souvent la propriété terrienne aux personnes qui n'appartiennent pas au clan local ? Le futur gouvernement doit-il mener une toute nouvelle politique agricole, où les inégalités fondamentales du vieux système colonial portugais, avec ses grandes *facendas* ou ses grandes terres de riches propriétaires terriens de la ville ou de l'Eglise catholique, sont abolies ?

Une politique agricole globale, basée sur une réforme agraire, devra, dans tous les cas, être décidée à propos des territoires de l'Eglise et des méthodes d'agriculture anarchistes, datant encore de la période portugaise, qui en résultent.

Toutes ces questions exigent un travail de préparation approfondi, qui devrait pour bien faire être pris en charge par le CNRT. Laisser ces problèmes de côté n'est qu'une solution provisoire. S'ils ne sont pas résolus sérieusement, la majorité de la population du Timor oriental se demandera tôt ou tard si elle est vraiment libre. Parce que liberté politique doit aller de pair avec justice.

George Aditjondro

(*) George Aditjondro est un universitaire indonésien, attaché au département sociologie et anthropologie de l'Université de Newcastle (Australie). Cet article est un résumé d'un texte publié en décembre 1999 par le 'Centre for Asia-Pacific Transformative Studies', un projet commun des Universités de Newcastle et Wollongong (Australie).

- (1) Un dollar australien = 23 FB (0,58 euro) (août 2001)
- (2) CDMA ou Code Division Multiple Access est une technologie utilisée dans la communication satellite digitale et dans la téléphonie mobile

LA BANQUE MONDIALE AU TIMOR ORIENTAL

L'expérience unique d'une institution controversée

La Banque Mondiale (BM) joue un rôle essentiel dans la reconstruction du Timor oriental. Les principaux donateurs pour le Timor oriental ont demandé à la Banque Mondiale de gérer un fond exceptionnel de 167 millions de dollars pour une période de deux ans et demi. A ce titre, la BM supervise le financement de neuf projets spécifiques pour la reconstruction du pays dévasté et en contrôle la réalisation. L'activité de la BM au Timor oriental est unique en son genre. En effet, ce pays n'est pas encore indépendant donc, n'est pas membre de la BM et n'entre pas en ligne de compte dans les fonds octroyés. Cependant, la charte de la Banque Mondiale prévoit la possibilité de fournir des prêts et subsides (dons) à des organisations publiques internationales. Au Timor oriental, l'Administration provisoire des Nations unies (Untaet), qui dirige actuellement le pays afin de le reconstruire et de le préparer à sa prochaine indépendance, en est le bénéficiaire officiel.

La BM, institution distribuant prêts et subsides, transmet tous les fonds au Timor oriental sous forme de dons et non de prêts. En fait, partiellement, cela vient du fait que la BM fait office de canal pour la transmission des fonds internationaux promis lors de la conférence mondiale des donateurs pour le Timor oriental en décembre 1999.

Comme toutes les institutions, la BM est plutôt conservatrice et se conforme à une ligne de conduite stricte et cohérente. Toutefois, à l'instar des autres institutions, la BM n'est pas un bloc statique qui ne change jamais. L'arrière-plan historique et géographique de la BM, ainsi que les acteurs spécifiques qui entrent ici en ligne de compte, arrivent à influencer le caractère des activités de la Banque.

Une structure et des objectifs précis

La BM se compose actuellement de deux institutions qui sont étroitement liées entre elles : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l'Agence Internationale pour le Développement (AID). Comme elles disposent toutes deux du même état-major – bien qu'il s'agisse officiellement de deux organes différents – il est plus correct de les qualifier de programmes différents au sein de la même institution.

La BIRD est généralement la dernière institution de crédit sur laquelle les pays en voie de développement peuvent compter. Elle fournit des prêts à des taux d'intérêts un peu plus bas que les cours commerciaux. Environ 75% des prêts de la BM en 1999 (pour un montant total de 29 milliards de dollars) sont passés par la BIRD, qui trouve ses fonds sur le marché international des capitaux, par la vente d'actions et d'obligations.

L'AID, par contre, fournit des prêts sans intérêt (avec 0,75% de frais de remboursement annuel), et les bénéficiaires les remboursent à plus long terme (généralement en 35 à 40 ans). Aujourd'hui, un tel prêt peut être considéré, en grande partie, comme un don, puisque la somme de départ diminue fortement de valeur suite à l'inflation.

Par opposition à la BIRD, l'AID tire ses revenus de dons des pays riches du monde. En ce moment, c'est l'AID qui est active au Timor oriental.

La BM a comme but avoué d'aider "les personnes et les pays les plus pauvres". L'extension du secteur privé, systématiquement qualifiée par elle comme "le moteur de la croissance à long terme", est le but principal de la Banque. Elle finance traditionnellement des grands travaux d'infrastructure dans les pays en voie de développement, tels que les barrages ou les systèmes d'irrigation. La plupart du temps, la BM consacre aussi ses fonds à des thèmes plus larges comme le développement humain et social, l'administration ou la mise en place d'institu-

tions. Au Timor oriental, ses projets englobent un large éventail d'activités.

Subsides, critiques et dérives

A bien des égards, il est trop tôt pour évaluer les initiatives financées par la BM au Timor oriental. Certains de ces projets viennent seulement d'être mis sur pieds. On peut pourtant, grâce à une courte évaluation de deux d'entre eux, tout en tenant compte des pratiques de la BM dans d'autres parties du monde, déjà faire une première analyse des coûts et profits de la présence de la BM dans le plus jeune pays du monde, prochainement indépendant.

Ces dernières années, la Banque Mondiale a souvent été critiquée pour son manque de transparence, pour le financement de projets qui ont entraîné de nombreux dégâts sur le plan social et environnemental et pour son soutien, souvent critiqué, à des régimes répressifs. Les défenseurs des droits de l'homme associés à des mouvements pour la protection de l'environnement ont fréquemment accusé la BM de défendre les intérêts financiers des occidentaux tout en encourageant un modèle de développement allant de paire avec une augmentation de la libéralisation. Ce modèle renforce la dépendance des économies locales envers une production tournée vers l'exportation et envers les investissements étrangers.

Les relations qu'entretenait la BM avec l'Indonésie de Suharto en est un bon exemple. Le régime de Suharto a reçu 25 milliards de dollars de la BM sur une période de trente ans, malgré le bilan atroce sur le plan des droits de l'homme et la corruption sans précédent de ce régime. L'Indonésie a été l'un des pays les plus financés par la BM. Cela a d'ailleurs été admis en 1999, dans son rapport critique d'évaluation interne. Malgré de graves problèmes, comme la corruption et la mauvaise gestion, le rapport affirme que l'Indonésie "a été considérée comme un miracle et un symbole pour les succès de la Banque". Néanmoins, le rapport qualifie l'intervention de la BM en Indonésie durant ces trente dernières années, comme "moyennement satisfaisant".

Les autorités indonésiennes ont profité de la générosité de la Banque Mondiale pour renforcer leur occupation illégale du Timor oriental. Des autorités locales au Timor oriental ont utilisé certains fonds des projets de lutte contre la pauvreté, mis à leur disposition, pour mener leur "campagne de socialisation", visant à convaincre le peuple du Timor oriental de voter pour la future intégration à l'Indonésie lors du référendum de l'ONU du 30 août 1999. Comme l'a démontré Max Mason, cette

campagne se composait surtout de «désinformation, de terreur et de violences pour intimider la population et l'obliger à voter pour "l'autonomie" du Timor occidental».

Vers un peu plus de démocratie

Toutefois, au même moment, la Banque Mondiale commence à mener une politique plus transparente qui tient compte de l'électorat local. Ce changement est, en grande partie, attribué au comportement très critique d'activistes et de mouvements sociaux à son égard. Le revirement est aussi dû à la nouvelle rhétorique de la BM, qui regorge apparemment de termes progressifs comme "développement durable" et "orienté vers la population". La question reste cependant de savoir si ces changements se reflètent dans la pratique quotidienne. Le projet CEP (voir page 30) de la BM au Timor oriental paraît être un bon exemple du nouveau style adopté par la Banque. Ce projet, qui donnera plus de moyens aux communautés locales pour s'exprimer, a été décrit par Jarat Chopra, l'ancien directeur du Service pour les Administrations Locales de l'Untaet, comme "un préambule à la démocratie locale et une forme active d'autodétermination à la reconstruction du pays". Le projet consiste à donner aux communautés locales campagnardes, le contrôle des projets de développement. Les conseils de villages et de sous-districts (dans lesquels chaque village peut déléguer un homme ou une femme) reçoivent des subsides complémentaires pour financer des projets de développement et de reconstruction de leur choix. La deuxième phase du CEP a débuté en février 2001 et consiste, entre autres, en de nouveaux prêts attribués à des veuves et autres "groupes vulnérables". Ensuite, cette deuxième phase prévoit encore une aide au développement de radios locales.

Au début, l'UNAMET s'est fortement opposé au projet, car on craignait dans les milieux de l'ONU qu'il n'y ait plus aucun contrôle sur des fonds – pourtant considérables – et que des organes politiques devraient être créés, indépendants des structures de l'Untaet. Celle-ci décida finalement – sous la pression du CNRT (le Conseil national de la résistance est-timoraïse) – de démarrer le projet CEP. Suite à cette résistance initiale de l'ONU, le CEP a tout de suite bénéficié d'une image de projet démocratique. Le CEP paraît, à ce niveau, très florissant. C'est ainsi que le projet a, par exemple, largement contribué à la présence de nombreuses femmes dans les instances décisionnelles à l'échelle locale et plus globalement, à leur grande participation dans la vie de la société.

Cependant, il paraîtrait qu'il persiste des tensions entre les structures du CEP et les mécanismes poli-

tiques traditionnels. Il semble également que le CEP ait, involontairement, renforcé les relations existantes avec le pouvoir car les puissants semblaient les mieux placés pour tirer des avantages des différentes possibilités du projet.

Suite à la mauvaise communication entre les communautés locales, les villages et les districts, certains projets du CEP chevauchaient d'autres programmes existants d'ONG, de l'Untaet et d'organisations de l'ONU. Un dialogue a heureusement été instauré entre l'Untaet et la BM, ce qui a entraîné la création de conseils de districts consultatifs, qui se chargent de la coordination des actions de ces conseils, du CEP et des administrations de districts. Plusieurs membres des conseils locaux se sont aussi plaints par le passé qu'ils étaient trop peu rémunérés pour le temps consacré aux activités du CEP.

La BM reconnaît un grand nombre de ces problèmes, comme le démontre une note interne rédigée en novembre 2000, note qui arrive à la conclusion que les communautés locales et leurs dirigeants reconnaissent généralement la légitimité des conseils du CEP, mais simultanément, la population et plus particulièrement les membres actuels de ces conseils – en particulier les femmes, qui «sont souvent confrontées à la culture du silence» –, ont du mal à comprendre ce qu'ils font réellement. Selon le rapport, les femmes restent sous-représentées et les élections pour ces conseils ne se sont pas toujours déroulées de manière démocratique.

Le rapport affirme encore que des efforts seront faits en faveur des membres féminins des conseils et espère que les prochaines élections seront plus démocratiques. Enfin, cette note insiste sur l'effort à fournir pour renforcer les conseils locaux et pour améliorer la communication concernant le planning des projets de développement au niveau des districts et des sous-districts, afin que les conseils du CEP puissent prendre des décisions mieux fondées.

Projets d'urgence en agriculture

L'opinion publique du Timor oriental est généralement positive envers le CEP. Le projet de reconstruction de l'agriculture de la BM est, au contraire, beaucoup plus problématique. La BM présente ce projet comme le résultat d'une consultation de grande envergure avec les personnes «concernées», mais la rapidité de la conception du projet prouve le contraire. Cependant, pour être exact, il y a eu une pression considérable de la part de plusieurs secteurs de la société est-timoraise et de différentes ONG afin d'accélérer la mise en route du projet. Beaucoup se sont plaints que la Banque a été trop lente – ce qui est une résultante

de l'ampleur des contributions des donateurs pour le Timor oriental et aux méthodes de travail normales de la BM. Il s'avère également que les pressions internes, qui pose des problèmes de relations publiques à l'institution, l'ont amenée à une conception trop précipitée du projet, et ainsi à minimiser les possibilités de participation de la population locale.

Beaucoup de fonctionnaires locaux de l'Untaet et des représentants d'ONG internationales et locales ont critiqué, non seulement la mise en œuvre, mais aussi des aspects spécifiques du projet.

Beaucoup craignaient, par exemple, que l'importation prévue de buffles et de poussins ne comporte un danger potentiel de propagation de maladies. Le projet prévoyait pourtant une série de mesures de quarantaine afin de diminuer les risques, mais les critiques persistaient en disant que les mesures prises étaient insuffisantes. On a même proposé à plusieurs reprises à la BM et à l'Untaet d'apporter un soutien à la création de fermes locales, ce qui serait bien plus durable que d'importer des poussins de l'étranger. De leur côté, des membres locaux du CNRT affirment qu'un simple partage des animaux entre la population locale peut mener à des conflits sociaux. Face à ces critiques, la BM et l'Untaet examinent en ce moment les possibilités de pouvoir acheter, en plus de l'importation de l'étranger, du bétail pour le marché intérieur.

Elles réfléchissent aussi à la meilleure manière de partager le bétail entre les différentes communautés locales.

La loi du libre marché, une solution ?

La partie la plus controversée du projet sont les «Centres Pilotes pour les Services Agricoles» (PASC – Pilot Agricultural Service Centers). Des actionnaires locaux (l'Untaet donne des «actions» aux membres les plus pauvres des communautés) seront propriétaires de ces PASC, entièrement tournés vers le commerce. Ainsi, au lieu de pouvoir utiliser les services agricoles et les moyens de production à des prix subventionnés, les paysans devront payer les «prix du marché libre». La BM argumente cette décision en disant que les autorités du Timor oriental ont posé, comme principe, certaines priorités et que le pays ne peut pas se permettre de subventionner son agriculture. Mais selon d'autres sources, il est ici question de la politique traditionnelle de la BM qui vantent constamment les mérites des mécanismes du marché et des privatisations. Les destructions de septembre 1999, l'insécurité socio-économique qui en résulte dans les milieux ruraux et, les sérieux conflits à propos de l'occupa-

tion de la terre depuis le retrait des occupants indonésiens font que beaucoup d'agriculteurs est-timorais trouvent la collaboration avec un PASC trop chère et trop risquée. À cet égard, l'établissement des PASC peut réellement contribuer à aggraver la situation de beaucoup d'agriculteurs est-timorais. La privatisation des PASC signifie aussi que le gouvernement sera beaucoup trop peu impliqué dans la production alimentaire pour la majorité des Est-Timorais, avec comme conséquence un secteur primaire fragmenté et le possible affaiblissement des intérêts nationaux et du planning de la politique de développement.

Timor-Est : un laboratoire?

La banque mondiale est un établissement très puissant avec beaucoup de ressources. Il est fréquent qu'elle installe des institutions autonomes dans des pays en voie de développement en créant des partenariats avec des personnes plaçant une approche technocratique et transnationale de la politique de développement. Combiné avec son contrôle de l'argent des donateurs pour le Timor oriental, la BM est donc dans une position forte pour influencer la manière dont les donateurs apprécient la situation actuelle, sur l'action qu'ils entreprennent et sur le débat mené au sein même du pays.

Les derniers désastres en matière de développement, dont un certain nombre ont impliqué la Banque Mondiale, montrent les dangers potentiels existants de permettre à des « experts » extérieurs d'avoir trop d'influence sur les efforts de reconstruction au Timor oriental.

La Banque voit trop souvent les pays en tant que laboratoires vides dans lesquels elle peut appliquer ses politiques normalisées. Dans un document de la BM, où les projets concernant l'agriculture étaient évalués, il est stipulé, entre autres, que « au Timor oriental la vie commence avec une ardoise propre ». Bien entendu, le Timor oriental n'est pas une « ardoise propre », mais une société avec sa propre histoire, ses propres traditions, ses relations sociales spécifiques, ses conditions de vie et ses besoins. Avec ces facteurs et les terribles traumatismes que la population a subis au cours des 25 dernières années, le Timor oriental a besoin de temps et d'espace pour trouver ses propres voies de développement. Toutes les parties prenantes doivent s'assurer que la BM permette aux divers secteurs de la société est-timoraise de jouer un rôle plus significatif dans la conception, la mise en place, et le contrôle des divers projets de développement.

L'expérience prouve que la pression de l'opinion publique peut influencer la Banque Mondiale. Le

Timor oriental a un secteur d'ONG très actif, une élite politique qui prend la peine d'écouter les rumeurs de la base et un mouvement de solidarité international fort. Ensemble, ces différents acteurs peuvent amener un changement en s'assurant que la Banque Mondiale serve les besoins du peuple est-timorais, et non l'inverse.

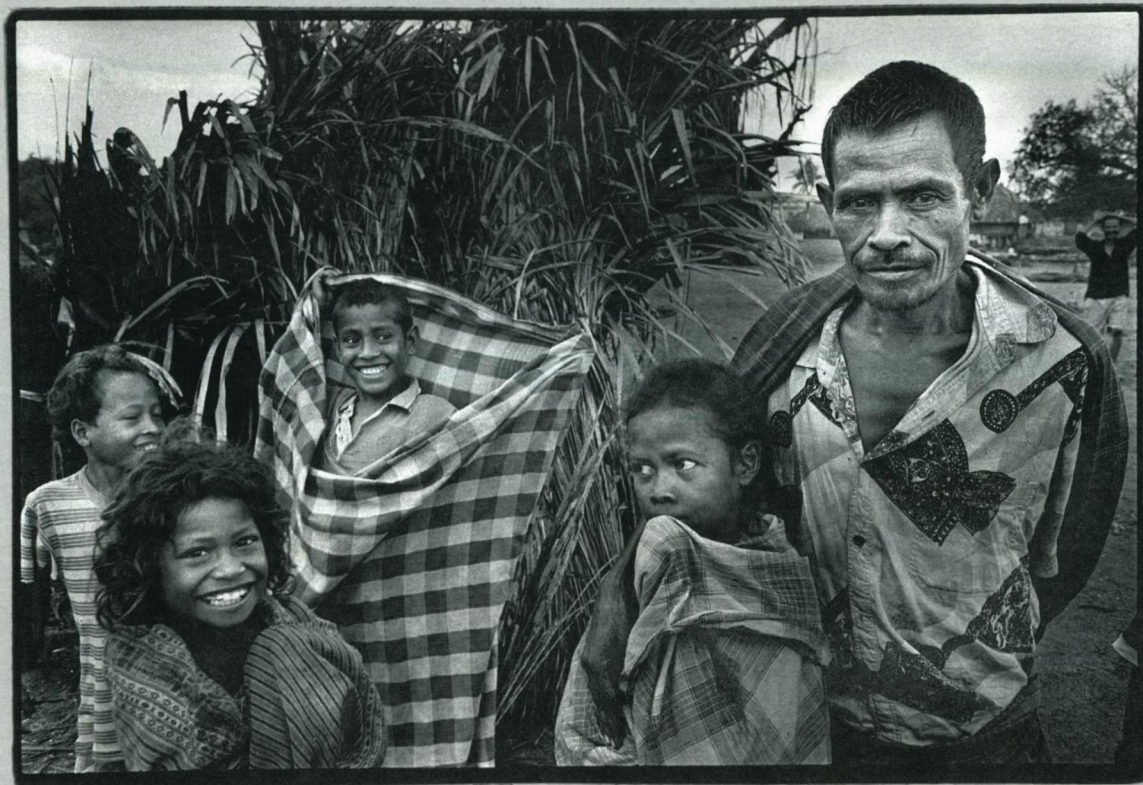
Matthew Jardine

(*) Matthew Jardine est l'auteur d'un excellent livre sur le Timor oriental : *"East Timor : Genocide in Paradise"*, préface de Noam Chomsky, Odonian Press, LPC Group, Chicago, 1999.

SOURCES :

- Agence France Presse, *World Bank Rates Its Indonesia Performance as 'Marginal'*, 10 février 1999.
- Peter Alford, *Peacing East Timor Back Together*, The Australian, 27 juin 2000.
- Patrick Bond, *Elite Transition: From Apartheid to Neoliberalism in South Africa*, Pluto Press, Londres; University of Natal Press, Pietermaritzburg (Afrique du Sud), 2000.
- Robin Broad, *Unequal Alliance: The World Bank, the International Monetary Fund, and the Philippines*, University of California Press, Berkeley, 1988.
- Catherine Caufield, *Masters of Illusion: The World Bank and the Poverty of Nations*, Henry Holt and Company, New York, 1996.
- Jarat Chopra, *The U.N.'s Kingdom of East Timor*, Survival, Vol. 42, No. 3, automne 2000, p. 27-39.
- Jonathan A. Fox and L. David Brown, *Assessing the Impact of NGO Advocacy Campaigns on World Bank Projects and Policies*, in Jonathan A. Fox and L. David Brown (éditions), *The Struggle for Accountability: The World Bank, NGOs, and Grassroots Movements*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis), 1998, p. 485-551.
- Max Mason, *Heroes of Integration: Socialising Autonomy in Pre-Ballot East Timor*, TAPOL, The Indonesia Human Rights Campaign, Londres, e-mail: tapol@gn.apc.org.
- Bruce Rich, *Mortgaging the Earth: The World Bank, Environmental Impoverishment, and the Crisis of Development*, Beacon Press, Boston, 1994.
- Documents publiés par la Banque mondiale sur le Timor oriental, disponibles sur le site www.worldbank.org/eap.

Projets de la Banque mondiale au Timor oriental



The Community Empowerment and Local Governance Project (CEP) ou projet pour le renforcement des structures sociales locales et la création d'organes de décisions. Ce projet est géré par la Banque mondiale en collaboration avec la Banque Asiatique pour le Développement (ADB – Asian Development Bank). Le CEP existe pour une période de 30 mois et représente un budget de 22,5 millions de dollars en subsides envers des conseils sociaux pour des travaux d'infrastructures et pour des activités économiques. Une petite part du budget est destinée aux projets relatifs au patrimoine culturel du Timor oriental (9%) et aux organisations non gouvernementales locales (5%).

The Dili Community Employment Generation Project ou projet pour l'emploi de la communauté de Dili.

Ce projet avait une durée de cinq mois pour un budget de 499.000 dollars. Cette initiative visait à l'embauche d'Est-Timorais peu scolarisés et défavorisés. Le projet pris fin en décembre 2000.

The Small Enterprise Project ou le projet pour les petites entreprises.

Le SEP était tout d'abord concentré à la campagne. Ce projet de 10 millions de dollars est, avant tout, destiné à la création dans les domaines citadins. La banque commerciale portugaise Banco Nacional Ultramarino appuie le prêt pour ce projet. Des hommes d'affaires est-timorais ou des groupes avec « un businessplan viable » peuvent contracter un prêt via ce projet de 500 à 50.000 dollars, qu'ils remboursent ensuite sur une période de 36 mois. Les prêts remboursés servent pour de nouveaux prêts et peuvent éventuellement tomber dans un fonds au profit du futur gouvernement du Timor oriental. Ce projet est en fait une tentative de la Banque mondiale pour insuffler une nouvelle vie au secteur privé. En d'autres termes, la Banque mondiale veut habituer les gens à emprunter à des taux d'intérêts commerciaux, ce qu'elle juge normal et positif. Dans ce contexte, la Banque mondiale juge que « la BNU portugaise peut grâce à ce projet se construire une clientèle potentielle ».

The Emergency School Readiness Project.

Le budget total de ce projet, d'une durée de deux ans, n'est pas encore connu, mais il inclut de toutes façons 13,9 millions de dollars pour la première année. Signé en juin 2000, ce projet vise, à court terme, à reconstruire les bâtiments scolaires détruits, à fournir le matériel nécessaire pour l'enseignement au quotidien, à former les directeurs d'écoles et membres des conseils scolaires, et à soutenir les initiatives pour le développement de la politique de l'éducation et des programmes scolaires.

The Emergency Infrastructure Rehabilitation Project ou projet d'urgence pour la reconstruction des infrastructures.

La Banque Asiatique pour le Développement (ADB) qui gère aussi le fonds des donateurs pour le Timor oriental, supervise ce projet d'une durée de deux ans et dispose d'un budget de 29,8 millions de dollars. Le projet a pour but de rétablir le réseau routier, ainsi que les ports et les infrastructures électriques au Timor oriental. En même temps, ce projet veut ébaucher un plan d'investissements et d'infrastructures à long terme.

The Health Sector Rehabilitation and Development Project ou projet pour la reconstruction et le développement du secteur de la santé.

C'est le plus grand projet de la Banque mondiale au Timor oriental. Avec un budget de 38 millions de dollars sur une durée de trois ans, ce projet vise à l'élaboration d'un service de santé national, en apportant une aide complémentaire aux systèmes présents et futurs de l'Untaet et de l'Autorité intérimaire de la santé (Interim Health Authority).

Le projet tente d'améliorer l'accès aux services de santé de base en accélérant l'exécution de programmes de vaccinations, en élaborant des stratégies de lutte contre la tuberculose et en montant des campagnes de santé publique pour une meilleure alimentation. Un point essentiel de ce projet est la consolidation du système de santé à moyen et long terme en accordant un soutien à des initiatives pour le développement d'une politique et d'un système de santé. Enfin, le projet lutte aussi pour une amélioration de la qualité des services de santé locaux par la formation d'un personnel capable de gérer les services de santé dans le pays, et par la prise d'initiatives sur le plan de l'élaboration de structures et d'une administration dans le secteur de la santé.

The Capacity-Building for Economic Institutions and Support for Budget Preparation Project ou projet pour le soutien à la construction des institutions économiques et à la préparation du budget de l'état.

Ce projet, d'un budget de 2 à 3 millions de dollars, a pour objectif l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des activités qui seront finalement prises en charge par un futur ministère des Finances. Ce projet finance entre autres le recrutement de conseillers économiques et techniques qualifiés pour l'administration actuelle du Timor oriental, qui fournissent une assistance et une formation aux Est-Timorais. La Banque Asiatique pour le Développement collabore à ce projet.

The Agriculture Rehabilitation and Development Project ou projet pour la reconstruction et le développement de l'agriculture.

Ce projet d'aide d'urgence a deux objectifs : 1) l'amélioration de la sécurité alimentaire pour les familles pauvres, qui ont été sélectionnées pour ce programme ; 2) l'amélioration de la production agricole dans certains domaines donnés et l'augmentation de la croissance dans les campagnes. Ce projet de 20,7 millions de dollars sur une période de trois ans est divisé en quatre parties. Premièrement, le projet veut rendre les moyens de production disponibles aux régions pauvres des campagnes, entre autres par la livraison de 2.000 buffles d'eau, 100.000 poussins et 25.000 à 30.000 outils légers. Deuxièmement, le projet finance la réparation des systèmes d'irrigation et les routes agricoles. Troisièmement, le projet finance la mise en place de cinq centres pilotes de services agricoles, qui sont la propriété de la communauté locale, mais gérés sur une base commerciale et qui livrent des semences, engrais et autres services agricoles. Et enfin, comme dans tous les projets, ce programme a aussi une « unité de management » qui pourvoit au bon fonctionnement du projet.

The Microfinance Development Project.

Ce projet de 7,7 millions de dollars a été approuvé suite à un accord entre la Banque mondiale et l'Untaet, daté du 2 décembre 2000. Il est question d'initiatives à l'embauche pour des communautés locales dans et hors du secteur agricole, avec comme souci principal la lutte contre la pauvreté. Ces initiatives comprennent la formation pour les activités sur le plan de l'embauche et l'acquisition de revenus propres, la reconstruction et le renforcement des institutions de crédit locales et l'élaboration d'une banque pour le microfinance, pouvant fournir de petits prêts à la population pauvre des campagnes.

Les travailleurs s'organisent

Jamais, pendant la période de l'occupation indonésienne ni durant l'administration portugaise, le Timor oriental n'a eu d'organisation syndicale solide et efficace. Après l'indépendance, les ouvriers et employés ont eu l'opportunité de s'organiser et de former leur propre mouvement syndical.

En décembre 1999, quelques mois seulement après le référendum pour l'indépendance du Timor oriental et l'annonce des résultats, l'Institut pour la Défense du Travail au Timor oriental, LAIFET (1), était créé.

Suite aux résultats du référendum, les milices indonésiennes ont mis en place une campagne de terreur pendant laquelle la violence et des destructions massives ont été perpétrées dans tout le pays. Fin septembre 1999, la force armée internationale pour le Timor oriental (Interfet) est enfin intervenue. De nombreuses ONG internationales, les Nations Unies ainsi que des hommes d'affaires se sont ensuite rapidement installés dans le pays.

L'arrivée de toutes ces organisations et institutions étrangères a créé de nouvelles possibilités d'emploi pour les Est-Timorais. Leurs salaires et conditions de travail avaient été fixés lors de la première phase d'aide d'urgence dans le pays, mais sont restés les mêmes durant la phase de reconstruction. Ce qui entraîna une série de problèmes.

Une hutte sans ordinateur ni téléphone

Un groupe composé principalement d'étudiants, mais également de personnes n'ayant qu'un faible niveau d'éducation, a très vite senti le besoin de venir en aide aux ouvriers, qui venaient leur parler des problèmes qu'ils rencontraient au travail. Pratiquement, parmi les employeurs et le personnel des Nations unies basés au Timor oriental, personne ne parle Tetum ou Bahasa (indonésien) et par conséquent, la communication est souvent très difficile. Des étudiants maîtrisant l'anglais ont voulu aider les travailleurs du pays mais, ils ont rapidement constaté qu'un mouvement plus structuré, disposant de moyens adéquats, était indispensable pour que les travailleurs est-timorais puissent s'organiser. LAIFET est né dans de petites huttes de bois de la banlieue de Dili, au milieu des bâtiments sinistrés. A ce moment, l'organisation n'avait aucun moyen : pas de téléphone, pas d'ordinateur, pas de papier et pas de moyen de transport.

Dans ces conditions, il était très difficile d'établir

un centre de soutien efficace pour les travailleurs. Mais, grâce aux contacts et soutiens permanents d'organisations syndicales et fortifié par plusieurs victoires significatives dans l'amélioration des salaires et conditions de travail, LAFEIT a pu développer son programme. Rapidement, l'organisation a ainsi pu déménager dans un bâtiment de la côte, en face de l'hôtel Olympia, un endroit où de nombreux conflits liés au travail ont eu lieu. LAFEIT s'est récemment installé dans un bâtiment rénové en octobre 2000, grâce à l'aide d'organisations de travailleurs du Timor oriental et de syndicats australiens. Ce nouveau centre est suffisamment vaste pour fournir aux organisations de travailleurs bureaux et infrastructures ainsi qu'un espace de réunions et de formations.

Les différents secteurs s'organisent

Actuellement, il n'y a pas encore de structure syndicale formelle au Timor oriental. Certains grands sites de travail sont mieux organisés que d'autres : une certaine unité existe entre les travailleurs et quelques uns ont même élu des représentants pour s'occuper de leurs problèmes sur les lieux de travail. LAFEIT est maintenant un centre reconnu qui apporte conseils et soutiens aux travailleurs du Timor oriental et est déjà intervenu, à plusieurs reprises, en faveur des travailleurs dans des situations conflictuelles. Néanmoins, LAFEIT est persuadée qu'un débat de fond sur les futures structures de base du Mouvement du Travail au Timor oriental est indispensable mais, que les différentes organisations ont besoin de temps pour se développer sans se précipiter dans l'élaboration de ces nouvelles structures.

Les médecins, infirmières et sages-femmes ont déjà créé leurs propres organisations afin de soutenir les intérêts de leurs membres (salaires et conditions de travail), mais aussi afin de participer à des débats

nationaux sur les services de santé et sur la formation du personnel médical. Celles-ci soutiennent aussi la cause des travailleurs par d'autres voies, par exemple, les médecins ont organisé la première fête du Premier mai au Timor oriental qui, avec l'effort commun d'organisations de travailleurs (LAIFET, l'organisation des droits de l'homme et d'autres groupes issus de la société civile), a été déclaré jour férié national par les Nations unies.

Dans le secteur de l'éducation, les enseignants développent petit à petit une organisation qui s'occupe principalement, en ce moment, des salaires, des conditions de travail, de l'accessibilité à l'emploi, de la sélection ainsi que de la formation du personnel. LAIFET, avec l'assistance de l'APHEDA (2), a aidé les différents groupes des secteurs de la Santé et de l'Éducation à établir des liens avec leurs homologues à l'étranger, particulièrement en Australie, ainsi qu'avec les secrétariats internationaux du personnel médical et enseignant.

Le personnel hôtelier s'organise lui aussi. C'est d'ailleurs dans la cantine du quartier général des Nations unies à Dili et dans des hôtels privés que les premiers conflits liés au travail ont éclaté. Les revendications de la main d'œuvre de ce secteur portent surtout sur les longues périodes d'activité avec peu, voire pas de pauses et les salaires extrêmement bas et les licenciements sans préavis ni compensations. Le travailleur moyen dans le secteur HORECA gagne, en moyenne, 5 dollars australiens (3) pour une journée de huit heures de travail. Il arrive souvent que le personnel travaille plus que les huit heures prévues et, même parfois, six ou sept jours sur la semaine.

Les travailleurs de la construction aussi, ont récemment formé un groupe suite à leurs expériences avec les compagnies étrangères et leurs revendications concernent la santé et la sécurité sur les chantiers. Depuis lors, ils travaillent avec LAIFET pour résoudre ces conflits. L'une des principales exigences dans ce secteur concerne les salaires.

La plupart des ouvriers sont considérés comme non qualifiés par les entreprises étrangères et touchent ainsi le salaire minimum. Beaucoup d'entre eux sont pourtant qualifiés. Les entreprises étrangères refusent seulement de reconnaître ces qualifications. Elles imposent souvent aux ouvriers de travailler avec du matériel étranger et appliquent leurs normes étrangères pour déterminer les niveaux de qualifications. Un couvreur est-timorais peut, par exemple, être surqualifié pour travailler dans la construction de simples tôles ondulées. Les entreprises étrangères n'en tiennent absolument pas compte et la formation n'est pas considérée comme une priorité par ces dernières.

Les marges bénéficiaires des entreprises étrangères sont extrêmement importantes, car jusque là il y a peu, le Timor oriental était une zone exempte de taxes. En maintenant les salaires le plus bas possible par l'embauche d'un grand nombre de travailleurs étrangers, et en utilisant du matériel peu coûteux, les entreprises étrangères ont écoulé vers l'extérieur du pays une bonne partie de l'argent destiné à la reconstruction, et ainsi, n'ont pas contribué au redressement de l'économie locale ni au soutien aux familles. Ces différents problèmes sont discutés entre LAIFET et les travailleurs, qui essaient actuellement de mettre en place leurs différentes organisations.

Vers une législation du travail

Peu de travailleurs reçoivent un véritable contrat et si contrat il y a, celui-ci est rarement rédigé dans une langue qu'ils comprennent. Les ouvriers recevaient rarement l'opportunité de négocier leurs salaires et conditions de travail et n'étaient pas inclus dans les discussions et forums. Grâce à l'aide de l'organisation internationale des travailleurs ILO et du Conseil des Syndicats australiens ACTU, une structure tripartite fut mise en place afin de négocier un salaire minimum et des conditions acceptables, ainsi que les lois et règlements futurs. Cette structure comprend l'ONU et le gouvernement de transition du Timor oriental, LAIFET et d'autres organisations de travailleurs, l'association des entrepreneurs (ASSET) ainsi que des représentants de l'organisation des droits de l'homme, de la société civile et de l'Eglise catholique, qui jouit d'une grande influence dans l'île.

Alors que d'énormes progrès étaient faits dans le développement de ces lois et règlements, de grandes complications sont apparues suite à l'incapacité de l'ONU de soutenir le processus. Toutes les organisations du Timor oriental, y compris l'ASSET, ont dû se battre intensément pendant les négociations, afin de créer l'espace nécessaire pour que chacun puisse prendre part au débat. L'ONU avait unilatéralement pris l'initiative d'écrire elle-même les lois et d'organiser, par après, une brève période de 'consultation'. Les organisations du Timor oriental pensent avoir le droit d'écrire leurs propres lois et règlements et être plus aptes à créer un système de travail approprié à leur pays. Même la traduction des brouillons en anglais des Nations unies s'est avéré un obstacle majeur pour le Mouvement du Travail du Timor oriental.

Il n'y a pas de systèmes d'attributions de salaires minimums, ni de réglementations pour les travailleurs du Timor oriental. Selon l'Autorité provisoire des Nations unies au Timor oriental (Untaet), les travailleurs sont soumis à la 'réglementation n°1', une loi indonésienne sur les conditions de tra-

vail. Mais les Nations unies ne sont pas disposées à rendre cette loi applicable. Et puisque le système des tribunaux est encore en cours de création au Timor oriental, les travailleurs ne disposent d'aucun recours pour résoudre ces conflits. C'est pourquoi LAIFET et le mouvement du travail mènent de nombreuses actions – de la rédaction de pétitions aux manifestations – afin d'acquiescer des avantages pour les travailleurs. Ils ont également fait appel à l'organisation des droits de l'homme et à la société civile pour demander assistance.

Les Est-Timorais face aux entreprises étrangères

Il est souvent avancé au sein de l'ONU et des entreprises privées, que les salaires et conditions de travail au Timor oriental doivent rester précaires si l'on veut que le pays soit viable dans le futur. Ils prennent peu en compte le coût de la vie pour les familles du pays suite aux circonstances actuelles ou la poussée inflationniste apportée par la présence étrangère sur le marché local. Que le Timor oriental soit viable dans le futur est effectivement essentiel, si l'on parle de salaires et de conditions de travail, mais il est tout aussi important, pour les familles, de pouvoir mener aujourd'hui une vie décente. Les travailleurs du Timor oriental et LAIFET se préoccupent beaucoup d'avoir été exclus de ces négociations et de s'être vu refuser l'accès à des documents comme les études de marchés sponsorisées par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD).

L'ONU et les entrepreneurs parlent de diminutions de salaires. Le mouvement des travailleurs et d'autres organisations populaires ont eu ici une réponse claire : ils ne veulent purement et simplement pas en entendre parler tant qu'il n'y aura pas de contrôle sur les prix du marché. Les taxis et propriétaires de petits bus ont déjà manifesté, à de nombreuses reprises contre l'augmentation du prix du carburant, réduisant sensiblement leurs bénéfices. Les petites entreprises familiales et les sociétés à personne unique se plaignent de leur situation économique particulièrement difficile : tous les contrats importants sont immédiatement acquis par les entreprises étrangères. Malgré leurs qualifications et expériences professionnelles, les autochtones ne sont acceptés dans ces entreprises que comme subalternes. LAIFET considère les agriculteurs, les ouvriers des plantations de café, les jardiniers, les pêcheurs, les éleveurs, les vendeurs de carburants et les chauffeurs de taxi comme de véritables travailleurs. Leur niveau de vie doit aussi être contrôlé par les mécanismes du marché. Selon LAIFET, ces groupes doivent s'organiser, collaborer avec d'autres groupes pour trouver des solutions aux problèmes importants, qu'ils partagent

d'ailleurs avec d'autres, dans d'autres secteurs.

Prendre part à la reconstruction

Il n'est pas seulement question pour LAIFET de salaires et de conditions de travail mais aussi, et surtout, de meilleures conditions de vie pour les travailleurs est-timorais et leurs familles. Les Est-Timorais se sont battus pendant des décennies pour pouvoir décider eux-mêmes de leur avenir. C'est pourquoi, il est important de créer un mouvement du travail efficace, qui se préoccupera que les travailleurs, les entreprises et les mouvements de base puissent jouer un rôle central dans le développement du pays. Les travailleurs sont actuellement confrontés à de nombreux problèmes : le droit au travail, le droit à un travail certain et à durée indéterminée, la garantie d'un contrôle efficace des prix, des conditions de travail sécurisées et saines, l'accès aux soins de santé et à l'enseignement, pour eux et leurs familles, l'accès à l'eau potable et à une nourriture suffisante et surtout, la possibilité de construire à nouveau leur vie quotidienne dans un pays dévasté.

Dans un futur immédiat, LAIFET se concentrera sur l'enseignement et le soutien aux membres des mouvements de travailleurs, plus précisément concernant les droits du travail, l'organisation des syndicats, le travail d'influence en temps que groupe de pression, la résolution des conflits liés au travail, la santé et la sécurité sur le lieu de travail. LAIFET veut être une organisation politiquement indépendante. Elle veut apporter sa contribution au développement d'un mouvement du travail au Timor oriental, qui puisse être indépendant et qui puisse jouer pleinement son rôle dans la reconstruction du pays.

(1) : LAIFET, ou Labour Advocacy Institute of East Timor, a pour but principal de soutenir des organisations de travailleurs au Timor oriental au niveau de l'organisation, de la formation et en tant que groupe de pression. Le directeur de LAIFET est Eusebio Guterres.

Contact : Téléphone +61 (0)419 417 327 – e-mail laifet@hotmail.com

(2) : L'APHEDA (Union Trade Abroad) est l'organisation de solidarité du Conseil des Syndicats australiens (ACTU). Cette organisation syndicale australienne mène plusieurs programmes dont formations professionnelles, formations et développements d'organisations syndicales, formations du personnel de la santé et de l'enseignement. L'ACTU est surtout actif en Asie du Sud-Est et a, dans ces pays, différents partenaires. Vous pouvez contacter l'ACTU au Timor oriental aux numéros suivants : +61 (0)407 380 850 ou +61 (0)407 001 699.

E-mail : apheda@topend.com.au. Le quartier général d'ACTU se trouve à Sydney : téléphone : +61 2 9264 9343 – e-mail : apheda@labor.net.au.

(3) : 1\$ australien = 23fb (0,58 euro) (août 2001)

Un long combat contre les traditions patriarcales

Au Timor oriental, la situation des femmes reste encore très dépendante de quantité de facteurs culturels, notamment l'existence d'une société patriarcale rigide. La colonisation portugaise et l'occupation indonésienne ont grandement influencé la place de la femme dans la société est-timoraïse. Mais à côté de ces facteurs coloniaux, la culture locale (très féodale) est d'une importance essentielle : les femmes ont très peu de possibilité de mouvement dans leur vie quotidienne et ne sont vraiment pas avantagées dans cette société.

La communauté locale restreint grandement la liberté des femmes. La pensée dominante est que la place de la femme soit à la maison où, dans l'attente d'une demande en mariage, elle doit satisfaire à toutes les tâches ménagères, comme le tissage du *tais* (vêtement traditionnel), le tressage du *kohe* (panier traditionnel dans lequel les familles conservent la nourriture et les objets précieux), la broderie ainsi que d'autres tâches « typiquement féminines ».

C'est la tradition et c'est encore ainsi que la situation est restée durant la longue colonisation portugaise. La communauté locale n'était pas consciente que cette tradition opprimait les femmes et les limitait dans leurs libertés. Ce n'est que dans un groupe limité de familles, comme les "liurai" (les rois locaux), que les femmes ont eu la possibilité de suivre une formation. Ce qui a d'ailleurs entraîné

une discrimination entre elles. Celles qui avaient étudié regardaient d'un air hautain celles qui n'avaient pas eu la chance d'aller à l'école. Et cela n'a certainement pas contribué à unir les femmes, dans leur opposition à un système peu favorable envers elles.

De cette manière, les femmes ont été opprimées durant toute la colonisation portugaise. Celle-ci s'est rendue la vie facile en se rapprochant étroitement de la culture et des traditions du peuple est-ti-

morais. Les Portugais ont respecté la position dominante des "liurai", ce qui explique pourquoi ils ont pu se maintenir plus de 450 ans dans le pays.

Droit coutumier et tradition

Selon la tradition populaire, les femmes étaient mariées. Les parents de la future épouse étaient très heureux si l'homme qui la demandait en mariage était originaire d'une bonne famille et pouvait payer la *barlaque* (1). A la fin des années 60, début des années 70, l'intérêt pour cette pratique diminua

peu à peu, mais elle n'a cependant jamais entièrement disparu. La tradition imposait aux jeunes filles et aux femmes de rester à la maison pour se préparer au mariage. Dans certaines régions, comme à Lospalos, lorsqu'elle était encore très jeune (2), la femme devait épouser l'homme (*jodoh*) choisi

par ses parents. Cette pratique existe encore aujourd'hui dans certaines familles respectant toujours la tradition et le droit coutumier (*adat istiadat*). Beaucoup de traditions est-timoraises sont hostiles aux femmes. Dans un mariage arrangé, il est absolument normal que la femme soit confrontée à la violence. Il est rare qu'un homme soit critiqué pour sa violence envers son épouse.

Par tradition également, les femmes sont exclues des processus de décision, qui – à tous les niveaux –



sont aux mains des hommes. Ce processus de décision est appelé *chefes de suco* par la population locale (3). Au sein de la famille, toutes les décisions importantes sont également prises par l'homme.

Victimes de la violence indonésienne

Durant l'occupation militaire indonésienne, les femmes ont particulièrement souffert; une multitude d'entre elles se retrouvèrent veuves, suite au décès ou à l'emprisonnement de leur mari. Beaucoup ont perdu leurs enfants, ont été victimes de viols systématiques par les militaires indonésiens, sont obligatoirement devenues les concubines de ces militaires, voire même leurs épouses. Il était particulièrement facile pour ces militaires de violer une femme est-timoraise. Il suffisait de l'accuser d'avoir participé au mouvement de résistance clandestin. De tels crimes contre des femmes n'ont jamais, juridiquement, été poursuivis. Les organisations de femmes existantes ont rarement mené des campagnes revendiquant la place de la femme dans la société et la politique. Ces points ne venaient jamais à l'agenda politique, ces femmes luttèrent surtout pour essayer de mettre fin à la violence de l'armée indonésienne envers elles.

Les femmes est-timoraises ont aussi été confrontées à toute une série de problèmes spécifiques : l'accès aux soins de santé, l'enseignement, leur place dans l'économie et le système juridique. Ainsi, beaucoup d'entre elles ont été victimes de contraceptions forcées.

Le planning familial ou plutôt le contrôle des naissances : tel était l'un des principaux soucis officiels de la politique de santé indonésienne. Les Indonésiens ne se préoccupaient nullement des revendications des femmes est-timoraises.

Voilà, entre autres, pourquoi la prise de conscience des femmes est-timoraises a été problématique et très lente. Il s'agit en premier lieu, d'une conséquence de l'analphabétisme. Selon les chiffres les plus récents du CNRT, 63% de la population est-timoraise est analphabète, dont la majorité sont des femmes (64%). Pendant l'occupation militaire indonésienne, peu d'attention était portée sur l'analphabétisme. Tous les efforts étaient concentrés sur la lutte contre l'occupation militaire et les violations des droits de l'homme.

Naissance du mouvement des femmes

Après le coup d'Etat du 25 avril 1974 à Lisbonne, la situation au Timor oriental s'est très vite transformée. La population de la colonie a finalement reçu la liberté de constituer ses propres organisations politiques. Un seul parti, le FRETILIN, avait une organisation de femmes : l'OPMT (*Organizaçao*

Popular das Mulheres de Timor ou Organisation Populaire des Femmes Timoraises), qui a commencé la lutte pour l'émancipation de la femme. Mais les *buibere* (4) de l'OPMT ne jouaient pas un rôle important au sein du FRETILIN, même si, lors des assemblées générales du parti, il y avait souvent autant de femmes que d'hommes présents. Rosa Muki Bonaparte, une étudiante rentrée du Portugal début 1975, a été la force motrice de l'OPMT et la première présidente de l'organisation. Membre du comité central du FRETILIN, c'est à ce titre qu'elle a pris part aux négociations de mai 1975 menées au Portugal au sein de la commission de décolonisation sur l'indépendance du Timor oriental. Rosa Muki Bonaparte décrit le rôle du mouvement des femmes comme suit : « *L'OPMT est une organisation du front pour l'indépendance du Timor oriental (FRETILIN), qui propose aux femmes, dans la mesure du possible, de prendre part à la révolution. La mise en place de l'OPMT a un double objectif : en premier lieu, la participation des femmes à la lutte contre le colonialisme, et en deuxième lieu, leur participation à la lutte contre toutes les formes de répression et de discrimination que les femmes est-timoraises ont subies durant le régime colonial.* » (5) »

A côté de Rosa Muki Bonaparte, Vicente 'Sahe' Reis a également joué un rôle important au sein du nouveau mouvement des femmes. Elle a commencé à les organiser à Bucoli, sa région natale, dans les environs de Bacau. Elle a plaidé, au sein de la population locale, pour l'émancipation de la femme et a pris une série d'initiatives dans la lutte contre l'analphabétisme. Lors de l'invasion de l'armée indonésienne le 7 décembre 1975, Rosa Muki Bonaparte était parmi les nombreux combattants du FRETILIN à risquer sa vie. Les activistes de l'OPMT se joignirent à la guérilla. Elles prirent parfois part à la lutte armée, à la logistique, s'occupèrent des enfants des guérilleros morts au combat et organisèrent des campagnes d'alphabétisation. Dans les années 70 et 80, aucun groupe actif ne s'est engagé pour l'émancipation de la femme. Le CNRM, qui sera rebaptisé plus tard CNRT, est créé en 1989. Au sein de la plate-forme CNRT, se trouvait aussi une organisation de femmes, l'OMT (*Organizaçao das Mulheres de Timor*). L'OMT a, en premier lieu, été impliquée dans le travail politique clandestin de la lutte pour l'indépendance du Timor oriental.

Renouveau après le référendum

Une nouvelle organisation de femmes a été fondée le 18 juillet 2000 : le FOKUPERS (*Forum Komunikasi Untuk Perempuan Timor Lorosa'e* – forum de communication pour les femmes du Timor oriental). La nouvelle organisation a apporté

trois priorités à l'agenda : plus de pouvoir et de prises de parole pour les femmes, la lutte pour leurs droits fondamentaux et des mesures contre la violence à leur égard. FOKUPERS est une organisation non gouvernementale (ONG) qui vise principalement à soutenir et à défendre les veuves de guerre, les prisonnières politiques, les épouses de prisonniers politiques et les femmes victimes de violences par l'armée d'occupation indonésienne.

En ce moment, d'autres mouvements de femmes sont actifs au Timor oriental : le GERTAK (mouvement contre la violence envers les femmes), qui a entre temps changé de nom en ET-WAVE (East Timorese Women Against Violence and for the Rights of Women and Children – les femmes est-timoraises contre la violence et pour le droit des femmes et des enfants). Le GERTAK/ET-WAVE est une ONG créée le 25 novembre 1998, lorsque le Timor oriental était encore sous la coupe du régime indonésien. La naissance de ce mouvement de femmes allait de pair avec le 'Jour contre la Violence envers les Femmes', une manifestation publique contre la violence envers les femmes sous toutes ses formes. D'autres organisations sont aussi apparues : l'ISMAIK (Institut des Sœurs du Christ) d'inspiration chrétienne, PAS (Prêt à Servir), GFF-STL (une organisation de jeunes femmes, qui fait partie du mouvement étudiant est-timorais). Il existe encore d'autres organisations plus spécifiques, qui sont actives sur un thème précis, comme l'amélioration de la position économique de la femme. Après le référendum du 30 août 1999, où la majorité de la population s'est prononcée pour la séparation avec l'Indonésie, le mouvement des femmes est entré dans une nouvelle phase. Les efforts se sont de plus en plus concentrés sur des problèmes spécifiques. Et depuis que l'UNTAET (l'administration provisoire de l'ONU) a pris le pouvoir au Timor oriental, les organisations de femmes se réunissent pour défendre les droits des femmes dans tous les domaines.

Il s'agit d'une nécessité, car l'UNTAET n'a que peu d'intérêt pour la situation et les droits des femmes en particulier. Du côté des autorités, on argumente qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Pour le mouvement des femmes, il est de première importance de faire entendre leur voix et d'être mieux représentées dans le processus décisionnel. Quoi qu'il en soit, l'UNTAET a décidé en février 2000, de nommer un conseiller pour une politique en faveur des femmes. Cela n'empêche pas que le problème des femmes n'est pas une priorité pour la reconstruction. Dans le meilleur des cas, les problèmes concernant la position et l'émancipation de la femme reçoivent, de temps en temps, une place dans l'agenda politique. C'est pourquoi les organisations

de femmes est-timoraises ont décidé de fonder un réseau national, qui a organisé, du 14 au 17 juin 2000, le premier 'Congrès National des Femmes du Timor oriental'. L'objectif de ce congrès était d'analyser la situation actuelle et de travailler sur une future stratégie des femmes est-timoraises en vue de l'obtention de plus de pouvoir et du droit à la parole. Des déléguées des treize districts du Timor oriental prirent part au Congrès. Plusieurs priorités importantes ont été fixées (voir encadré).

Il reste énormément de travail pour le mouvement des femmes afin que toutes ces priorités soient traduites par des décisions politiques. Dans cette phase complexe de reconstruction et de transition vers une indépendance formelle, les droits des femmes ne se trouvent pas en premières lignes de l'agenda politique. Certains problèmes des femmes ne sont discutés que suite à des pressions directes, et certainement pas par pur intérêt de la part des responsables politiques. Depuis la fin du conflit, il y a trop peu d'intérêts pour les exigences des femmes, et celles-ci ne sont toujours pas considérées comme des partenaires à part entière dans le processus politique et social. Dans le futur Timor oriental indépendant, les droits des femmes, la démocratie et l'égalité des chances devront mériter toutes les attentions. Tout cela est primordial pour une société qui vient de sortir d'un conflit dévastateur.

Adalijza Magno

(*) **Adalijza Magno** travaille pour le *Sahe Institute for Liberation (SIL)*, elle dirige le département lobby et campagnes concernant les droits des femmes, des ouvriers et des paysans ainsi que l'endettement. Cette ONG est-timoraise tire son nom de Vicente 'Sahe' Reis, un célèbre activiste dans le mouvement de libération FRETILIN durant les années 70.

- (1) 'Barlaque' ou dote payée par la famille de la mariée sous forme d'or, de bétail (vaches, porcs, chevaux) ou de terres.
- (2) 'Jodoh' signifie littéralement : partenaire à vie. Le mot a aussi la signification de partenaire 'pré-déterminé'.
- (3) 'Chefes de suco' sont les chefs de villages traditionnels.
- (4) 'Buibere' signifie en est-timorais 'femmes révolutionnaires'.
- (5) Rosa Muki Bonaparte, 'Women in East Timor', Direct Action, n° 197, 4 mars 1976.

Les femmes est-timoraises mettent leurs priorités sur la table

Lors du premier 'Congrès National des Femmes du Timor oriental', du 14 au 17 juin 2000, le mouvement est-timorais des femmes a proposé les priorités suivantes :

• **Participation au processus décisionnel politique** : des mécanismes garantissant la participation de la femme à tous les niveaux du processus décisionnel doivent être développés. C'est une condition pour renforcer la position des femmes et améliorer considérablement la situation.

• **Système législatif et juridique** : Les droits des femmes doivent être ancrés dans le futur système législatif du Timor oriental, tout comme la convention internationale concernant l'abolition de la discrimination des femmes. Toutes les formes de discriminations des femmes doivent être bannies de la législation. Le nouveau système législatif ne peut en aucun cas s'inspirer de la législation indonésienne, qui ne leur garantissait aucune protection juridique ou législative. Les actes de violence envers les femmes – avant et après le référendum du 30 août 1999 – doivent, dans un avenir proche, être poursuivis en justice. Les témoins dans ces affaires judiciaires doivent recevoir toute la protection légale. Des lois doivent être votées afin de protéger les femmes de la violence au sein de la famille ainsi que de la violence sexuelle.

• **Constitution** : les femmes doivent prendre part activement à la création d'une Constitution pour le Timor oriental indépendant. Des représentantes d'organisations de femmes doivent pouvoir prendre part, durant cette période de transition, à la création de la nouvelle Constitution. Les femmes doivent être impliquées dans toutes les consultations à propos de ce travail législatif.

• **Dédommagement** : les femmes qui ont été victimes de violence durant les 24 ans de l'occupation indonésienne doivent recevoir une indemnisation équitable.



• **Santé publique** : Des programmes de santé tenant compte des besoins fondamentaux des femmes doivent être mis en place. Une médecine pour les femmes et un planning familial doivent être organisés de manière démocratique et prendre en compte le principe du libre choix des femmes.

• **Enseignement et alphabétisation** : Des programmes d'enseignement et d'alphabétisation particuliers doivent être développés pour les femmes de tout âge. 64% des illettrés du Timor oriental sont des femmes. Les jeunes filles et les femmes doivent être encouragées à suivre l'enseignement fondamental, secondaire et supérieur.

• **Droits économiques** : Vu que le Timor oriental a un système patriarcal fixe, les droits économiques des femmes sont limités et doivent être garantis dans la future législation : droit à la propriété terrienne, droit d'accès aux richesses naturelles du pays, égalité des chances sur le marché du travail, protection des droits au travail des femmes. L'économie du Timor oriental ne doit pas oublier le peuple. L'économie de base doit être renforcée et les femmes doivent, sur ce plan, avoir les mêmes droits.

• **Média et information** : les femmes doivent jouir du droit à la liberté d'expression. Elles doivent donc avoir accès aux médias et aux nouvelles technologies de la communication. En ce sens, des programmes de formation doivent être mis en place et un travail de recherche doit être effectué. La liberté de la presse doit être assurée et les médias doivent établir des règles afin d'éviter les stéréotypes à l'égard des femmes et de dévoiler correctement les violences à leur égard.

Justice et réconciliation, processus ou produit d'exportation?

Le chantier de la justice au Timor oriental est très important et terriblement complexe. Il y a d'abord la mise en jugement des personnes qui ont commis de graves crimes (meutres, viols) dans la période qui a directement suivi le référendum du 30 août 1999. Cette question concerne d'ailleurs aussi l'Indonésie. Justice doit être faite, dans l'intérêt des victimes, mais aussi pour l'avenir du Timor oriental.

Les Est-Timorais n'ont de cesse de rappeler combien il importe que la vérité soit faite sur les responsabilités de l'armée indonésienne et que les chefs des milices sanglantes qui ont trouvé refuge en Indonésie soient poursuivis. Il serait d'ailleurs difficile pour les Est-Timorais d'accepter une répression limitée et, somme toute, indulgente pour les auteurs ou les complices de tant de souffrance, si les grands responsables demeurent impunis (1). C'est effectivement une affaire de justice. A côté de cela, il y a tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont été impliqués dans les différents événements de 1999, sans s'être réellement rendu coupables de crimes graves. Ces personnes sont trop nombreuses pour être poursuivies et jugées. Plutôt que de proclamer des peines, les leaders est-timorais estiment – avec sagesse – qu'il est plus important que la vérité soit faite entièrement et que ces personnes soient réintégrés dans la société au prix, par exemple, de travaux gratuits d'intérêt public. Il y a aussi tous ceux qui sont en situation inconfortable car ils ont adopté une attitude de collaboration pendant l'occupation indonésienne. Ils n'ont pas pour autant commis de crimes, mais leur position au sein de leurs communautés est parfois précaire. Une partie d'entre-eux sont encore au Timor occidental et hésitent à revenir au pays. A leur égard aussi, il importe de songer à ce que les choses soient dites avant leur réintégration dans leurs communautés.

Une 'Commission Vérité'

C'est en fait toute la problématique de la réconciliation, à juste titre, si chère aux leaders est-timorais. Ceux-ci suggèrent la création d'une 'Commission Vérité et Réconciliation' et souhaitent

faire appel aux coutumes est-timoraises, riches en mécanismes de résolution des conflits par le dialogue et la médiation. Voilà pour les premiers défis. Mais, ce n'est pas tout. L'occupant indonésien n'a jamais établi d'institutions judiciaires est-timoraises, ni formé des magistrats ou des avocats est-timorais. Il n'y a pas d'appareil de justice et tout est à construire. Partant de rien, la première étape est de doter le Timor oriental des premières lois indispensables et de mettre en route un processus législatif pour la production des lois qui s'avèrent nécessaires. En la matière, certains sujets sont épineux. On peut citer la question foncière, si importante dans un pays essentiellement agricole. 50% des conflits seraient de nature foncière. Cette situation se comprend aisément dans un pays où l'enregistrement des propriétés n'a jamais été systématique, mais où deux prétendants à une terre peuvent exhiber un document de propriété, qui portugais, qui indonésien... Ensuite, il faut s'atteler à l'œuvre complexe de la mise en place d'un appareil judiciaire qui demande des compétences spécifiques et qui ressemblerait à une mécanique d'horlogerie, dont un seul rouage grippé peut affecter toute la mécanique.

D'énormes défis

On peut épingle certaines des difficultés qui rendent la tâche si ardue : le manque cruel de juristes est-timorais expérimentés – et d'ailleurs de juristes en général –, la contradiction entre la nécessité de rendre justice rapidement et le lent processus de (re)construction, le problème des différentes langues. Le tetum est la langue vernaculaire, mais il est peu pratique pour les relations internationales et

il s'accommode mal avec les termes techniques, notamment juridiques. L'indonésien est très répandu, mais il y a de fortes réticences à son égard. L'anglais n'est pas très répandu, mais il est en extension et présente l'avantage d'être international. Le portugais a été choisi officieusement comme langue officielle, sans être beaucoup utilisé ni avoir de dimension internationale en tout cas dans la région... On ne se rend pas assez compte des montants astronomiques engloutis dans les questions de langues (interprètes, traducteurs, impression des documents en plusieurs langues, etc.), ni des conséquences que cela entraîne. Par exemple, l'Union Européenne préfère ne pas diriger son aide vers l'éducation, secteur pourtant important, pour ne pas avoir à gérer une question aussi délicate, dans laquelle bon sens et "choix du cœur" ne font pas toujours bon ménage.

L'ONU comme puissance juridique...

Où en est-on vingt-deux mois après l'installation de la mission des Nations Unies (UNTAET) (2)? A première vue, l'UNTAET n'a pas démerité. Les premiers procès d'Est-Timorais impliqués dans les événements de 1999 ont eu lieu au début de cette année. Ils ont été menés par un tribunal mixte (composé de deux internationaux et d'un Est-Timorais), à Dili. Ce résultat est le fruit d'un processus qui a commencé par l'adoption par l'UNTAET de règlements ayant force de loi (les *regulations*) précisant que le droit applicable était le droit indonésien, sous réserve de sa conformité avec les conventions internationales en matière de droits de l'Homme ou de l'adoption de *régulations* contraires. D'autres règlements ont suivi, notamment sur la création et l'organisation des tribunaux répartis en quatre districts à Dili, Baucau, Suai et Oecussi et d'une cour d'appel à Dili. Trois de ces tribunaux de districts ont commencé à fonctionner. Ils sont composés de juges nationaux, sauf s'il s'agit de crimes graves commis à l'occasion du référendum, pour lesquels statue une juridiction mixte siégeant à Dili. Un Service des poursuites, équivalent du Parquet, et composé d'internationaux et d'Est-Timorais, a également été créé. Outre les internationaux, ces tribunaux et services, ainsi que l'administration onusienne elle-même, emploient une cinquantaine de juristes est-timorais. Il y a aussi une petite vingtaine d'avocats, dont onze sont appointés par l'UNTAET en qualité de défenseurs publics. Tout ce petit monde fait l'objet de diverses formations, séminaires et autres initiatives prises pour en renforcer la compétence.

Valoriser les traditions

Entre autres, l'UNTAET se préoccupe aussi de la question foncière et a mis sur l'établi une *regula-*

tion en la matière. La mission onusienne se penche également sur la manière de valoriser les modes traditionnels de résolution des conflits. En effet, ceux-ci ont traversé les périodes d'occupation étrangère et permettent de faire l'économie d'un système judiciaire trop lourd dans un contexte de pénurie.

Par ailleurs, des mécanismes de concertation avec les Est-Timorais ont été mis en place. On peut en donner un exemple de taille avec l'installation, en juillet 2000, d'un Cabinet de Gouvernement Transitoire et d'un Conseil National composés de trente-trois représentants des "organisations relevant de la société civile est-timoraise". Ces instances n'ont cependant aucun pouvoir de décision, le dernier mot étant toujours celui de l'Administrateur de l'UNTAET.

"Ca ne marche pas bien"

Le bilan n'apparaît donc pas désastreux... Et pourtant, "ça ne marche pas bien" et, pour l'avenir, l'inquiétude est de mise. Pourquoi cet enthousiasme si relatif après les premiers jugements, alors qu'ils symbolisent la fin de l'impunité et la justice en marche? Pourquoi l'ONG est-timoraise qui étudie sérieusement les coutumes, ne travaille-t-elle pas main dans la main avec les experts onusiens qui planchent sur la question? Pourquoi cette tiédeur est-timoraise face aux travaux de l'UNTAET sur la mise sur pied d'une Commission Vérité et Réconciliation, alors que c'est leur idée? Pourquoi si peu d'engouement en général de la part des Est-Timorais pour le travail de l'UNTAET? La situation est telle qu'il n'est plus rare d'entendre parler dans les rues de Dili, avec un sourire ou de l'agacement, "d'occupation transitoire" et non plus d'administration transitoire. Comment l'expliquer?

La tyrannie de l'agenda onusien

L'administration onusienne commet des mal-adresses. Par exemple, une Cour de justice d'Australie avait envoyé au tribunal de Dili plusieurs centaines de rames de papier portant fièrement la mention "don au tribunal de Dili". Le cadeau était précieux, le tribunal étant en chômage technique par défaut de fournitures. Le service des affaires judiciaires de l'administration onusienne, lui-même grand consommateur de papier, les avait gardé pour lui car il s'estimait le premier concerné par la justice. Les rames avaient été entreposées dans le hall d'entrée, fréquemment traversé par les juges est-timorais... Incident peut-être, mais malheureux. Plus grave est ce qui s'est passé en fait de concertation avec les Est-Timorais. Par exemple, le service des affaires légales de l'UNTAET a estimé utile de rédiger un nouveau code de procédure pénale. C'est un texte important. L'ouvrage achevé

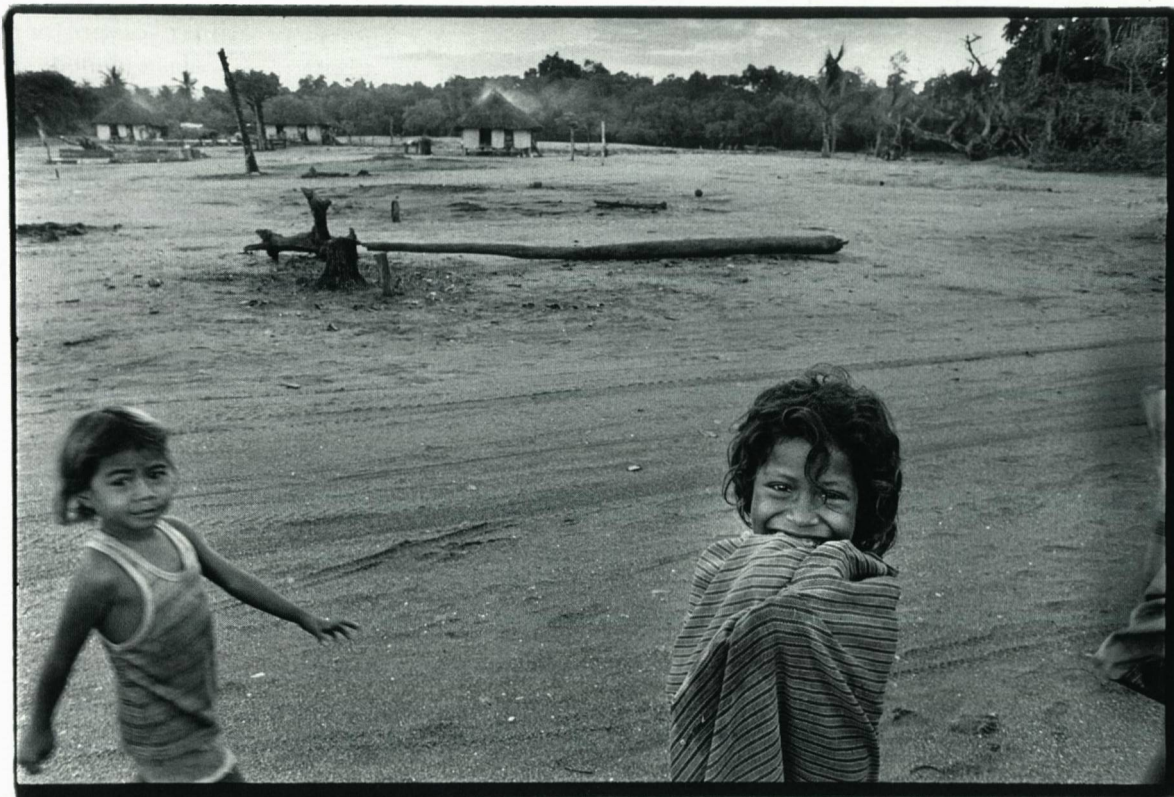
est soumis aux Est-Timorais une fin d'après-midi, étant entendu que la réunion de concertation était fixée le lendemain matin! Après une nuit de travail, arrive le moment de la rencontre où les Est-Timorais s'apprêtent à livrer leurs commentaires, d'abord sur le premier article.

Mais non, il n'en était pas question! Le projet de *regulation* devait être transmis à New York dès midi et seule une discussion générale était envisageable. Cette fois, il ne s'agit plus d'une maladresse, d'autant que la mésaventure s'est très régulièrement

tuations de crise et le développement durable, entre l'exportation de modèles et le soutien aux projets endogènes.

Pensée unique

Il semble qu'on peut d'abord faire une remarque de bon sens. Il est évidemment très difficile de transférer une expérience inexistante. Comment l'UNTAET pourrait-elle transmettre le savoir faire et l'expérience de la gestion d'un pays alors que, de



produite. La tyrannie de l'agenda onusien peut sans doute l'expliquer, mais pas le justifier. Malgré leur gravité, ces incidents seraient anecdotiques et ne mériteraient pas d'être repris ici s'ils n'illustraient quelque chose de beaucoup plus fondamental.

"(...) Le Timor est le mandat le plus ambitieux jamais confié à l'ONU. (...) (le Conseil de Sécurité) a omis de nous donner un manuel d'instruction. Or, il s'agit de gouverner un territoire. C'est la première fois (...). Nous avons donc improvisé. (...)" répondait en décembre dernier Sergio Vieira de Mello, le chef de l'UNTAET, à un hebdomadaire bruxellois (3). Dans un article voisin de celui-ci, Jarat Chopra montre combien Monsieur Vieiro de Mello dit vrai, et combien le fossé est profond entre gouverner un pays – ce que tente de faire l'UNTAET –, et assister un projet de société pour qu'il existe. En réalité, c'est toute la dialectique entre la substitution et le partenariat, entre la gestion de l'urgence et des si-

son aveu, elle apprend ce métier au jour le jour? Plus fondamentalement, le problème est d'ordre politique et il n'est pas sans lien avec le phénomène de la "pensée unique". Le point de départ est la notion d'Etat de droit. L'Etat de droit est devenu à la fois l'objectif et le critère absolu des interventions internationales comme celle au Timor. Or cette notion a perdu toute historicité. Les termes "Etat de droit" désignent aujourd'hui un Etat non interventionniste, dont les dirigeants sont élus, qui garantit la liberté et la sécurité juridique des affaires, qui est exempt de tares comme la corruption et qui assure le respect des droits individuels tels qu'ils ressortent des conventions internationales. On peut ne pas voir malice à cette définition. Le problème est que cette définition est statique. Elle confond valeurs et traduction différenciée et endogène de ces valeurs selon les contextes spécifiques. Elle fait l'impasse sur la donnée historique fondamentale qui est qu'un Etat de droit ne peut qu'être le produit d'un

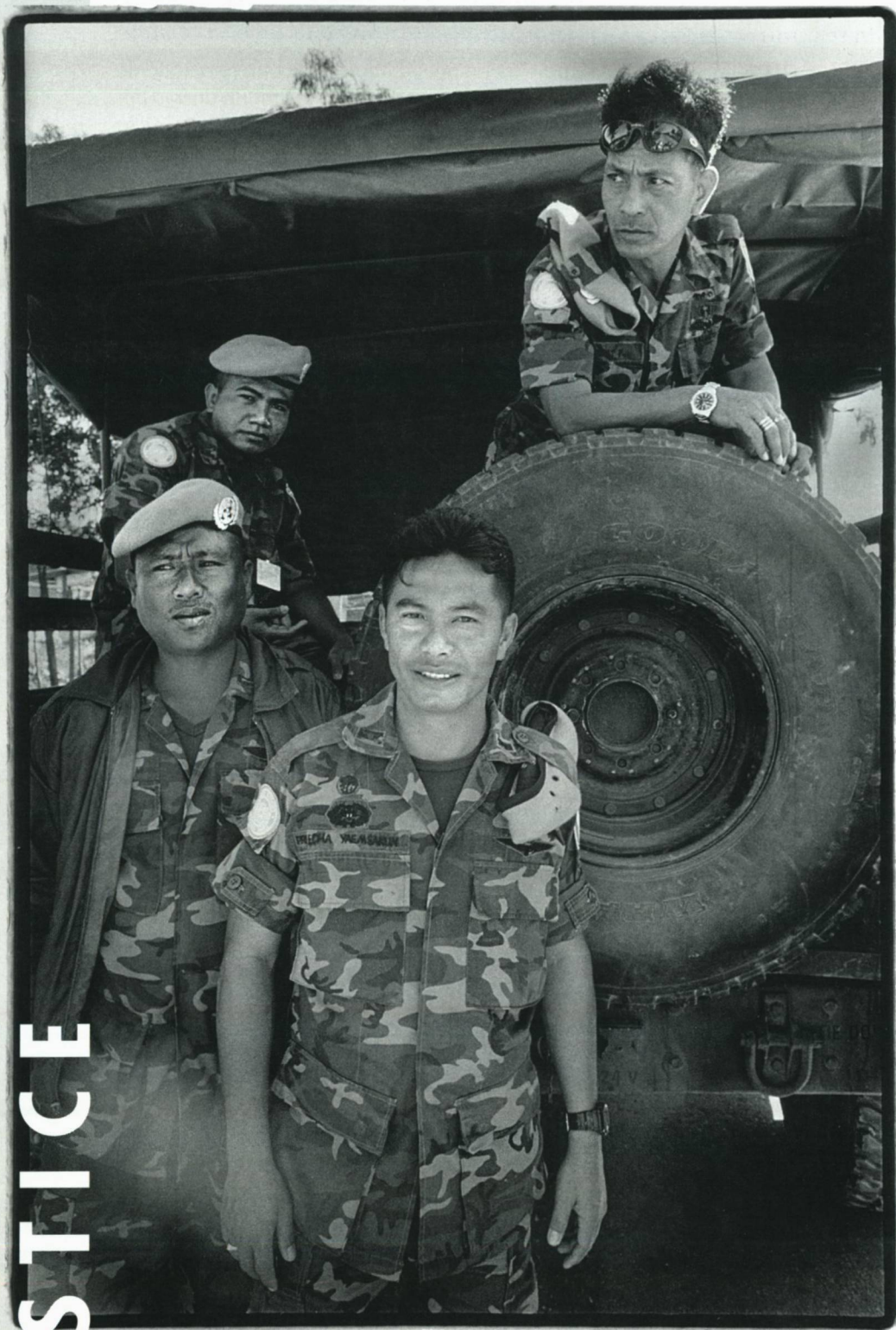
projet de société. En d'autres termes, un Etat de droit n'est pas un produit d'exportation "clé sur porte" qu'on modélise gentiment une fois arrivé sur place.

l'immense majorité des Est-Timorais reconnaissait comme tels –, en avaient dressé les lignes de force (4). Le CNRT (*Conselho Nacional da Resistencia Timorese*), sous la bannière de qui, 78,5% des Est-

Timorais ont voté lors du référendum, représentait l'interlocuteur légitime idéal, en attendant l'organisation d'élections. Si la mission onusienne avait été conçue comme une assistance technique au CNRT pour affiner son projet de société et le mettre en œuvre, la situation serait complètement différente de celle d'aujourd'hui. Il est vraisemblable que les difficultés n'auraient pas été moins nombreuses, notamment parce que le CNRT et les forces vives est-timoraises avaient – et ont d'ailleurs encore – beaucoup à discuter. Il n'est pas exclu que les résultats tangibles auraient été plus maigres. Toutefois, on aurait pu parler d'appui à un vrai processus d'autodétermination, premier germe de la société est-timoraise de demain.

La différence avec l'approche adoptée n'est pas faite que de nuances. Les effets indésirés en sont nombreux. Par exemple, on aurait sans doute mis plus de temps à écrire le code de procédure pénale, dont la naissance a été évoquée. Il aurait été moins formellement parfait, moins scrupuleusement conforme aux instruments internationaux,

mais mieux adapté aux réalités du pays et surtout, il ne serait pas considéré comme un projet onusien exogène au pays, mais reconnu comme une loi est-timoraise. On entend la grogne des Est-Timorais employés par l'UNTAET, s'estimant trop



L'ONU au Timor oriental : "apprendre chaque jour le métier..."

Véritable auto-détermination

Les Est-Timorais n'avaient sans doute pas de projet de société abouti. Cependant, leurs leaders – que

peu considérés par leurs homologues internationaux, et qui n'acceptent pas des émoluments cent fois inférieurs. Néanmoins, il est évident que les barèmes onusiens sont intenables pour un pays désargenté comme le Timor Oriental.

On ne peut pourtant pas donner tort à ces Est-Timorais car ils ont été appointés à titre individuel par l'administration onusienne pour remplir des tâches définies par elle et en son sein. Auraient-ils été engagés en qualité de premiers fonctionnaires ou magistrats d'une administration est-timoraise, qu'il aurait été possible de relier la question des rémunérations avec celle de l'édification progressive d'une société est-timoraise soutenable.

Les exemples peuvent être multipliés à l'infini. On doit y ajouter les effets pervers du choix onusien dans la composition de ses conseils et cabinets consultatifs. Par exemple, sous le motif de la recherche d'un panel représentatif de toute la société timoraise, le Conseil National est composé de représentants du CNRT (7), de chacune des églises chrétiennes (1), protestante (1) et musulmane (1), des organisations de femmes (1) et de jeunes (1), du forum des ONG timoraise (1), des associations professionnelles (1), du monde agricole (1), des affaires (1), du travail (1) et d'un représentant pour chacun des treize districts du pays (art. 3.2 de la *regulation* 2000/24 du 14 juillet 2000). A première vue, c'est magnifique. En réalité, on rend ainsi singulièrement plus difficile le débat politique au sein des Est-Timorais ainsi que les avancées en terme de projet de société. Il ne s'agit plus d'interface entre la société politique est-timoraise appelée à se responsabiliser et l'UNTAET, mais de fragmentation. Chaque groupe d'intérêt est appelé à défendre ses vues devant les instances onusiennes qui s'en font les arbitres.

Comment aller plus loin?

Que deviennent la justice et la réconciliation dans ce tableau? Il est devenu difficile d'évaluer l'impact, à moyen terme, des initiatives de la mission onusienne. En effet, ce n'est pas parce qu'on prend des *regulations* qui sont l'exacte traduction des conventions internationales les plus belles dans les valeurs qu'elles expriment, qu'on crée un droit est-timorais perçu comme grammaire commune de la société. Ni qu'on renforce les capacités des futurs acteurs politiques à inventer le droit lorsqu'il est inexistant ou critiquable. Engager un juriste est-timorais et l'asseoir dans un tribunal aux côtés de deux internationaux ne suffira sans doute pas pour que le peuple est-timorais considère que justice a été rendue en son nom. Quant à la Commission Vérité et Réconciliation ou à tout autre mécanisme de ce genre, peut-être vaut-il mieux attendre la fin de la période de transition pour la mettre en place, si on

veut qu'elle produise pleinement les effets sociopolitiques qu'on en attend...

Daniel de Beer

(*) Daniel de Beer est directeur de l'association 'Avocats sans Frontières'.

Avocats sans Frontières (ASF) est une organisation non gouvernementale de développement travaillant dans le domaine du droit, des droits de l'homme et de la justice. Outre des missions ponctuelles de défense, elle développe des projets à long terme au Rwanda, au Burundi et au Congo. Partant du constat de la nécessité d'appuyer le CNRT et les organisations est-timoraises dans la perspective de rendre effectif le droit à l'autodétermination, ASF prépare l'installation d'une mission au Timor oriental. Celle-ci se mettra au service du CNRT et d'associations est-timoraises, essentiellement pour renforcer l'appareil judiciaire qui s'installe (dans les domaines de la défense et de la documentation juridique), appuyer le processus de création d'une Academy of Law (qui fait défaut et qui est vitale pour l'avenir) et apporter une assistance technique visant à ce que les Est-Timorais soient réellement associés à l'élaboration des lois qui les concernent.

(1) On laissera également de côté dans l'article tout ce qui a trait au travail réalisé par la Commission internationale d'enquête établie suite à la session spéciale de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en septembre 1999 (Résolution 1999/S-4/1 du 27 septembre 1999, endossée par le Conseil Economique et Social des Nations Unies, Déc. 1999/293 du 15 novembre 1999) ainsi que la problématique de l'installation éventuelle d'un Tribunal International *ad hoc*.

(2) Ou *United Nations Transitional Administration in East Timor*, créée par la Résolution 1272 du 25 octobre 1999 du Conseil de Sécurité, agissant sous couvert du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. L'UNTAET concentre tous les pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire.

(3) Le Vif/L'Express, Bruxelles, 15 décembre 2000, p. 67.

(4) Cfr. notamment la Convention Nationale de Peniche, au Portugal en avril 1998 (et la création de la *Magna Carta*) et la Conférence sur un plan stratégique de développement pour le Timor Oriental, tenue à Melbourne, en Australie, en avril 1999.

Pour une réelle souveraineté du peuple est-timorais

Des dizaines d'organisations non gouvernementales internationales sont actives au Timor oriental depuis la crise de 1999. Elles justifient leur présence par leur volonté de participer à la reconstruction du pays. Elles apportent leur personnel, leurs moyens financiers, leur niveau respectif d'expérience. Dès lors, nous sommes en droit de nous demander, quel est encore le rôle d'Oxfam dans ce petit pays de 700.000 habitants, encore sous administration onusienne.

Afin de percevoir la place actuelle d'Oxfam au Timor oriental, un regard en arrière sur ses actions durant les 25 années qui ont précédé le vote historique du 30 août 1999 se révèle éclairant. Dès 1975, les projets et les actions des différentes sections affiliées d'Oxfam International se sont inscrits dans un programme de défense de la souveraineté de l'Etat du Timor oriental et du droit du peuple est-timorais à l'indépendance. Ce programme est toujours d'actualité. Durant l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie, les actions d'Oxfam se sont déroulées sur un double front, à savoir des actions de mobilisation dans les pays respectifs des Oxfam impliqués et des actions de développement sur place. Une campagne se déroula rapidement, dénonçant le non-respect par l'Indonésie du droit international sur la souveraineté territoriale, le non-respect des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la complicité indirecte de nos gouvernements dans l'acceptation et le maintien des forces d'occupation indonésiennes.

Plus concrètement : Community Aid Abroad (Oxfam-Australie) s'est insurgée pendant un quart de siècle contre son gouvernement qui avait reconnu l'annexion du Timor oriental comme légale. Nos collègues australiens ont soutenu les Est-Timorais, réfugiés en Australie, dans leurs activités de formation et de mobilisation.

Oxfam-Grande-Bretagne a soutenu des organisations et des individus engagés dans un travail de recherche, de dénonciation, de mobilisation, que ce soit au Royaume Uni, aux Etats Unis ou en Indonésie même. Nos confrères britanniques ont également rejoint des comités de solidarité qui dénonçaient la politique de ventes d'armes au régime dictatorial de Suharto. Oxfam Solidarité s'est modestement orientée vers le soutien aux représentants est-timorais en exil, aux interpellations de son propre gouvernement, de l'Union européenne, au soutien financier pour la publication de deux ouvrages sur le Timor oriental et le droit international, sur l'organisation de conférences.

Au Timor oriental même, le travail des Oxfam a

consisté à soutenir les organisations d'étudiants et de femmes dans leurs activités touchant les droits humains, le micro crédit, l'aide humanitaire, la santé.

Une souveraineté réelle

Actuellement, notre partenariat avec les organisations est-timoraises vise essentiellement à renforcer leurs capacités à être acteurs et décideurs dans l'étape de reconstruction de leur pays, dans les secteurs de la santé, de l'accès à l'eau, de l'éducation, de la souveraineté alimentaire et du droit à des conditions de travail dignes.

L'année 2001 sera probablement celle du retour à l'indépendance pour le Timor oriental. Cette indépendance doit être synonyme d'une réelle souveraineté, ancrée dans la possibilité pour le peuple est-timorais de prendre la direction des affaires du pays en main. Oxfam désire participer à ce processus, à la demande des représentants est-timorais actuels, qu'ils soient membres du CNRT (Conseil national de la résistance timoraise) ou d'autres organisations est-timoraises.

Dans ce contexte et vu la tendance actuelle vers une mondialisation qui tend à mettre dans l'ombre le rôle et la légitimité de l'Etat au profit des intérêts purement commerciaux de quelques sociétés transnationales, l'engagement d'Oxfam 'pour une autre mondialisation' trouve ici son sens.

Le droit d'être entendu

Concrètement, Oxfam appuie également la volonté des ONG est-timoraises à se coordonner et à renforcer leur voix au sein des débats qui se déroulent actuellement au Timor oriental. Le Forum des ONG est-timoraises est une sorte d'interface entre d'un côté, la société est-timoraise et l'administration de l'UNTAET, et de l'autre, les autorités est-timoraises et les organisations internationales.

Outre le développement des capacités techniques requises dans la définition d'un programme et le suivi des projets, Oxfam cherche à encourager et à développer la capacité d'analyse et d'actions politiques des organisations est-timoraises.

Garantir l'accès à l'eau

Les trois semaines qui ont suivi la proclamation des résultats du vote du 30 août 1999, ont été marquées par une importante vague de violence et de destruction. Les infrastructures, telles que les canalisations d'eau ont été systématiquement détruites dans les districts bordant la frontière avec l'Indonésie.

De l'urgence à la réhabilitation, Oxfam remet en place des systèmes de distribution d'eau potable dans quelques centres urbains des districts de Dili, Covalima, Liquica et Bobonaro. Les capacités

la gestion de l'eau et de l'assainissement du milieu. Oxfam lui fournit un soutien financier, logistique et en formation.

Au delà de l'important volet technique, Oxfam estime primordial de renforcer la capacité des organisations est-timoraises à défendre leur accès à l'eau.

Les politiques de gestion se discutent actuellement avec les membres de l'UNTAET, la Banque Mondiale et les représentants politiques est-timorais. Il est évident qu'au Nord comme au Sud, l'accès à l'eau n'est pas seulement une question de quantité ou d'emplacement de robinets. Au Timor oriental, les autorités est-timoraises devront donc développer un programme à long terme afin d'assurer l'achèvement du travail de réhabilitation, l'entretien adéquat des systèmes installés, une gestion financière permettant à chacun d'avoir un réel accès à l'eau potable. L'eau n'est pas un bien com-



locales, tant humaines que logistiques, s'étant avérées, dans un premier temps tout à fait insuffisantes pour l'ampleur des problèmes à résoudre, Oxfam a constitué sa propre équipe et est devenue 'opérationnelle' dans ce secteur. Elle a ainsi effectué elle-même une grande partie du travail de reconstruction physique des systèmes de distribution d'eau potable et d'éducation à la santé. Oxfam tient cependant au principe de soutien aux organisations locales, dans leurs propres initiatives. Elle a donc poursuivi sa collaboration avec Bila Hula, l'ONG est-timoraise impliquée dans le secteur de

mercialisable ni banal. Il s'agit avant tout d'un droit de base de la population.

Le droit à l'éducation

Oxfam s'est engagée, conjointement avec l'UNICEF, dans un programme de formation de professeurs du niveau primaire. Avec l'arrivée des forces armées indonésiennes, un grand nombre de professeurs et de cadres sont partis. Ils avaient été mis en place par le gouvernement de l'ex-président Suharto dans sa politique de colonisation et d'assi-

milation. Le manque de professeurs, à tous les niveaux d'enseignement, se fait donc cruellement sentir à l'heure actuelle. Cependant, au-delà de la reconstruction des bâtiments scolaires et de la disponibilité de matériel pédagogique, se posent des questions aussi fondamentales que le choix de la langue d'enseignement (le tetum ou le portugais?),

fesseurs mais consiste aussi à soutenir les organisations est-timoraises et les responsables politiques dans leur volonté de définir eux-mêmes leur système éducatif.

Des conditions de travail dignes

La législation du travail se construit actuellement au Timor oriental. Il est donc primordial que dans ce domaine les Est-Timorais soient conscients des enjeux et aient la possibilité d'intervenir dans la définition des lois sociales. En matière d'emploi, le problème le plus crucial reste le manque d'opportunités pour les adultes en recherche de travail. Ce problème concerne principalement la population urbaine. Ce sont essentiellement l'administration de l'UNTAET, les compagnies étrangères, les ONG internationales et les étrangers qui gèrent les restaurants, les magasins, les activités portuaires qui engagent du personnel.

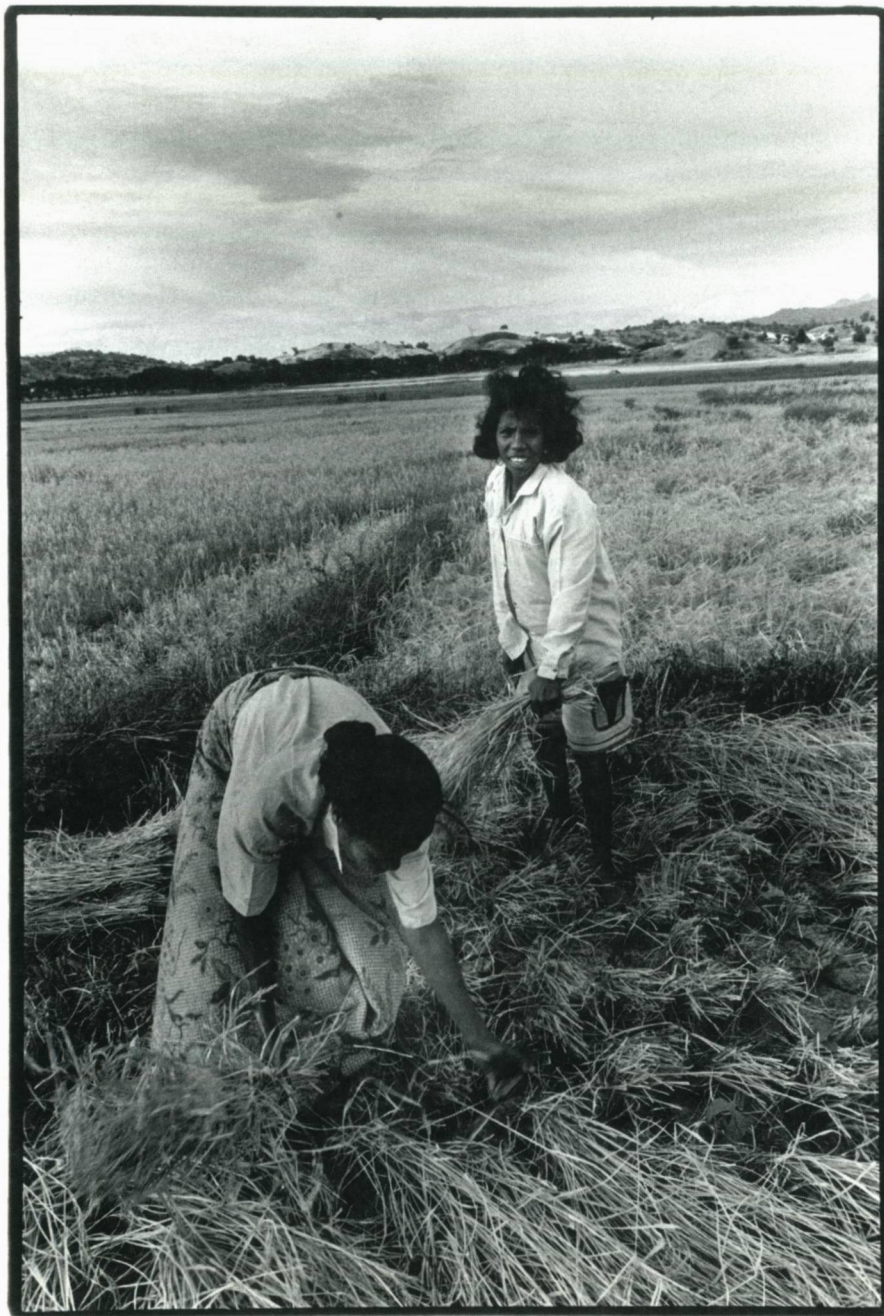
La législation du travail étant en cours d'élaboration, le vide légal, couplé à un manque crucial d'emplois, met les travailleurs dans une position difficile où leur pouvoir de négociation est faible.

Oxfam soutient LAIFET, (Labour Advocacy Institute for East-Timor) dans son travail de négociation avec l'UNTAET pour la définition d'un cadre légal de travail, pour la traduction de documents clefs au profit des tra-

vailleurs, ainsi que pour l'organisation de journées d'information et de formations destinées aux groupes de travailleurs et aux futurs syndicats.

Agriculture et souveraineté alimentaire

L'agriculture demeure le secteur économique qui occupe la plus grande partie de la population, que ce soit dans les activités vivrières ou de rentes. Si



la définition des programmes scolaires, la disponibilité de professeurs et le développement d'une politique d'éducation.

Dans le but d'améliorer l'enseignement, Oxfam soutient les ONG impliquées dans le secteur de l'éducation primaire – même à un niveau très local – ainsi que les professeurs du futur Ministère de l'Education. Dans ce secteur également, le rôle d'Oxfam ne se limite pas à la formation des pro-

on exclut le potentiel financier du pétrole, le Timor oriental est principalement un pays à revenus agricoles. Le riz et le café étaient les deux principaux produits d'exportation vers l'Indonésie. Durant l'occupation, l'Indonésie a principalement recherché à augmenter la production agricole du Timor oriental, tout en mettant en place des structures – faussement appelées 'coopératives' – afin de mieux contrôler la population, majoritairement rurale. Les décisions concernant le développement agricole étaient alors prises de manière centralisée par le gouvernement indonésien.

Aujourd'hui, après une première étape de reconstruction des infrastructures agricoles et de récupération de matériel aratoire, le Timor oriental doit définir une politique de développement agricole. Dans ce contexte, Oxfam désire renforcer les organisations d'agriculteurs qui, d'une part, développent une production agricole locale, de rente et de subsistance, mais qui désirent également se profiler comme interlocuteurs dans la défense d'une politique agricole en faveur des petits agriculteurs, femmes et hommes. Oxfam commence à collaborer avec ETADep, une organisation d'agriculteurs basée à Dili. Cette organisation, créée sous l'occupation indonésienne, cherche à protéger les ressources naturelles, à développer sa capacité en tant que centre de formation agricole et à aider les agriculteurs à développer leur production, en terme de diversité et de quantité. Au-delà de la phase de réhabilitation, son rôle sera également de défendre auprès des politiciens une politique de développement agricole nationale qui se met au service des agriculteurs et du pays.

Libre choix pour les réfugiés

Plus de 200.000 Est-Timorais se sont retrouvés, de gré ou de force, réfugiés dans la partie occidentale de l'île du Timor, en Indonésie. En juin 2001, ils étaient encore de 60 à 80.000 dans les camps organisés par les Indonésiens, certains contrôlés par les milices pro-indonésiennes. Leur liberté de mouvement n'est pas assurée et il est difficile de savoir actuellement quelle est la proportion de réfugiés qui désire réellement rentrer au pays, et celle qui désire rester et s'installer en Indonésie. Il est aussi reconnu que les réfugiés n'ont pas accès à une information objective sur la situation au Timor oriental et sur l'accueil réservé aux personnes qui y retournent. En effet, les milices s'efforcent à désinformer les réfugiés et à les maintenir sous leur contrôle.

Dans ce contexte, Oxfam a développé des projets en santé environnementale, consistant principalement à distribuer de l'eau potable, des moustiquaires et des produits d'hygiène personnelle. Ce

travail a été planifié et mis en œuvre en collaboration avec des ONG indonésiennes.

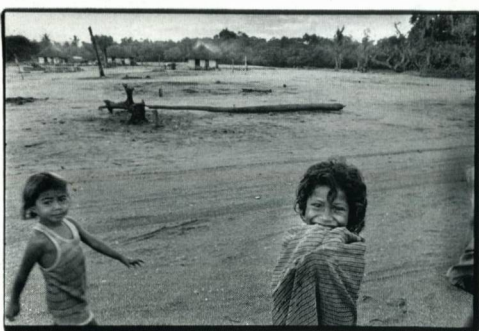
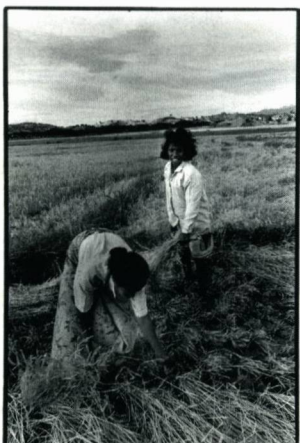
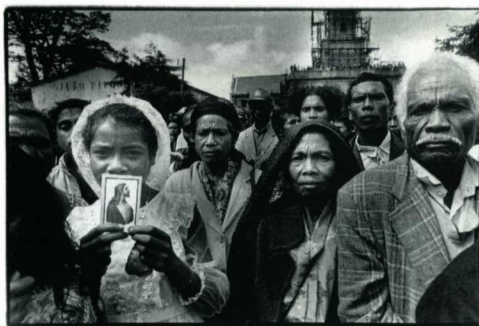
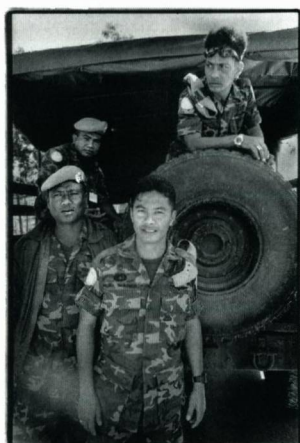
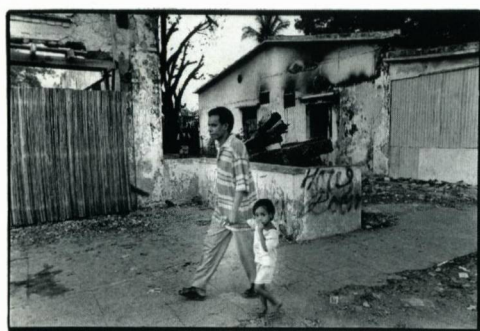
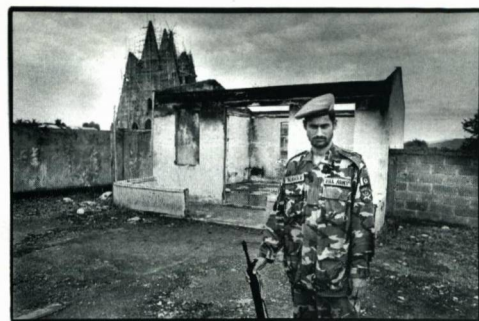
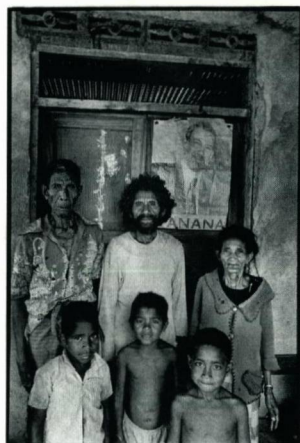
A un niveau plus politique, Oxfam continue à attirer l'attention de ses propres instances politiques, des Nations Unies et de l'Union européenne, sur certaines demandes des Est-Timorais. Ainsi, nous demandons que soit assurés :

- une plus large participation des Est-Timorais aux processus de prises de décisions qui les concernent.
- le retour volontaire et en toute sécurité des réfugiés encore présents dans les camps au Timor occidental et la poursuite des projets répondant aux besoins humanitaires de base.
- le suivi des promesses financières déclarées lors des conférences des donateurs pour le Timor oriental par certains gouvernements et leur utilisation dans le processus de reconstruction et de développement du Timor oriental.
- le processus de réconciliation et de justice suite aux crimes de guerre commis après le vote du 30 août 1999.

Les financements des projets d'Oxfam proviennent de différentes sources. Outre des fonds propres, d'autres fonds sont utilisés, provenant des gouvernements, de l'Union européenne, de certaines villes et communes ainsi que de particuliers.

Joëlle Dubois

(*) Joëlle Dubois est responsable des projets en Asie chez Oxfam-Solidarité.



Oxfam
Solidarité - Solidariteit

asbl, Rue des Quatre Vents 60 - 1080 Bruxelles
Tél: 02/501 67 00 - Fax : 02/511 89 19
E-mail : oxfamsol@oxfamsol.be
Site web : <http://www.oxfamsol.be>

